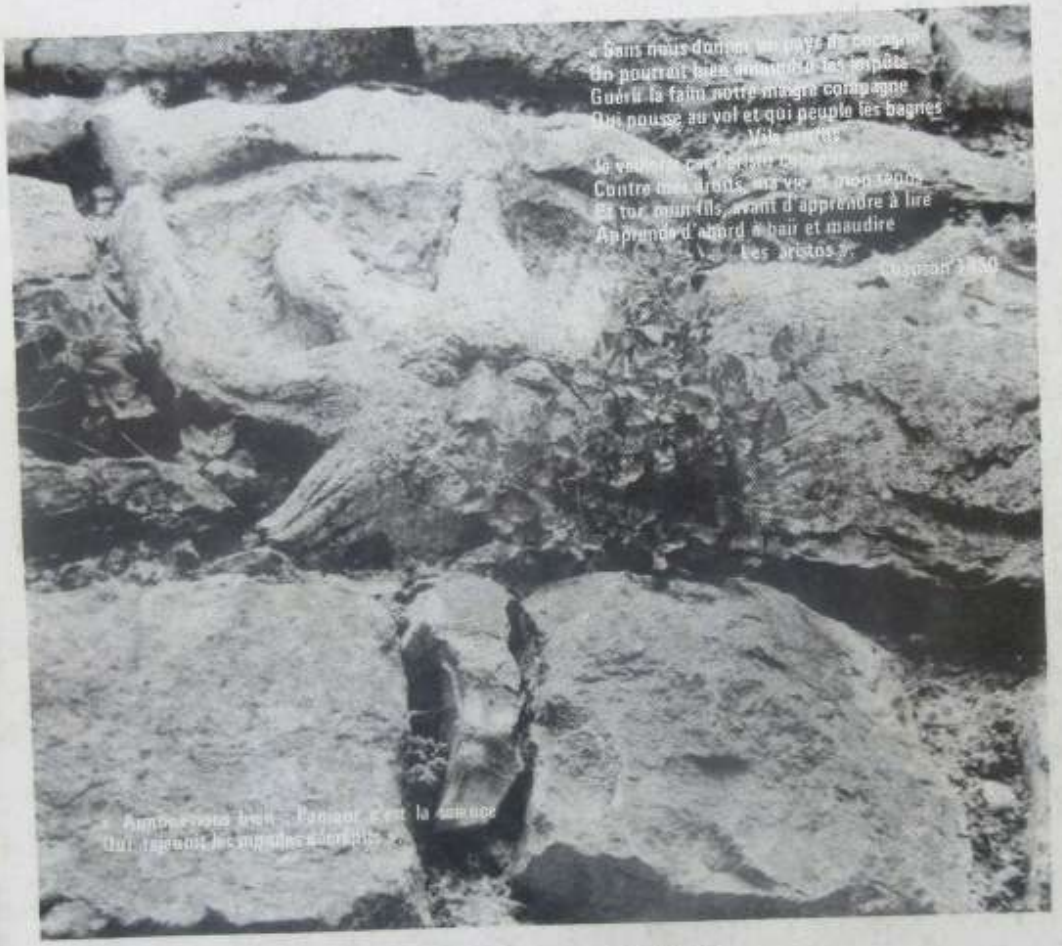
anecdotes

J. P. Damaggio

LE TARN-ET-GARONNE ET SES DEMOCRATES

1848 - 1851



1848 - 1851

LES DEMOCRATES DU TARN-ET-GARONNE

anecdotes

J. P. Damaggio

« Sans nous donner un pays de cocagne
On pourrait bien amoindrir les impôts
Guérir la faim notre maigre compagne
Qui pousse au vol et qui peuple les bagnes
Vils aristos
Se veillerai car l'aristo conspire
Contre mes droits, ma vie et mon repos
Et toi mon fils avant d'apprendre à lire
Apprends d'abord à haïr et maudire
Les aristos
(chanson 1850)

Jean-Paul Damaggio

LE TARN ET GARONNE ET SES DEMOCRATES
LES DEMOCRATES DU TARN ET GARONNE
(1848-1851)

"Aimons nous bien : l'amour c'est la science
Qui rajeunit les mondes décrépits,"

En effet un sommaire est utile. Il donne une vision d'ensemble du livre.

ET à rencontrer des hommes en 1848 il n'est pas sans importance de savoir qu'ils risquent de se retrouver en exil en 1851. Et Bousquet par exemple y est mort jeune de désespoir. C'était à Jersey. Et puis quand on n'inscrit que les numéros des chapitrais dans le texte il n'est pas inutile de retrouver les titres dans la sommaire !

SOMMAIRE

1 -Des hommes et leurs idées
2-Des hommes dans des courants d'opinions
3-Des hommes dans la crise
A-Des hommes dans le débat d'idées et la vie culturelle
5-Des hommes qui votent : 1848
6- Des hommes l'organisation politique
7-Des hommes qui luttent : 1849
8-Des hommes qui luttent : 1850-1851
9-Des hommes furent frappés ! Décembre 1851
10-Des lecteurs se disaient aussi...

Attention les yeux :

Je l'explique en conclusion mais il vaut mieux être prévenu au départ.

Beaucoup de fautes vous frapperont les yeux. Elles sont involontaires !

Quelques unes sont corrigées (celles qui de temps en temps faisaient mal à mes yeux pourtant peu fragiles) pour le reste à vous de décider.

En couverture

Photo-de Dise (merci pour lui)

Le titre

J'ai choisi un titre incolore, inodore et sans saveur.

Suivant l'opinion du lecteur ce titre peut devenir :

-des démocrates démagogues en 82
-effervescence chez les démocrates-socialistes de 82
- étape du combat républicain en 82
-des démocrates vivants veulent transformer le 82
-il y avait les aristocrates maintenant viennent les démocrates
-d'insignifiants démocrates du 82
-la merveilleuse histoire de quelques démocrates en 82
-comment a-t-on réprimé les démocrates du 82
-etc. (dans tous les cas il faudrait mentionner la période)

Remerciements :

Je remercie tous ceux qui luttèrent pour faire du savoir le bien de tous, pour la liberté et le temps de vivre. C'est à eux que vous devez ce livre. Ces lutteurs gagnèrent pas à pas les conditions concrètes qui m'ont permis d'écrire. Et ce combat n'est pas fini : il reste beaucoup à faire pour aller vers plus de justice.

Le passé c'est bien beau mais c'est le présent qui compte. Concernant ce présent je tiens à remercier tous ceux qui par leur amour, leur amitié sont un encouragement quotidien à vivre. Cet encouragement m'a donné la force d'écrire.

Mille fois merci et bonne lecture.

Non-remerciements

Non-remerciements à une société qui ne donne pas les moyens normaux d'édition et de diffusion à des ouvrages destinés à un public local.

Ce public réduit ne signifie pas obligatoirement un intérêt local pour l'ouvrage[1].

Au lecteur de juger.

[1] Toutes les notes sont de ma lecture de 2023 : une parie de ce livre a été repris par une revue nationale : Cahiers d'analyse concrète

Avertissement

Ce livre ne traite que de faits divers.

Le département n'y est pas présenté dans sa globalité et pas davantage dans ses rapports complets avec le reste du pays. Le mot anecdote inscrit dans le titre est donc à prendre comme une indication sérieuse.

Anecdote, sur le dictionnaire : le détail ou l'aspect secondaire sans généralisation et sans portée.

Pourquoi donc le publier ainsi?

D'abord tout est relatif. Le Tarn et Garonne en lui-même est une anecdote comparée à la France qui en est une comparée au reste de l'univers. En fait, à partir du moment où les limites du livre sont bien comprises sa lecture peut être efficace. Efficace en quoi ?

Efficace quant à la connaissance historique du département. Efficace quant à sa possibilité à favoriser une connaissance plus générale, plus approfondie. A mon sens cette connaissance est à élaborer.

Non pas pour le plaisir de la connaissance (à ne pas négliger cependant) mais parce qu'au moment où il s'agit de prendre notre destinée en main il s'agit de savoir aussi d'où nous venons.

Pèsent sur notre département des fatalités. De vocation agricole nous n'aurions plus demain qu'une vocation touristique alors qu'une partie du département aurait une vocation plus enrichissante : une vocation désertique.

Le Tarn et Garonne n'est pas le résultat de vocations inévitables. Sa réalité est le résultat, avant tout, du travail de tous ceux qui y vécurent et de tous ceux qui y vivent.

Mais nos Tarn et Garonnais ne purent dans le même temps vivre et travailler que dans le cadre d'une politique dite «d'aménagement» du territoire. Il est bon que cette politique ait reçu un coup d'arrêt en cette année 1981[2].

Notre département n'est donc compréhensible dans sa réalité que dans le rapport au cadre national. Des spécificités vont apparaître.

La période étudiée permet une approche partielle de ces spécificités. C'est la mise en place du suffrage universel, c'est l'entrée de la province dans la vie politique moderne du pays. Economiquement la période est moins importante car trop brève.

Plongeons nous donc dans cette Seconde république telle qu'elle s'est présentée en Tarn et Garonne et telle qu'elle s'y est terminée.

---

[2] Marque d'optimisme après la victoire de la gauche au moment où j'écris.

"Je parle des classes, elles seules occupent l'histoire. »
L. C. (1830)

Chapitre un

Si le lecteur lit ce chapitre il fera connaissance avec deux hommes, deux militants (mot qui n'est pas de l'époque), deux avocats. Sans rentrer dans le détail, nous donnerons pour le moment deux informations sur les lignes qui suivent:

-date de parution : 1849

-lieu de parution : le journal "centriste" *Le Courrier du Tarn et Garonne* (voir plus loin concernant le rôle de ce journal).

Voyons donc les lignes qui, ici, nous interpellent:

> "L'émoi est grand, l'impatience est à son comble parmi les parodistes de Barbes et de Raspail que Moissac à l'honneur de posséder en son sein.
>
> Le curieux, l'incroyable événement qui leur est annoncé et qui les agite vivement depuis quelques jours, est la réapparition prochaine dans le pays d'un certain représentant montagnard, apôtre fervent des doctrines socialistes les plus échevelées et dont le nom significatif résume à lui seul une foule de choses."

Avec ce travail j'ai voulu tout d'abord faire réapparaître dans le pays ce "certain montagnard".

Moi même à cette lecture ne pouvait dire le nom de ce "parodiste La Barbès et de Raspail".

Armand Barbés (1809-1870) : combattant aux côtés du prolétariat, fut souvent arrêté et dut sa libération à la révolution de 1848. "

Conspirateur sans faiblesse" est une expression qui pouvait tout aussi bien décrire François Vincent Raspail (1794-1878). Encore en 1877 il est député d'extrême-gauche pour la région de Marseille. Marx en 1850 le désigne comme communiste.

Qui pouvait donc être notre parodiste local de ces deux insurgés de dimension nationale?

Nous avons bien lu : il était représentant montagnard. Donc élu en 1848.

Qui a été élu en Tarn et Garonne à ce moment là ?

Le premier Léon de Maleville. Né en 1803 à Montauban d'une famille lettrée, distinguée et aisée il était connu en 1849 pour son libéralisme modéré. Il avait déjà été élu en 1833 et il n'est pas possible de le confondre avec "une apôtre des doctrines socialistes."

Il en est de même pour deux autres représentants du peuple : Faure-Dère et l'abbé de Cazalès. Il reste Delbrel et Détours,

Ils sont à la fois avocats et de Moissac. Alors qui ?

Devinez et sachez :

> "Son importance est si grande que ses frères et amis se préparent de leur mieux, avec grand enthousiasme et des vivats frénétiques, à célébrer sa bienvenue en organisant sur de vastes proportions une démonstration digne de la délicatesse des sentiments et de la grandeur de caractère des personnes en question,
>
> Toute la cohorte des communistes, proudhonistes partageux de la localité se propose au jour fixe de se précipiter à sa rencontre."

Ce retour à Moissac est celui d'un élu qui, en ce mois d'avril 1849, repart en campagne électorale. Il s'appelle Détours (voilà donc le nom significatif).Il reste encore à trouver son

prénom. Enfin nous arrivons à cet ensemble : Hippolyte Détours. Maintenant nous allons essayer de retrouver l'itinéraire politique de ce socialiste (si l'on en croit le *Courrier*).

De suite, il est bon de poser la question en ces termes:

Avec Détours, de quel socialisme s'agit-il?

(pour cette réponse il faudra bien tout le livre et plus encore).

Avant 1849

Détours est élu en 1848 comme représentant du peuple à l'Assemblée constituante.

Il est élu par le suffrage universel au milieu de notables bien connus,

Sur quelle base Détours a-t-il pu être élu ?

La campagne qui aura lieu dès le mois de Mars 1848 est animée. On peut lire dans la presse du Tarn et Garonne plus d'une dizaine de professions de foi. Mais pas celle de Détours !

Du coté des « démocrates aux doctrines les plus échevelées » on trouve à Montauban le journal *Le Vigilant* qui juge ainsi les élus de 1848 de notre département:

> « Des légitimistes et des dynastiques, voilà les députés que nous envoyons à la constituante chargée d'organiser la République. »

Les légitimistes et les dynastiques sont les deux branches de la royauté. On comprend les craintes du journal quant au devenir de la République. Le journal a soutenu un seul vrai démocrate Sesquières et cite Nicolas.

Mais alors où trouver Détours ?

Du côté des dynastiques il y a le journal le plus important du département : *Le Courrier du Tarn et-Garonne*. On ne trouve pas davantage trace de sa profession de foi alors que le journal a fait effort pour s'ouvrir à quelques républicains.

Il semble donc que Détours ait été lu par les légitimistes (branche aînée des Bourbons).Comme n'existe par à ma connaissance d'archives de leurs journaux au de leur activité il est impossible de le vérifier.

Peut-être est-ce cette situation qui fait référence à l'expression concernant ce nom "qui résume à lui seul une foule de choses".

Pourtant 15 jours après l'ouverture des travaux de l'Assemblée constituante Détours se distingue en montrant quelques sympathies pour Barbès (affaire du 15 Mai voir plus loin).

Et deux mois plus tard *le Courrier* se scandalise à nouveau car Détours vote avec les démocrates pour défendre Carnot.

C'est là une image de la révolution de 1848 : du flou dans lequel s'est déroulée l'élection, on va vers des évolutions qui clarifient les opinions politiques.

Ce flou se vérifie par une mise au point parue dans *le Courrier*. La voici:

> "Ce qui est vrai, ce que nous pouvons publier hautement, c'est que le citoyen Détours est apprécié aujourd'hui comme il doit l'être ; ce que nous pouvons prédire à coup sûr c'est que le département aux prochaines élections se débarrassera de ce mandataire et que "le pauvre peuple" surtout, dont il parle avec tant de sollicitude et qu'il a l'air de tant aimer, le remplacera par un représentant plus capable et plus sérieux."(15/07/1848)

Nous pouvons mesurer maintenant les raisons pour lesquelles il bénéficie de la description citée au départ. Va-t-il "à coup sûr" être battu ?

Concernant le statut social de Détours j'ai trouvé une rapide biographie de son père. Il s'appelait Pierre Détours et il était baron d'Empire. Né è Moissac d'une famille très honorable. Son titre de baron, sa vie et sa carrière militaire furent le résultat de la grande révolution française. Pensez, il se distingue par son grand courage à la bataille de Valmy.

C'est une grave maladie qui força Détours père à quitter la carrière des armées.

Il se retira donc dans sa famille et il mourut le 23 Novembre 1856 à l'âge de 95 ans.

Entre-temps il put devenir maire de Moissac le 10 Mai 1808. C'est de Napoléon qu'il recevra le titre de baron d'Empire en 1811. Le retour des bourbons ne l'empêchera pas d'être chevalier de la légion d'honneur en 1818. Les mauvaises langues ajoutent qu'il se serait enrichi par l'achat des biens nationaux. Par ailleurs on le trouve à la tête d'une loge de Moissac.

Cette hérédité n'est pas inutile pour comprendre le fils.

En particulier après l'élection de Bonaparte comme président, Hippolyte Détours est allé le trouver pour obtenir la grâce d'un de ses clients (ça devait être une bonne cause) et il n'a rien obtenu. Il n'a pas caché sa déception.

Cas remarques nous mènent à un développement important de Marx:

> "Les hommes font leur histoire mais ils ne la font pas dans les conditions choisies par eux mais dans des conditions directement données et héritées du passé."

Cette répétition historique se retrouve pour le deuxième personnage de ce chapitre.

Il appartient à une famille plus célèbre à Moissac : la famille Chabrié.

De Détours à Chabrié

En 1848 Chabrié père (J. Baptiste) sera lui aussi candidat à l'Assemblée constituante. Sa défaite étonnera *le Vigilant* car cette figure bien connue de tous les républicains aurait méritait son élection. C'est l'indication supplémentaire que le résultat de cette élection n'est pas brillant pour les républicains.

La profession de foi de Chabrié a été publiée dans *le Courrier du Tarn et Garonne*.

Elle disait ceci:

> « Les sentiments républicains ont toujours été gravés dans mon cœur. Je n'ai pas craint de les manifester avec la modération qui convient à l'honnête homme en 1830 quand je faisais partie de l'administration communale de Moissac, soit au conseil général, soit par des pétitions présentées par le comité radical de Moissac dont j'étais le président."

Voilà donc non pas un démocrate mais un républicain. C'était un républicain de la veille par opposition aux nombreux républicains du lendemain (de la révolution).

Chabrié insistera encore sur sa modération républicaine le 13 avril 1848 à Montauban.

Il y avait une réunion qui rassemblait des délégués cantonaux pour former une liste électorale.

Une personne avait demandé d'interdire les candidatures de la liste officielle présentée par les amis de Ledru-Rollin ministre de L'intérieur, sur la liste qu'ils élaboraient.

Une même personne pouvait se trouver sur plusieurs listes.

Face à cette demande Chabrié a tenu à faire publier la mise au point suivante:

> "Cette proposition est injuste surtout à l'égard de ceux comme moi qui n'avaient pas demandé à y être inscrit. Certains de mes adversaires savent que ma candidature est une des plus sérieuses et ils exploitent cette circonstance pour la combattre. Ils ne reculent devant aucun moyen. Il est fait répandre dans tout l'arrondissement de Montauban où je suis moins connu que dans celui de Castelsarrasin, que porté sur la liste du citoyen Sauriac je suis communiste.
>
> Sans doute cette supposition ou calomnie se détruit d'elle-même par son absurdité. Comment croire que je puisse être communiste ? Je possède des biens d'immeubles avec ma femme qui sont d'une valeur de 300 000 F; j'exerce depuis près

de 30 ans ma profession d'avocat et d'avoué. Je dois en grande partie ma position à cette profession que j'ai su toujours rendre honorable.

Et l'on serait assez absurde de croire que je voulusse mettre en commun une fortune que j'ai légitimement acquise, pour en priver mon fils. J'ai toujours déclaré que ces théories de communisme étaient des utopies et des rêves creux. Il m'est pénible de repousser des attaques de ce genre, inventées, j'ose le dire par les plus calomniateurs."

Nous reprenons deux choses:

-la situation sociale de Chabrié Jean Baptiste : une bonne petite bourgeoisie (un ouvrier ne gagne pas 500 F par ans : chapitre trois)

-ses conceptions politiques et l'image du communisme de l'époque.

Il s'affirme franchement républicain et franchement modéré.

Il renouvelle sa modération au moment des élections présidentielles.

Le 26 Novembre 1848 se tient à Moissac un banquet démocratique.

Il devait assurer la présidence mais après réflexion il n'en fera rien. Pourquoi ?

Dans la préparation du banquet les extrémistes n'avaient pas caché leurs intentions. Ils voulaient appeler le banquet démocratique et social. Un témoin indique que Chabrié père était de ceux qui voulaient repousser cette expression. De plus pour qui fallait-il appeler à voter ? Pour Cavaignac ou pour Ledru-Rollin ?

Cette division fit donc s'abstenir Chabrié père qui était bien placé pour connaître les positions des extrémistes puisque parmi eux il y avait son fils qui n'hésita pas à déclarer au banquet que Cavaignac et Bonaparte ne pouvait avoir la confiance des convives.

Nous reviendrons sur ce fils Chabrié qui sera un exilé du deux décembre 1851. Il restera nettement plus à gauche que son père

Quoiqu'il en soit ces deux hommes Détours et Chabrié père ne se lasseront pas de défendre la République et les classes défavorisées. Encore en Octobre 1851 voici comment ils menaient leur campagne électorale:

"Leur voiture arrivait dans une localité et nos deux hommes allaient descendre chez le personnage le plus considérable du parti démocratique où l'on a préparé à l'avance un excellent dîner ; on dîne donc et après l'absorption des comestibles, opération à laquelle ont pris part les notabilités montagnardes de la localité où on passe à une autre opération non politique c'est à dire on prend le café, on fume des cigares tout en causant de choses et d'autres, des fureurs de la réaction et de la crise ministérielle, des discours on en prononce rarement, c'est tout au plus si on lit de temps en temps une pièce en vers. Il n'y a pas de quoi s'alarmer. "(21/10/1851)

Cette description se poursuit en indiquant qu'ensuite les notabilités allaient du café du village terminer ainsi leur visite. Ce n'était plus l'époque du suffrage censitaire où le débat politique était enfermé dans de petits cercles d'amis. Manifestement les démocrates se sont organisés en 3 ans (voir plus loin) et l'humour du journaliste du *Courrier du Tarn et Garonne* qui publie la citation du dessus ne peut cacher cette réalité.

Je me disais aussi

Un des amis de Détours disait de lui qu'il était grandiloquent. C'est peut-être là dessus qu'amis et ennemis peuvent se rejoindre. Un de ses ennemis écrivait : "il devait prononcer une harangue à faire pâlir la mémoire de Mirabeau".

En fait ce n'était pas Détours qui était grandiloquent mais l'époque elle-même.

Ces deux hommes ne pouvaient qu'être bons et généreux. C'était le sens de leur combat politique. Dans son manuel républicain Renouvrier dit clairement :

"Vous voyez que la politique vient de la morale.

Qui connait la morale connaît la politique."

Le paysan couvert de dettes ne pouvait se payer le luxe du combat politique. Plus tard seulement avec l'habitude du suffrage universel, avec l'entrée en scène des ouvriers il changera en partie le sens du combat politique.

La question de la politique se pose donc d'abord dans une époque.

Concernant 1848 ces hommes de la petite- bourgeoisie se sont dévoués pour la justice et la liberté. Détours était encore en 1871 candidat comme député en Tarn et-Garonne et il était classé extrême-gauche. Détours et Chabrié je les aime donc non pas pour ce qu'ils étaient mais pour ce qu'ils pouvaient être.

Ils nous ouvrent une porte de l'histoire contemporaine.

Ils ne sont pas des héros mais des hommes du quotidien.

Ils sont insignifiants va-t-on me répondre de tout côté.

D'abord du côté de ceux qui depuis des siècles imposent leur domination idéologique et qui préfèrent d'autres hommes pour remplir les bibliothèques.

Ensuite aussi du coté de ceux qui se battent pour transformer le monde et qui très vite ont envie de mépriser ces petits- bourgeois puisqu'ils étaient incapables de réussir.

Le combat des hommes hier comme aujourd'hui n'ira pas que par des succès même quand les militants sont munis d'une théorie trop souvent considérée comme une clef définitivement mise au point et quelque peu miraculeuse.

Ce n'était là qu'un moyen d'ouvrir une porte. Il nous faut maintenant, pénétrer plus au fond du combat politique qui a lieu en cette année 1848.

Et on vérifiera qu'il ne suffit pas d'ouvrir un parti pour savoir ce qu'il y a dans une pièce...

"A relisait lugubrement son manuscrit:
-On ne peut le laisser partir seul, s'exclama-t-il.
Il va à l'abattoir ce petit.
B rigolait.
-Mets, quelques citations.
Les Citations sont les nurses des discours. "
Michel Verret

Chapitre deux

Détours disions-nous apparaît avoir été élu par les légitimistes.

Ces derniers sont en 1848 très forts à Montauban. Ils voulaient le rétablissement des Bourbons légitimes ; ceux qui furent écartés du pouvoir en 1789, qui y sont revenus en 1815 pour en être définitivement écartés en 1830 avec l'arrivée de Louis-Philippe.

Dans notre département, leur âme, leur chef était le Baron de Scorbiac. Il représente socialement, comme son second le Vicomte de Gironde, la grande aristocratie. Ils sont de religion catholique et ils ont avec eux quelques légitimistes de "basse classe".

Le Baron de Scorbiac, riche famille montalbanaise est une figure toute aussi marquante que celle de Chabrié mais pour le camp adverse. Tous deux sont nés avant la grande révolution, et tous deux ont participé à tous les grands combats de leur époque.

De Scorbiac a même dans sa jeunesse goûté à la prison.

La révolution de 1848 est pour eux un espoir d'arriver à leur fin.

Leur «homme» Henri 5 attend.

Toutes les combines vont consister à se placer, pour ou moment venu, s'imposer. Ils n'ont pas vu que leur époque était révolue. *Le Courrier* du 25 avril 1849 essaie de leur donner une leçon de modestie : «Il y aurait aujourd'hui un danger immense de renverser la république, pour les amis de l'ordre.»

Malgré de tels appels, les légitimistes du Tarn et Garonne présenteront en 1849, leurs propres candidats aux législatives et la droite ainsi divisée perdra.

D'autres avertissements avaient eu lieu.

Au moment des cantonales, un an plutôt (ou presque) *le Courrier* (encore lui) publiait cette mise en garde : "dans ces élections les opinions politiques y jouent rarement le rôle principal" car il craignait une victoire des notables légitimistes mais au lendemain des résultats il se félicita de la défaite des légitimistes. Ces derniers perdront la main mise qu'ils avaient sur l'Assemblée départementale. Ils ne se retrouvent que 6.

Aux municipales de 48 ils avaient conservé leur pouvoir sur la ville de Montauban, même sur les républicains les plus modérés, mais là aussi ce ne sera plus pour longtemps.

Voyons leurs successeurs.

A côté d'eux se trouve les Orléanistes.

Notre orléaniste local a une dimension nationale : il s'appelle Léon de Maleville.

Nous savons que le regroupement avec les légitimistes sous l'appellation : Comité des amis de l'ordre (capitaliste, pourrions-nous ajouter, mais ce serait schématiser) a échoué. La différence est dans l'ensemble, sociale (légitimistes plus tournés vers l'aristocratie foncière, et orléanistes plus tournés vers la banque) et dans notre département elle est aussi religieuse (légitimistes catholiques et orléanistes souvent protestants). Les orléanistes vont donc réussir à dominer le Tarn et Garonne et à supplanter les légitimistes.

Maleville, comme leur leader national Thiers, veulent se situer au centre gauche de l'échiquier politique frauançais : oui changement mais pas trop vite et pas trop fort.

Ils veulent la république tant que l'opinion est républicaine.

Aux municipales de 1848 à Montauban ils veulent ouvrir la liste aux courants républicains : "une liste ouverte à toutes les opinions et non pas fermée sur un clan."

Aux présidentielles ils soutiendront Cavaignac et le 10 Décembre 1848 ils tiendront le même langage conciliateur. Cavaignac c'est

> "l'affermissement de l'ordre, la modération dans la politique et la franchise dans le gouvernement, c'est le retour à la confiance au crédit source de tout travail et de toute prospérité"

ou encore cette autre citation:

> "Ceux qui veulent l'ordre dans la liberté, le progrès dans la stabilité, la loyauté dans le pouvoir, ceux là savent à qui revient leur vote : le général Cavaignac est leur candidat."

A croire qu'ils ne furent pas nombreux dans ce cas puisqu'ils échouèrent comme échoua dans l'ensemble de la France la candidature de ce général assassin.

Cavaignac n'est que le républicain d'une certaine politique et en cette république ne se trouve pas l'objet de ce travail. Ces deux courants n'ont rien de démagogues comme on le dira pour les autres. Dans l'ensemble ils combattent avec leur classe et pour leur classe.

Si leurs intérêts communs ne leur permettent pas de s'unir à cause de profondes divergences religieuses c'est que l'on rencontre là une particularité du Tarn et Garonne et au-delà, d'une partie du Sud de la France.

Pour Bonaparte, le candidat élu, je renvoie aux chapitres suivants pour en savoir plus.

Nous allons passer maintenant à l'autre grand courant politique qui traverse le Tarn et Garonne en traversant la France. Derrière la noblesse se trouve en particulier une petite bourgeoisie écartée du pouvoir par Louis-Philippe et son suffrage censitaire. Elle aspire à prendre part aux affaires du pays. Au niveau national c'est Ledru-Rollin qui va au fil des mois symboliser ce courant.

La République de Ledru-Rollin

Loin d'un courant républicain bien ordonné, bien organisé, il existe parmi les républicains toute une gamme. Nous l'avons vu avec Cavaignac...

Du républicain qui jette un œil sur les orléanistes au républicain qui jette un œil sur les socialistes, de la république des notables à la république du peuple, ce sont incontestablement plusieurs républiques jusqu'à cette république napoléonienne qui conduira à l'Empire.

Ledru-Rollin est de la république qui jette un œil sur les socialistes. Il sera aux cotés du prolétariat tant que celui-ci acceptera de n'être que figurant de l'histoire. Le 15 Mai 1848 et au moment des journées de Juin par exemple Ledru-Rollin sera avec le pouvoir.

Mais en Tarn et Garonne la question des rapports entre combattants du prolétariat et petite bourgeoisie démocrate ne se pose pas. La petite- bourgeoisie exerce sa domination sur le peuple dans son ensemble. C'est là une seconde caractéristique du combat politique de notre département et de sa région (sauf Toulouse) : les grandes émeutes populaires n'auront pas lieu. Parmi les démocrates nous avons donc rencontré Chabrié et Détours. Plus à gauche on trouve Sesquières.

Cet homme sera secrétaire général de la préfecture du Tarn- et-Garonne au moment où Ledru-Rollin nommera un préfet de ses amis qui provoquera une émeute et qui ne restera que quelques jours (voir plus loin).

Sesquières est l'homme qui lança le journal *Le Vigilant* et qui se dira le plus souvent démocrate. Il va donc à son tour être accusé lui aussi de communisme d'autant qu'il se trouve lui aussi sur la fameuse liste officielle de 1848. Voici sa réponse;

> "Dans le but évident de nuire à ma candidature des malveillants se plaisent à propager le bruit que je suis un des plus fervents apôtres du Communisme. Pour ceux qui me connaissent cette imputation n'est que ridicule, mais je dois aux électeurs dont je sollicite les suffrages une déclaration de principe qui les rassure complètement à cet égard. De toutes les théories socialistes celle désignée sous la dénomination de Communisme m'est la moins familière ; toutefois d'après l'étude superficielle que j'en ai faite je n'hésite pas à dire hautement que je la repousse comme destructrice de la société, funeste à l'homme qu'elle dégrade en lui enlevant toute initiative.
>
> Quant à mes véritables opinions politiques les voici: depuis l'âge de raison, j'ai toujours montré le dévouement le plus absolu pour le triomphe des idées républicaines et je suis du petit nombre de ceux qui osaient s'en faire honneur avant la révolution du 24 février. Fidèle aux principes de toute ma vie, je veux aujourd'hui comme par le passé, un gouvernement démocratique, qui ait pour base la souveraineté du peuple exprimée par le suffrage universel, et pour but la réalisation de cette formule sainte : Liberté, Egalité, Fraternité.
>
> C'est à dire l'ordre dans la liberté, la liberté individuelle, la liberté religieuse, la liberté d'association, l'éducation gratuite et commune à tous les citoyens, le droit au travail pour tous les citoyens, et enfin aide et protection aux invalides du travail."

Cette déclaration est parue dans *le Vigilant* du 15 avril 1848 et Sesquières fils précise bien qu'il est secrétaire-général de la préfecture (allez savoir qui était Sesquières Père).

Avec cette déclaration on mesure la différence avec Chabrié. C'est par une démarche intellectuelle que Sesquières refuse le Communisme, et non pas en invoquant son statut social. Comment avec de telles idées s'est-il trouvé à un poste aussi important que celui de secrétaire général de la préfecture ?

Voyons les courants politiques dans l'action au lieu d'en rester à une présentation côte à côte.

L'affaire Sauriac

Avec la révolution, avec Ledru-Rollin au ministère de l'intérieur nous avons vu que vont être nommés des commissaires de la République. Dans l'ensemble le ministre ne put y mettre ses amis mais ce ne fut pas le cas pour le petit département du Tarn et Garonne où il nomme donc Sauriac.

Cet homme était déjà venu à Montauban comme principal de collège.

Son arrivée on 1843, suite au passage du commissaire Joly de Toulouse, se fera sans problème. Pourtant il est très surveillé.

Par les légitimistes, qui viennent d'être chassés du pouvoir municipal, par les orléanistes qui avaient réussi à placer Hippolyte Rous mais qui eux aussi sont repoussés, bref par les forces politiques les plus puissantes de la ville.

L*e Courrier du Tarn et Garonne* va être à l'origine de l'affaire. Il va reprendre la lettre d'un jeune qui s'appelle Chauvot et qui avait été publié dans un journal girondin.

Cette lettre contenait les confidences que Sauriac aurait faites à ce jeune homme en venant de Paris à Montauban.

Sauriac avait manifesté des opinions très républicaines, presque socialistes. Il voulait déclarer la guerre aux riches, à la propriété, à l'héritage. Voici un des propos qu'il aurait tenus à Chauvot:

> "Pas un ancien député de l'Assemblée ancienne ne sera réélu sinon il faudra tout de même passer la Seine et là nous verrons bien."

Enfin pour bien marquer la sitation il se serait déclaré ami de Barbès en racontant une anecdote : quand il frappe la nuit chez Barbès ce dernier lui ouvre dès qu'il donne son nom. Il n'en fallut pas davantage pour émouvoir la population et les notables de la ville.

Les royalistes organisent à Montauban une manifestation. Très rapidement, entre le 9 et le 11 avril 1848 ils obtiennent satisfaction : la démission de Sauriac.

Après la première manifestation, Sauriac avait réussi à s'enfuir. Il avait rejoint Toulouse où il avait rassemblé des forces militaires pour s'imposer. Revenant vers Montauban, le maire provisoire Constans-Tournier, lui demande d'éviter toute effusion de sang. Devant l'insistance de cet ami républicain Sauriac s'incline. Après avoir traversé la ville à la tête de sa petite armée, il signe sa démission et repart (Par ailleurs nous expliquerons comment il frôla la mort au cours d'un attentat à Lamagistère).

Au moment où le peuple parisien fait sa révolution la population montalbanaise repousse par la force ce démocrate et montre ainsi combien elle est encore sous la domination des notables.

Je me disais aussi

Ce paysage politique est descriptif et peu explicatif. Il fait apparaître quelques caractéristiques du département. Pour mieux saisir ce paysage politique il faut se tourner vers le paysage social et économique.

Le chapitre suivant va donc essayer de faire le point de la crise économique qui se manifestant en France se manifeste en Tarn et Garonne. En ce domaine il faudrait s'attarder sur le pouvoir économique des légitimistes et des orléanistes, faire le tour des propriétés agricoles, commerciales et industrielles, et regarder du côté des banques et des usuriers qui tiennent le plus souvent les paysans par la corde.

Mais ce pouvoir de l'argent et du propriétaire reste caché sous la poussière de la politique politicienne qui situe les opinions politiques loin des intérêts économiques. (il ne peut s'agir de schématiser : voir mise en garde du chapitre 1).

Sur les grandes familles vous n'aurez en fait que les grandes tendances que je viens de donner dans ce chapitre. Je n'ai pas rencontré les documents me permettant de faire mieux. Au-delà des hommes, les rencontres avec les courants politiques qui vivent et se battent doivent se faire en visitant les lieux. Modestement, nous allons donc aller au contact du Tarn et Garonne populaire de l'époque.

"La justice vient tôt ou tard.
C'est, ce tard qui me gêne."
Jean L'Anselme (poète)

Chapitre trois

Hospices/enfants trouvés/enfants perdus.
Indigents/mendiants/vagabonds/voleurs.
Ici une anecdote.
Deux jeunes vagabonds "conçurent la criminelle pensée de voler l'argent d'un tronc d'église à St Nauphary." Et le projet fut exécuté. Les deux voleurs ne purent profiter de leur butin. Allez savoir comment, les gendarmes furent chez eux au moment où ils y arrivaient. C'était en mars 1849.
Ateliers de charité/travail des enfants/
Hypothèques/épidémies/
Misère/Misère/Misère !
Département dominé par l'agriculture, l'étude de la condition ouvrière y est sous-estimée. Commençons donc par là.

Condition ouvrière : Travail des enfants dans les manufactures.
Un indice d'une misère profonde : le 22 Mars 1841 a été votée une loi pour limiter la durée de la journée de travail des enfants.
La mise en application de cette loi a nécessité une surveillance et des rapports qu'il est aujourd'hui possible de consulter. En Tarn et Garonne trois commissions sont formées : une par arrondissement. Dans celui de Montauban les inspecteurs sont : un médecin (André Rous), le président du tribunal civil (Cornac), un ingénieur en chef et 4 négociants tous très âgés. Mais pourquoi donc n'y a-t-il pas d'ouvriers !
Les rapports les plus sérieux, les plus complets seront donnés par la commission de Moissac. En 1845 les inspecteurs de Moissac ont dressé la liste des entreprises où travaillaient des enfants et ils donnent les chiffres pour chaque entreprise.
20 entreprises sont citées : de Moissac, Auvillar, Valence et Lamagistère. 18 de ces entreprises emploient des enfants. Mais seulement 5 emploient des moins de 12 ans.
Ce sont toutes des fabriques de faïence d'Auvillar.
Ces cinq là emploient en tout : 22 hommes, 12 femmes et 10 enfants.
Les enfants représentent donc 22% du personnel.
Si en prend l'ensemble des 9 fabriques d'Auvillar voici les chiffres : 58 hommes, 45 femmes et 27 enfants dont 6 entre 8 et 12 ans.
Sur les 130 employés, 20% d'enfants.
La place des enfants étant marquée, il reste à savoir pourquoi une loi a été votée pour limiter la durée du travail à une époque où le pouvoir ne se faisait pas remarquer par une grande attention pour les problèmes ouvriers.
Voyons cette journée de travail.
A Auvillar les enfants commençant à 5 heures du matin pour finir à 6 heures du soir. Ce sont les indications des inspecteurs. Y a-t-il infraction à la loi ?

Bien sûr que non puisque la journée a été limitée à 12 heures avec droit d'une heure de plus pour les repas (ou le repas, suivant ce qu'ils mangeaient).

A Valence d'Agen les fabriques sont des apprêtages de plumes à écrire.

Quatre fabriques qui emploient 34 hommes, 15 femmes et 18 enfants.

Ils ont tous de 12 à 16 ans et représentent 26 % du personnel.

Enfin Moissac est le royaume des minotiers. Nous trouvons là 50 hommes, 24 femmes, 14 enfants, soit pour ces derniers 16% du total. Les minotiers sont d'ailleurs en déclin car ils ont perdu le Canada comme débouché. Pour ces trois cantons nous avons donc le total suivant : 142 hommes, 84 femmes, 53 enfants.

Sur le total de 279, il y a 19% d'enfants et tout de même 30% de femmes.

Pour Castelsarrasin le rapport, est de 1853 et il ne donne que les chiffres globaux : 65 fabriques (four à chaux et briqueteries) avec 147 ouvriers dont 24 mineurs soit 16%. La durée du travail est de 9 à 12 heures.

Pour Montauban les rapports sont tout aussi vagues. 26 enfants chez Lagravère et 6 chez Debia (industrie textile). Sur les autres questions les inspecteurs notent:

-"les travaux ne sont pas au-dessus de la force des enfants"

-«la bienveillance des patrons"

-"le lieu est assez aéré pour assurer la santé des ouvriers."

-"toutes les précautions hygiéniques sont prises pour assurer la santé des ouvriers".

Résultat : le ministère devra écrire au préfet "que les rapports ne fournissent pas les moyens de juger des résultats des actions."

Pour contrôler, les inspecteurs devaient consulter un livret de l'enfant avec inscrits les horaires. Malheureusement le 16 juillet 1847 on se demande encore qui va payer les fameux livrets. C'est seulement le 16 août que la gratuité sera accordée.

Il n'existe pas de livrets de ce type dans les archives.

Les salaires

Nous poursuivons l'étude de la condition ouvrière en sachant que même si ce n'est pas la condition générale de la population du département son influence est importante : quel avenir peut trouver là un agriculteur qui quitte sa terre !

Les questions de salaire concernent bien sûr ceux qui travaillent. Il ne faut pas oublier ceux qui se trouvent au chômage suite à une fermeture d'usine : par exemple à Montricoux fermeture en 1844 d'une usine de textile où il y avait 50 travailleurs.

Au niveau national, la moyenne des salaires est la suivante : 2 F pour la journée de l'homme, 1 F pour celle de la femme, 75 c pour celle de l'enfant de 12 à 16 ans et à 5 c pour ceux de 8 à 12 ans. Pour le Tarn et Garonne, dans un ouvrage couronné le 10 juin 1847 par la société des sciences de l'agriculture du département, un auteur montalbanais, Théophile Lourde donne les chiffres suivants :

1 F 70 pour l'homme soit 510 F 50 pour l'année (300 jours de travail)

0 F90 pour la femme soit 202 F 50 pour l'année (225 jours de travail)

0F50 pour l'enfant soit 147 F 50 pour l'année (295 jours de travail).

Au total le budget de cette famille ouvrière moyenne est de 860 F.

L'auteur ne cache pas que ce budget est un budget optimiste.

Et ce budget n'a de sens que si on le compare au coût de la vie.

Voici donc les dépenses de cette même famille:

Pain : 296 f 40

Viandes, œufs, sel : 182 f 50

Boissons fermentées :	91 f 25
Habitation	50 f
Impôts directs :	10 f
Feu et Lumière	50 f
Mobilier	30F
Linge femme	30 f
Linge homme	50 f
Linge enfants	60 f
Imprévu	19 f
Total	859 f 15 c

La dépense de pain représente à elle seule 35% du total.

Il s'agit d'une famille type : un homme, une femme, trois enfants et un vieillard. (concernant le revenu apporté par les enfants il est compté plusieurs enfants au travail avec le nombre de journées de travail fait).

L'alimentation représente dans son ensemble 75% du budget. Est-ce que ça a beaucoup varié pour les familles ouvrières d'aujourd'hui ?

Ce budget montre bien la misère ouvrière. Imaginez une augmentation du pain qui est calculé dans ce budget à 32c la livre. Imaginez le chômage pour un des travailleurs de la famille. Imaginez l'enfant obligé d'aller à l'école au lieu d'aller au travail....

Notons que par rapport aux salaires nationaux ceux du département leur sont inférieurs d'environ 20%.

Et enfin il faut bien voir que cette misère n'a de sens que comparée à la richesse d'autrui. Nous allons en dire deux mots en prenant l'exemple d'une entreprise : celle de Bruniquel.

Les forges de Bruniquel

Pour des raisons de famille (du côté des propriétaires) les forges de Bruniquel vont faire parler d'elles en cette période 1848-1851.

C'est le moment où les héritiers de Monsieur de Lapeyrière mort en 1831 décident de vendre. Les quatre enfants avaient gardé l'entreprise en indivision mais maintenant ils veulent s'en défaire. Au même moment l'entreprise sera récompensée pour la qualité du fer produit à l'exposition internationale de Londres en 1851. Et c'est deux jours avant le coup d'Etat que Napoléon remettra les récompenses,

C'est dire l'importance de cette entreprise et c'est dire son tournant (l'histoire qu'elle est en train de vivre avec la vente en cours). Il ne peut s'agir ici d'évoquer l'ensemble de cette histoire de l'entreprise mais de montrer que le Tarn et Garonne a aussi participé à la vie industrielle du pays dans un secteur capital de l'économie (et qui l'est encore).

Le lieu de cette entreprise peut toujours se rencontrer en bordure de la route dite touristique, à la sortie de Bruniquel vers St-Antonin. L'endroit est marqué les forges.

Qui peut imaginer ce qui se cache derrière ce panneau !

Dans notre département, dire les forges c'est penser plus à un forgeron qu'à une entreprise sidérurgique.

Pourtant on trouve encore les restes d'une entreprise qui en 1832 avait déjà 80 ouvriers (si l'on en croit les chiffres officiels), on trouve les restes du canal qui avait été construit dans le roc avant 1800, les restes des cheminées...

En fait en 1848, deux hauts-fourneaux se trouvaient là, avec une machine soufflante pour amener l'air et une raffinerie "pour convertir la fonte en lopins."

C'était là un moyen concret, pour quelques tarn et garonnais, de saisir les changements techniques qui allaient modifier le paysage du pays.

Cette usine est maintenant située.

Revenons au point de départ. Il s'agissait du montrer le rapport entre la misère et la richesse. La vente de l'usine nous le permet. La vente en un seul lot ne put se faire en 1847. Il faut donc attendre 1853 pour faire la somme des ventes.

Les De Lapeyrière vont récupérer 360.000 F si l'on croit les chiffres officiels. Cela représente 656 années d'un ouvrier (ce n'était là qu'une partie des bien de la famille et l'entreprise n'était pas très grosse).

On peut repenser aux 300.000 F de Chabrié.

Avec cette entreprise abordons un autre aspect des questions sociales. Elle jouera un rôle capital quand il s'agira de prévoir le tracé de la voie ferrée Lexos-Montauban.

Les propriétaires de la forge sont en effet les mêmes qui construisent le Grand Central. S'ils optent pour une voie ferrée qui de Villefranche va suivre l'Aveyron pour aller à Montauban, c'est bien en fonction de leurs intérêts économiques. Le passage par Caylus était plus facile.

Avec cet exemple on voit bien que dès cette époque l'avenir se joue du côté de l'industrie. L'usine devient petit à petit foyer de vie, foyer de renouveau, foyer de mouvement social mais au prix d'une surexploitation affreuse.

Si beaucoup d'ouvriers venaient de l'extérieur, la commune et les environs, furent entraînés dans cette affaire par la construction de l'usine, par le transport du bois (avant l'arrivée du charbon) etc.

Cette situation contradictoire (l'apport de vie nouvelle et la surexploitation) ne pouvait pas permettre aux gens de saisir l'intérêt majeur que représentait cette entreprise. Les produits en fer pouvaient aider l'agriculteur, l'industrie et pouvaient apparaître positifs mais la surexploitation discrédite l'usine.

Par exemple en 1820 dans la première forge de Bruniquel les ouvriers habitaient à l'intérieur même de l'usine et ils y restaient donc nuit et jour. On comprend donc Théophile Lourde quand il dit en 1847 comme beaucoup de ses contemporains:

> "Il y a dans l'activité agricole plus de dignité, plus de grandeur, plus d'indépendance. La manufacture est déjà le lieu de révoltes, de grèves, d'abrutissement à cause du manque de variété dans les travaux".

Il constate même sans le leur reprocher que les ouvriers sont imprévoyants :"quand il y a de l'argent ils dépensent tout au café les misérables !". Il faut donc les éduquer pense-t-il. Cette éducation, pense Lourde dans sa naïveté, pourra être parrainée par les familles riches. Il prend par exemple le quartier Villenouvelle de Montauban où il y a 179 familles indigentes. Les 137 familles aisées pourraient passer les voir, les aider, à ne pas gaspiller, à ne pas faire trop d'enfants, à ne pas aller trop souvent au café...

Il reconnaît aussi que les salaires sont trop bas et qu'il manque du travail.

Pour résoudre le chômage il a une idée : "créer un bureau où dans chaque ville l'ouvrier sans travail viendrait s'inscrire et où le patron qui chercherait des ouvriers pourrait venir les rencontrer. Ainsi serait gagné du temps habituellement perdu en recherches vaines." Sommes-nous aujourd'hui sortis de ce monde nouveau de l'époque et de ses problèmes ?

Ce monde nouveau c'est aussi la machine à vapeur

En 1848 nous avons officiellement en Tarn et Garenne 7 machines à vapeur qui fonctionnent. En 1851 il y en aura 11. Nous ne ferons pas de distinction entre appareils à vapeur, machines à feu, chaufferies à vapeur.

L'usine de textile de Montauban Lagravère va, la première, faire usage de la vapeur en 1828. Ensuite le minotier Courtes de Caussade souhaite suppléer l'eau trop basse de la Lère en été par une machine haute-pression qui n'excédera pas 6 atmosphères. Nous sommes déjà en 1834. En 1838 le département arrive à 5 machines alors qu'en France il y en a déjà 2540. Les trois nouvelles sont dans le textile et deux dans les fabriques de sucre à partir de la betterave. Soie, laine coton, sucre sont bien les domaines du pays où on fait usage de la vapeur.

Le mouvement va se poursuivre. En 1844 nouvelle machine pour l'usine De Malartic (textile à Montricoux) mais nous l'avons indiqué c'est la fermeture aussitôt après.

La filature Couderc et Soucret suit en 1845 mais déjà Lagravère a remplacé sa première machine par une nouvelle plus puissante.

C'est le moment où les machines pour le sucre cessent de fonctionner.

Les minotiers de Moissac se lancent à leur tour dans cette utilisation du progrès scientifique. Arnal commence en 1845 mais en 1847 il semble être absorbé par la société Marie qui récupère le matériel. La crise affecte à l'époque les petits minotiers.

En 1847 il ne se trouve dans le département que 7 machines en activité (5 dans le textile et 2 chez les minotiers). La France depuis 1838 a doublé son nombre total : 4843.

Dans les trois années qui suivent (1848-1851) quatre nouvelles machines font leur apparition. Elles étaient sans nul doute clandestines pour éviter les visites de surveillance.

La révolution a semble-t-il mis un peu d'ordre à cela d'autant que les accidents à l'époque étaient nombreux.

Pendant un temps la vie des patrons tricheurs sera moins facile.

En 1851 Laguépie reçoit sa première machine à vapeur à la filature Galibert alors que les moulins Courtes et Vaisse à Nègrepelisse cessent leur activité.

Petit à petit, avec des avancées et des reculs, le progrès scientifique se manifeste concrètement dans les villages du département.

Le nouveau monde avance et le train fera le reste... (avec Lexos-Montauban il y aura au même moment la ligne Bordeaux-Sète).

Tournons à présent nos regards vers la richesse la plus importante du département : son agriculture.

La condition paysanne

Ce tour d'horizon du monde industriel s'est fait sans évoquer le mot crise inscrit en tête du chapitre. Généralement c'est par l'agriculture que les crises de l'époque se manifestent. La crise de 1846-1847 est en fait une crise charnière qui annonce déjà les crises plus profondes du système capitaliste. Mais le Tarn et Garonne essentiellement rural sera surtout frappé par l'aspect agricole de la crise.

Nos campagnes se caractérisent par la petite propriété agricole. Nous sommes seulement deux générations après la révolution et nous sommes donc au lendemain d'une période où la petite propriété profitait d'un traitement de faveur car elle était une barrière au rétablissement de nouvelles féodalités. Cette petite propriété a même tendance à devenir de plus en plus petite du fait des partages dus aux héritages.

Le système suivant se met en place :

— pour vivre sur la petite propriété : polyculture

— cette polyculture vise davantage à nourrir la famille qu'à développer le commerce

— elle n'est pas soutenue quant au développement technique.

—sa petitesse ne lui permet pas d'acquérir les capitaux nécessaires à la modernisation.

— c'est pas à pas l'endettement jusqu'à la fuite de la terre.

Ce système général n'aura pas partout dans le pays les mêmes répercussions. Dans notre département les agriculteurs s'attacheront à la terre avec une détermination sans égal (il faut repenser aux perspectives de celui qui quitte la terre).

De l'époque des faveurs qui a suivi la grande révolution et la période de napoléonienne on en était arrivé à une époque difficile avec ses mutations techniques.

La condition paysanne, les productions agricoles

En premier lieu des céréales : le froment, le méteil, le seigle, l'orge, l'avoine et le maïs sont cultivés partout dans le département. C'est le moyen d'avoir du pain et c'est le moyen de nourrir les animaux.

Pour les animaux il y a les prés naturels de plus en plus concurrencés par les prairies artificielles (luzerne, trèfle, sainfoin).

Pour se chauffer et faire les meubles il y a les produits de la forêt et pour boire chacun à sa vigne même si le terrain ne s'y prête pas trop.

Les volailles s'appellent : oie, dinde, canard et poulet, et parfois les pigeons.

N'oublions pas la pomme de terre (bien malade en 1847), les lentilles, les pois, les fèves et les haricots.

Quelques paysans plus audacieux (ou plus riches) se sont lancés dans les cultures dites "industrielles" : chanvre, lin, muriers pour les cocons.

N'entrons pas dans le détail des différentes productions suivant les cantons. Simplement pour le vin dans l'enquête agricole de 1853 nous relevons que dans la plupart des cantons la production correspond à la consommation.

C'est un exemple qui montre bien que les cultures sont basées sur l'autosuffisance de la famille paysanne avec seulement quelques échanges sur des produits mais dans les limites très restreintes du canton.

Donc voici la production de vin:

Nègrepelisse	: production	1278 hecto	consommation 1278
Moissac	: "	1210	1210
Molières	: "	0348	9348
Monclar	: '	5396	5396.

La production sera notée insuffisante dans les cantons de Lauzerte, Montaigu, Lafrançaise et excédentaire à Villebrumier.

A. St Antonin la production de cette année là est classée comme très bonne.

Les rendements varient de 2 à 5 hecto à l'hectare et les prix du 10 à 30 F l'hecto.

D-e cette polyculture en en déduit parfais un individualisme du paysan. Cet aspect est réel : se suffisant lui-même il reste comme enfermé dans sa propriété. Ses seuls contacts sont avec l'usurier, quelques marchands, commerçants et artisans.

C'est aussi oublier que cette polyculture crée une uniformité des campagnes. Tous produisant presque la même chose, ils seront conduits plus facilement à s'aider mutuellement au moment des grands travaux... C'est le cas des vendanges. Chacun ayant sa vigne, chacun peut aller vendanger chez les autres dans la limite des clans qui ne manquent pas d'exister. Le paysan est enfermé dans sa terre avec des liens de voisinage pour la production agricole.

La crise agricole

A cause du mauvais temps et à cause d'une maladie la production de froment, méteil et seigle va être en 1846 largement déficitaire.

Aussitôt on va assister à une hausse du prix du pain (n'oublions pas son importance dans l'alimentation des populations).

Voici un tableau des prix moyens du pain blanc à Montauban : (prix à la livre)
Novembre 1845 : 27 F, 50
Octobre 1846 : 31,25 F
Janvier 1847 : 32,25 F
Février 1847 : 33, 75 F
19 mars 1847 : 40 F
27 mars 1847 : 45 F
(jusqu'à 60 F dans le nord du pays)
L'augmentation est de 41% de janvier à fin mars 1847.

Bien sûr la spéculation fonctionne à plein. Les riches gardent leurs réserves, les boulangers aussi et poussent ainsi à une augmentation

Mais les ouvriers des ateliers de charité n'en peuvent plus.

Le 20 février 1847 un groupe d'ouvriers du bâtiment s'en va casser les vitres d'un marchand de grains qu'ils jugent être un accapareur. Le 27 février une nouvelle révolte éclate.

A Castelsarrasin où les troubles, sont fréquents un papier est épinglé en face de la mairie avec ces mots:

"Monsieur le maire, le peuple réclame du pain, du travail au la mort. E guerre à la tirani. Nous avens de la famille e nous voulues leur donner du pain sans retard au sinon pandu."

Cette crise, qui aggrave la misère déjà décrite, apparaît bien comme le résultat des mauvaises récoltes. Pourtant en 1853 dans l'enquête agricole déjà mentionnée le froment, le méteil et le seigle sont notés : « perdus à 50% à cause d'une maladie qui prend la plante à la tige juste au dessus de la racine et cette maladie est la même qu'en 1846 ».

La crise agricole en 46-47 est réelle mais elle est renforcée par un manque de travail dans les villes, par le chômage etc.

Les améliorations rurales

Si avec l'usine de Bruniquel et avec l'utilisation de la vapeur on avait pu noter des évolutions dans l'industrie, dans l'agriculture les améliorations sont presque inexistantes.

Au niveau des cultures, quelques nouveautés avec la betterave à sucre ou le colza et aussi quelques arbres fruitiers.

Au niveau technique c'est seulement en 1853 qu'apparaissent dans quelques endroits des charrues en fer.

On irrigue peu et on utilise rarement des engrais. A Caussade on rencontre une utilisation de l'engrais Rolland. Concernant les prairies artificielles, elles sont peu irriguées. Pourtant les possibilités de développement sont réelles.

En 1857 un appareil à vapeur sert au dépiquage.

Ces questions sont bien liées au revenu de l'agriculteur.

Même le maire de Montauban noble et peu soucieux des pauvres note en 1847 : "le petit propriétaire est sans avance et recueille cette année à peine la semence de l'an prochain."

Il faudrait décrire avec des chiffres cette petite propriété paysanne.

Nous avons trouvé pour l'arrondissement de Castelsarrasin : 50% de propriétés de moins de 5 hectares en 1868. Elles ne représentent que 10% de la surface cultivée. Les propriétés supérieures à 20 hectares représentent près de 50% de cette surface cultivée. Il faudrait citer les chiffres pour les autres arrondissements pour montrer les différentes répartitions du rapport petite propriété/grande propriété.

On peut citer la différence quant aux superficies des communes:

Pour Montauban : moyenne 2538 hectares, pour l'actuel arrondissement de Castelsarrasin : 1618. La moyenne nationale se situe autour des 1600 hectares donc en moyenne les communes de l'arrondissement de Montauban sont grandes. Reste à savoir si les grandes communes signifient une tendance vers la grande propriété.

Enfin pour marquer l'importance de la population paysanne ce chiffre : toujours dans l'arrondissement de Castelsarrasin sur 68.682 habitants il y a 26.943 propriétaires chefs de famille.

J'ajoute une donnée plus tardive (pour la période 1869-1877) qui montre que les côtes foncières supérieures à 100 hectares représentent 5% de la surface départementale contre 25% pour l'ensemble de la France.(il faut noter que sous le Second Empire de nombreux petits paysans sont devenus propriétaires). Autre exemple : pour couvrir la moitié de la surface du pays il faut prendre en 1873 toutes les cotes inférieures à 20 hectares alors qu'en Tarn et Garonne il suffit de prendre les cotes inférieures à 10 hectares.

La petite propriété est donc largement dominante dans le département et il s'agit d'une aspiration du petit paysan à vouloir devenir propriétaire.

Eléments de démographie

Les données démographiques vont d'abord nous servir à faire apparaître la crise de 1846-1847.

La diminution de personnes est en 1847 dans le département de 1580 personnes. Pour les trois années précédentes elle était de 616, 870 et 499. Le chiffre de 1847 est un record sans précédent.

Et cette baisse s'explique surtout par une augmentation des décès. Ce nombre était de 5322 en 1845 puis il passe à 6145 en 1846 et à 6212 en 1847.Les maladies notées sont les suivantes: typhoïde, dysenterie et grippe souvent transformée en fluxion de poitrine (indications de l'époque).

La misère est synonyme de maladie.

Du coté des naissances la situation est pire. Le docteur Raynaud (c'est de son étude que nous tirons tous ces chiffres) avait noté qu'il existait un réel contrôle des naissances. Les petits propriétaires pouvaient avoir un ou deux enfants mais pas plus car il était difficile de les faire vivre et le partage des terres devenait impossible.

Les naissances étaient par conséquent déjà très faibles, dans le département (nous y reviendrons) mais en 1847 elles vont baisser de façon spectaculaire : de 5529 elles tombent à 4632 puis remontent à 5019 en 1848 et à 5287 en 1849 quand tout rentre dans l'ordre.

Voilà donc un effet de la crise au niveau du département.

Si on regarde au niveau des arrondissements on trouve de grandes différences.

La perte par rapport au niveau des naissances est de 24% dans l'arrondissement de Montauban et de 60% dans l'arrondissement de Castelsarrasin.

Nous reviendrons sur l'explication de telles différences.

Démographie : vision d'ensemble du département

Le Tarn et Garonne a atteint son maximum de population en 1848 avec 240.000 habitants. C'est un département de bonne densité moyenne par rapport à l'ensemble du pays .Mais la tendance, est à la baisse et cette baisse va durer un siècle. Sur cette question, on est donc à une charnière. Pourquoi ?

Le taux de natalité est partout plus bas que la moyenne nationale ;

Auvillar : 28% pour mille / période 1805-1814. 33% au niveau national

puis 25% période 1827-1831 (31 pour la France)

puis 21% période 1847-1851 (27 pour la France).

C'est pour éviter de charger le texte en chiffres que nous nous limitons à cet exemple mais Auvillar est une moyenne départementale. Ce taux faible ne peut se rattacher à un faible nombre de mariages. Ce sont les familles qui tiennent à être petites et font le nécessaire.

Aujourd'hui ce taux de natalité est en Tarn et Garonne de 11,1 et il reste inférieur au taux national : 13,8.

En 1975 il y avait 183 000 habitants (60 000 de moins qu'en 1848).

Un pays en crise c'est bien un pays qui perd ses enfants, qui perd sa jeunesse. Rien d'étonnant : sans avenir pas d'enfant.

Le contrôle des naissances qui apparaît réel se fait bien sûr malgré une opposition résolue du clergé.

Ce Tarn et Garonne qui commence à se dépeupler n'est pas a l'image du pays puisqu'il y a hausse de population en France entre 1840 et 1850 : de 33 a 35 millions.

Anecdotes :

1850 : 40 ouvriers employés dans une poterie à Montgaillard.

1848 : Dans un banquet, un industriel de St Antonin présente un fromage fabriqué dans une cave attenant à la montagne qui domine la ville. Les convives conviennent qu'il présente les qualités du meilleur Roquefort.

1848 : Mansonville et Lavit exploitent des pierres à plâtre.

1848 : C'est la ruée vers l'or en Californie. Un journal du département fait de la publicité pour une société qui promet fortune (5F doivent rapporter 500F).

1851 : 30 juin, 7 heures du matin : Concours de charrues et autres instruments aratoires à Monclar

1847 : Janvier, les paysans demandent 27 F pour leur blé et les accaparateurs proposent 32 à 35 F pour organiser ensuite la pénurie. Ignoble !

"Et la justice est si bien faite que les accapareurs qui seront tout de même arrêtés, seront relâchés plus vite que les pauvres qui avaient jeté des pavés en signe de protestation."

Je me disais aussi

"Détours et Chabrié, je les aime donc non pas pour ce qu'ils étaient mais pour ce qu'ils pouvaient être." Ils étaient petit-bourgeois démocrates. Soit.

L'époque et le département pouvaient faire de ces petits- bourgeois autre chose.

Il faut apprécier le fait qu'ils participèrent au combat démocratique.

Les ouvriers, loin de se sentir porteur de l'avenir, vivaient leur condition comme une déchéance personnelle.

Dans ces conditions les démocrates du Tarn et Garonne allèrent aussi loin qu'ils le pouvaient dans leur lutte pour une république démocratique et sociale.

L'autre conception du combat démocratique et sociale (celle de Marx) ne pouvait pas tomber d'un coup, d'un bloc sur notre pays, sur notre région. N'est ce pas !

A chaque moment j'essaie par quelques chiffres, par quelques remarques de montrer comment le Tarn et Garonne est en France et comment la France est en Tarn et Garonne.

Ces deux points s'expriment souvent de la façon suivante:

-le Tarn et Garonne est en France:-il représente un particularisme, une couleur locale que l'on regarde avec un esprit quelque peu méprisant sur un ton plutôt péjoratif.

-le Tarn et Garonne est à l'inverse (c'est ainsi renforcer le premier point) pris en lui-même.

Je m'oppose à ces démarches réductrices et j'insiste donc : la France est en Tarn et Garonne. Saisir la personnalité d'un département c'est contribuer à saisir la France dans sa réalité (au-delà d'un département on peut prendre une région). Encore faut-il avoir la volonté d'inscrire le département dans l'ensemble national.

Ces réflexions ont un côté pratique.

Pour transformer le Tarn et Garonne il faut transformer la France. C'est fondamentalement vrai. Qui s'arrête là ne fait pourtant que la moitié du chemin même s'il a fait la moitié essentielle (souvent d'ailleurs ceux qui ont vu l'essentiel jugent bon de s'en contenter). Il faut aussi changer le Tarn et Garonne pour changer la France.

En réalité, il faut transformer le Tarn et Garonne pour transformer la France.

Ce Tarn et Garonne à ce stade de notre recherche se présente sous trois aspects:

-l'aspect arrondissement de Montauban : plus forte pratique religieuse, plus forte et plus importante propriété foncière et plus ancrée à "droite".

-l'aspect arrondissement de Castelsarrasin, familles plus petites, orientation nettement à "gauche", petite propriété agricole plus importante.

-l'arrondissement de Moissac qui se situe entre les deux.

Blanqui Adolphe (1798-1854)
Histoire de l'économie politique en Europe
Histoire des classes laborieuses en France en 1848.

Chapitre 4

Des hommes dans ce débat d'idées et dans la vie culturelle

Une révolution, ce n'est pas le cri de celui qui a faim.

Concevoir une république dans le cadre d'une monarchie même constitutionnelle dans un pays maintenu dans l'ignorance et à l'écart de toute via politique, ce n'est pas simple. Réussir est une autre affaire.

Il faut donc pour terminer la visite du paysage du département s'arrêter parmi les débats de l'époque, parmi les fêtes et parmi la vie culturelle du département.

Le débat monarchie/république

1-L' exemple de la première république

Ceux qui avaient 20 ans en 1789 approchaient les 80 ans.

Autant dire qu'ils étaient morts pour la plupart.

Cette révolution était à la fois lointaine et proche.

La réflexion va de toute façon s'articuler sur ce passé là. (repenser à la citation de Marx). Dire que les masses font l'histoire dans des conditions données peut paraître aujourd'hui évident. Pourtant combien de fois voit-on toujours des révolutionnaires rêver la société ! Et on les comprend !

Si le révolutionnaire est révolutionnaire c'est pour changer la société et si la société n'est pas encore changé c'est que la réalité résiste et alors la tentation est grande de quitter cette réalité des yeux.

Ceci étant même si les rêves des utopistes ne peuvent servir de base à la réflexion politique ils peuvent la stimuler.

Donc pour en terminer sur ce point (nous y reviendrons en conclusion) l'époque est marquée par l'utopisme.

A côté et en même temps la réflexion sur la première révolution:

-Louis Blanc publie un ouvrage où il se montre favorable à Robespierre : Histoire de la Révolution Française Février 1847

-Michelet (8 jours après) publie une autre histoire

-Lamartine ajoute son Histoire des Girondins. Et il est à l'Académie Française !

En 1842 Mary Lafon dans un ouvrage : Histoire Générale du Midi de la France, avait lui aussi, pris position sur cette question de la révolution française. C'est vrai son histoire s'arrête en décembre 1793 mais c'est suffisant pour que l'auteur montre ses idées nettement républicaines.

Mary-Lafon

Il présente ainsi le combat entre Girondins et Montagnards:

> "Un avocat sans cause, Robespierre, un médecin sans malade, Marat, un procureur et un maître d'école, voilà les chefs de la Montagne, voilà les rivaux des Vergniaud, des Roland, des Louvets, des Condorcet, des Sieyès, les esprits les plus forts, les talents les plus épurés de la nouvelle génération."

Mary-Lafon comme Lamartine (5 ans avant tout de même) prend donc fait et cause pour les Girondins. Ils représentent pour lui le Midi contre les Montagnards qui représentent le Nord. Ils sont la farce brutale et les Girondins la prudence même.

Il conteste l'idée que les Girondins aient voulu porter atteinte à l'unité nationale. Ils n'étaient pas à son avis des fédéralistes. Mais devant la montée des périls qui menaçaient la république Mary-Lafon s'interroge tout de même en ces termes:

"Ne fallait-il pas sauver la patrie menacée par l'étranger?... "

Mais en même temps il insiste pour dire que les Girondins n'ont jamais comploté avec l'ennemi de la République.

Il s'inscrit dans les grands débats de l'époque et il privilégie énormément sa situation de méridional. Son livre écrit sous le règne de Louis-Philippe (moment où il fallait oublier la révolution) suivait un autre livre de Mary-Lafon : "Un Tableau historique et littéraire de la langue parlée dons le Midi de la France,"

Mais avant une anecdote

A lendemain de la révolution de 1848 *le Courrier du Tarn et Garonne* accusera Mary-Lafon d'avoir été du côté de Guizot.

Il ripostera et montrera ce qu'est pour lui le combat républicain.

Cette attaque n'était pas innocente : elle visait à le dénigrer avant les élections de 1848 et sa candidature échoua. Il n'aura vraiment des voix que dans le canton de Lafrançaise.

Mary-Lafon et la question occitane

Donc revenons au livre que nous venons de mentionner. Mary-Lafon y évoque "des dialectes vulgaires" qu'il a étudiés très tôt" en secret et concurremment avec les langues néo-latines".

Son travail consistait à inscrire tous les mots qui lui paraissait étranges pour ainsi mieux connaître "les rameaux divers de notre vieille langue d'oc".

C'est ainsi qu'il put constituer son tableau en poursuivant ses travaux-commencés sur le terrain chez un ami de Condorcet.

"Notre vieille langue d'oc" est donc une langue importante mais pour celui qui cherche à y retrouver des langues plus anciennes.

Par conséquent, quand en 1852 il va engager le débat avec Mistral ils ne vont pas être d'accord.

La force ayant fait taire les combats politiques la lutte pour la défense de langue d'oc prend un essor particulier avec le Félibrige. Et Mistral-va envoyer son premier livre important à Mary-Lafon avec cette inscription :"A Mary-Lafon qui aime bien le midi."

Qu'il aime le Midi c'est certain (il dit même "qu'il a tout sacrifié au midi") mais qu'il aime le livre de Mistral c'est moins évident. Pourquoi ?

Mistral veut faire de son combat, un combat populaire. Il saisit la langue du peuple et la défend comme elle est en acceptant qu'elle puisse s'ouvrir ou monde moderne.

C'est là pour Mary-Lafon "une corruption" de la langue qui à l'inverse doit garder uniquement ses racines pour montrer sa valeur universelle.

Deux époques s'affrontent : celle tournée vers le passé, celle tournée vers le progrès qu'appelle le Second Empire naissant. Mais le passé ne sera pas que passé et le progrès que progrès ! Avec cet exemple on saisit la complexité, qui demeurera, de la question occitane.

Mary-Lafon n'appréciera pas davantage la célèbre poète troubadour d'avant 1848, Jasmin coiffeur d'Agen qui va parcourir la France avec ses poésies.

Il préfère des poètes ouvriers ou paysans, moins ambitieux et plus près de la vieille langue et il en citera de nombreux dont un cordonnier d'Oléron qui fit une poésie pour condamner le coup d'Etat de 1851.

2-Le débat monarchie/république

L'exemple américain et pourquoi les oiseaux sont partis

Le Tarn et Garonne est bien loin des Etats Unis (même si comme nous l'avons noté on faisait appel à lui pour aller chercher l'or de Californie). Les questions internationales mille fois moins qu'aujourd'hui n'intervenaient pas directement dans la vie des gens. Pourtant le débat sur la démocratie fut relancé par l'exemple américain, publié par Alexis de Tocqueville sous la forme d'un ouvrage important : De la démocratie en Amérique.

Nous allons dire un mot de cet ouvrage car il faut bien sortir de la France pour mieux y pénétrer.

C'est en Avril 1831 à l'âge de 25 ans que Tocqueville entreprend son voyage. Il trouve à son arrivée un pays de 13 millions de personnes (moins qu'en France mais ils n'étaient que 5 millions en 1800). Il vient d'une famille d'Ultras et on peut se demander ce qu'il vient chercher dans cette république.

Nous allons vite le savoir en consultant son point de vue sur la question indienne.

Pour Tocqueville c'est clair : les "nègres "'et les indiens sont américains mais pas démocrates. Il écartera donc ces hommes et ces femmes de son étude.

A la fin il y reviendra tout de même. Et il s'explique.

Le nègre et l'indien sont au-dessous de l'européen qui est l'homme par excellence.

Pensez ! le nègre des états unis a perdu jusqu'au souvenir de son pays, de sa langue, de sa religion et de ses mœurs. Son intelligence s'est donc abaissée au niveau de son âme. Ils n'ont "que les pensées et les ambitions d'esclaves". L'indépendance leur paraît souvent plus pesante que l'esclavage même. Et dans le pays de la liberté où il faut combattre pour gagner il préfère en rester à l'habitude de se soumettre.

Démonstration s'il en fallait une que la condition de l'homme est sa formation même.

Démonstration s'il en fallait une que la lutte est toujours difficile mais fini par l'emporter.

Mais l'indien alors ?

Il est au contraire aux limites extrêmes de la liberté. Il ignore jusqu'au nom de la loi et il n'a jamais plié. Son inflexibilité n'a point d'exemple dans l'histoire.

Il n'a jamais pu devenir européen depuis 200 ans qu'il les côtoie. Il vit donc et meurt au milieu de ses rêves et de son orgueil.

C'est ce comportement qui leur vaut une destruction si rapide. Comment s'effectue cette destruction ?

On leur offre d'abord des armes, de l'alcool etc. puis pour payer ils se lancent dans la chasse à outrance et se perdent puisqu'ils détruisent leurs moyens de vivre.

Et Tocqueville reconnaît qu'on ne saurait se figurer les maux affreux qui accompagnent les émigrations forcées.

Et il croit que le jour où les européens se seront établis sur les bords du pacifique les races indiennes auront disparu.

Pour lui se civiliser c'est se fixer.

Ce mode de destruction des indiens est différent du mode espagnol qui lui préfère envoyer les chiens.

Comme pour les noirs, la description des situations est sérieuse. La démocratie américaine n'avait pas besoin pour fonctionner des noirs et des indiens (même si elle avait

besoin du travail des noirs) et son principe même les repousse dans l'animalité ou dans la mort.

Belle démocratie.

C'est ainsi que les oiseaux partirent.

Tocqueville put assister à la fin des guerres de Black Hawk. C'était encore l'époque où il y avait des indiens du coté américain pendant que d'autres étaient du côté anglais.

En 1849 c'est la fin des guerres contre les séminales et la Floride, après avoir été achetée aux Espagnols (5 millions de dollars), sera nettoyée de cette sale race indienne.

On était encore loin des guerres contre les apaches et les sioux.

Il ne s'agit pas ici de prendre la défense des bons indiens face aux méchants blancs, comme c'est la mode aujourd'hui.

Triste mode qui continue d'infantiliser des peuples qui méritent d'être mieux connus dans leur diversité, leur richesse et leur savoir.

Il s'agit davantage de saisir au-delà du Tarn et Garonne et de la France comment se comporte le capitalisme triomphant face à des êtres humains à part entière.

Et il est possible de saisir comment se comprend pour certains le mot démocratie.

Les indiens ont beaucoup apporté à la civilisation européenne (par exemple en agriculture) mais on constate comment la conception, qui fait de l'Europe le centre du monde, peut cacher les mérités de toute une civilisation,

C'était et c'est toujours le discours du colonialisme.

Et vraisemblablement même les plus démocrates du Tarn et Garonne devait partager cet esprit colonialiste.

Sur quelques autres intellectuels locaux

Si Mary-Lafon monte à Paris, Jean-Ursule Devals est resté un érudit local. Par ses idées, il devait se sentir plus à l'aise parmi les notables montalbanais que ne l'aurait été Mary-Lafon. Il état le penseur des légitimistes. Il était né en 1814 à Montauban. Ses parents exploitaient un commerce de banc très florissant.

Il publiera à partir de 1840 un grand nombre d'articles historiques et il tiendra en langue occitane un journal.

Il est un catholique fervent et on le retrouvera au conseil municipal de la ville.

Légitimiste oui, mais esprit indépendant Et il le montrera en étant dès le départ favorable à Bonaparte ce qui ne l'empêchera pas de condamner la commission qui à la suite du coup d'Etat du 2 décembre envoie en exil Bertal sans lui laisser le temps de voir son père mourant.

Devals le 2 septembre 1874.

L'autre personnalité que nous allons évoquer est plus républicain mais fait aussi partie d'une vieille famille montalbanaise.

Il s'agit de Gustave Garrisson qui sera comme Mary-Lafon candidat en 18488 et son résultat à la mesure de sa modération sera bien meilleur que celui de Mary-Lafon.

En 1849 il ne sera pas candidat car entre les rouges et les blancs le choix devait être trop difficile pour un modéré de son genre.

Il lutte d'ailleurs contre les partis politiques et il met en garde les paysans dans une longue lettre publiée en plusieurs épisodes dans *le Courrier* contre les partis politiques qui vent essayer de les attirer à eux.

Quant au socialisme "il menace la propriété, la famille et la liberté individuelle".

De telles idées sont le gage de son succès politique futur !

D'autres intellectuels du département mériteraient d'être présentés.

Pensez à Ingres !

Mais nous terminerons avec un professeur de théologie à la faculté protestante de Montauban : Nicolas.

Il était lui aussi candidat en 1848 et on a vu qu'il était classé parmi les démocrates par le journal *Le Vigilant*. Il n'eut des voix que dans le canton de Nègrepelisse.

Les écoles

Encore peu répandues, elles sont tout de même existantes.

Le salaire de l'instituteur est fixé en janvier 1849 à 500 F pour les hommes et à 320 F peur les femmes. Ce n'est pas la fortune !

A Montauban ils vont avoir 100 F s'ils sont instituteurs catholiques et 50 F s'ils sont instituteurs protestants. Quelle égalité ! Le nombre d'emplois féminins étant important dans l'industrie montalbanaise on va créer des crèches en 1847.

Début à Villenouvelle (quartier populaire) : 1508 journées d'enfants vont être réalisées les premiers 5 mois.

Un an après en janvier 1849 voici la situation:

-Villenouvelle reçoit 63 enfants

-Villebourbon (début octobre 1847) reçoit 29 enfants

-centre ville (début septembre 1848) reçoit 17 enfants.

Total : 109 enfants avec un prix de journée de 5 centimes mais 10% ne paient pas.

14 enfants de 6 jours à un mois ; 21 de 1 à 6 mois ; 27 de 6 mois à un an et 47 de un an à deux ans. Après deux ans trois salles d'asiles (anciennes maternelles) existent pour accueillir les mêmes enfants et d'autres puisqu'ils s'y retrouvent 410 filles et garçons.

Et enfin il y a, toujours à Montauban, 8 écoles primaires gratuites.

Une pétition sera portée en 1848 (glorieuse époque des pétitions) pour demander à la municipalité une nouvelle école.

Mais cette description ne pose pas le problème central de l'époque : la discussion sur sujet de la loi Falloux.

Cette loi bien connue encore aujourd'hui, est votée le 15 Mars 1850 et est favorable à l'enseignement confessionnel.

Un député du Tarn et Garonne se distinguera au cours des débats. Il ne s'agit pas de Détours mais de l'abbé de Cazalès.

Un abbé intervenant sur la question de l'école confessionnelle ! Que pense-t-il ?

Il propose un amendement.

Il propose d'exclure de la proposition de loi le troisième paragraphe de l'article premier : "quatre évêques ou archevêques élus par leurs collègues."

Cette phrase concerne la composition du conseil supérieur de l'instruction publique.

En supprimant les archevêques il souhaitait aussi supprimer "les ministres des cultes non-catholiques" mais les convenances faisaient qu'il ne pouvait insister sur ce point.

Sa proposition était claire : il voulait remplacer ces personnalités religieuses par des membres de l'Assemblée législative et par l'augmentation du nombre de membres des autres catégories. Cet amendement est celui qui va le plus loin : les autres amendements voulaient par exemple réduire à 3 la présence du clergé catholique, ou alors voulaient que les évêques soient nommés plutôt qu'élus par l'épiscopat.

Comment ce député de Tarn et Garonne -religieux qui plus est- s'est-il défendu ? quels étaient ses arguments?

Pourquoi un abbé est contre la loi Falloux ?

Précisons de suite que parmi les députés du Tarn et Garonne les trois républicains voteront contre cette loi Falloux,

Le seul à voter pour est Janvier.

Le seul à se retrouver après le 2 Décembre 1851 dans un conseil crée par Bonaparte est Janvier !

Cazalès reconnaît qu'il est fâcheux de faire apparaître cette désunion dans "le parti modéré" mais il ne peut approuver un projet de loi qui fait une place trop petite à la liberté,

Voyons ses propos :

> "Des deux grands partis qui divisent le pays, celui dont la majorité de cette Assemblée est l'organe me paraît le meilleur : je crois ses idées plus justes, plus saines, plus applicables que celles du parti opposé et c'est pourquoi je vote habituellement avec lui. Mais tout honorable qu'il puisse être, quelque droit qu'il puisse avoir par ses tendances générales au beau nom de parti de l'ordre, ce n'en est pas moins un parti et l'Eglise ne peut pas, ne doit pas être d'un parti."

Que le lecteur se méfie des déductions rapides beaucoup trop habituelles dans notre pays et qui visent à classer uniquement en bien et mal. La nuance est souvent jugée méprisable car c'est la marque d'une idée qui ne va pas jusqu'au bout...

Et sur le cas qui nous intéresse j'en entends qui disent:

"Ce De Cazalès est un malin : il veut laisser l'Eglise sur la touche pour lui éviter des ennuis..."

Alors passons à la suite de ses propos:

> "Messieurs l'Eglise ne peut pas être neutre, ni indifférente dans les luttes comme celles dont nous sommes les témoins, et d'ailleurs ce serait bien en vain qu'on se flatterait, à la faveur d'une lâche inaction, de lui faire trouver grâce devant les vainqueurs quels qu'ils fussent. Mais, accoutumée qu'elle est depuis 18 siècles à prendre part à ses grands combats, elle sait que pour y intervenir avec succès elle ne doit employer que ses armes à elle; si elle semble parler au nom de l'Etat, en vertu d'une mission reçue de l'Etat, elle perd son caractère et voit s'affaiblir son action."
>
> Par conséquent Cazalès n'est pas pour une mise en marge de l'Eglise mais pour que son intervention se fasse en dehors de l'Etat et pour qu'ainsi elle soit plus efficace. Ce souhait lui vient de l'idée qu'il répète souvent d'un risque de réveil "des vieilles haines», d'un "vieux levain de défiance et d'antipathie à l'égard de l'Eglise".

Voici pour terminer cette dernière citation qui explicite ses objectifs :

> "Dans un temps comme le nôtre surtout, toute mission donnée à l'Eglise par les pouvoirs publics rend son langage suspect, et court le risque de frapper ses efforts, d'impuissance. Voulez-vous qu'elle rende au pays les services que vous attendez d'elle et que son dévouement ne lui refusera jamais ? donnez lui la seule chose dont elle ait besoin, la liberté. Qu'il n'y ait pour elle ni chaînes ni faveurs ; qu'elle dise la vérité à tous, pauvres et riches, savants et ignorants avec cette autorité que l'indépendance seule peut donner ; et sa parole en consolant les souffrances, en apaisant les chaînes, en adoucissant les sentiments, pourra, si Dieu lui vient en aide, préparer cette grande réconciliation de tous les Français, si nécessaire au bonheur de notre patrie, et sans laquelle nous sommes condamnés à marcher sans relâche dans la douloureuse carrière des révolutions. »

C'est là toute une doctrine sur le rôle de l'Eglise, sa place, et sur le sens des révolutions et les moyens de l'Education.

Aussi tous les arguments de notre député recevront aussitôt une réponse de De Vatimesnil. C'est au nom de l'influence de l'Eglise dans la société qu'il faut qu'elle surveille l'éducation du pays. Sur 28 membres [du Conseil] De Cazalès en conteste 7 [les religieux] mais pourquoi laisser seulement les autres exercer ce contrôle ?

Sur l'exemple de la philosophie et de l'histoire où De Cazalès pense qu'il ne pourra y avoir d'entente entre protestants, catholiques et juifs on lui répond :

> "Je répète que par hypothèse, s'il y avait dans un établissement d'instruction quelconque un enseignement de la philosophie ou de l'histoire qui fut destructif de l'enseignement religieux donné par les ministres des autels, je dis que cet enseignement devrait être à l'instant réformé."

Et quant à l'idée de compromettre l'Eglise c'est en fait indispensable et à la limite c'est son rôle.

Résultats du vote : Pour le maintien de l'Eglise dans le conseil : 396 plus que la majorité nécessaire.

C'est une majorité moins importante qui approuve le projet de loi : 319.

Et comme le prévoit Cazalès peut-être avons nous là une des origines des diverses guerres scolaires qui marquèrent notre pays. (j'écris parfois Cazalès et parfois De Cazalès : c'est qu'a l'époque on trouve souvent les deux).

Et pour l'époque notons aussi que l'Eglise participe très souvent aux plantations de l'arbre de la liberté ce qui montre qu'elle est largement acceptée.

Nous espérons avoir soulevé sur cette question les points essentiels car d'autres aspects auraient pu apparaître.

Les fêtes

Ici, une simple indication sur des fêtes en rapport avec la politique.

Ces fêtes républicaines eurent lieu à Moissac ou Castelsarrasin.

En voici une à Castelsarrasin;

C'est le deuxième anniversaire de la révolution de février donc le 24 février 1850.

Tout commence par une messe avec le soir un bal populaire. Instruments de musique : "le hautbois au son agreste", "le fifre aux sons aigus" et la grosse caisse.

Ces musiques entraînent des danses et en particulier des quadrilles.

Horaires : 18h h le soir et déjà la salle de l'hôtel de ville était pleine et c'est à quatre heures du matin que chacun regagne sa maison.

Pendant la fête une quête a lieu pour les pauvres.

C'est le citoyen Manau (candidat en 1848) qui recueille 55F 45 c.

Ils étaient nombreux de Moissac et de Montauban à cette fête qui s'est tenue entre démocrates "prétendus pur-sang".

L'autre fête n'a rien de républicain. Elle s'est tenue à Montauban en octobre 1852 pour là venue de Napoléon.

Le soir il y eut un mât de cocagne sur la place de la préfecture avec une montre en argent, des souliers, des chapeaux.

Parmi les autres fêtes on trouvait à l'époque les carnavals et cavalcades.

Le carnaval de Montauban de 1847 manque d'entrain vu "qu'habituellement il n'y a que le peuple qui se masque et que le peuple qui n'a ni pain ni travail n'a pas le goût de se masquer" écrit Devals.

Les chansons

La chanson que vous pouvez lire deux pages plus loin se trouvait dans un dossier des archives départementales concernant le coup d'état du 2 décembre.

C'est une perquisition chez le sieur Ducom (en ne disait plus citoyen) à Beaumont de Lomagne qui permit cette trouvaille.

Cet homme est un ancien curé qui a 29 ans en 1851."Il avait jeté le froc pour devenir un adepte fervent des doctrines démagogiques «.

Il devait être un ami du limonadier de Beaumont Régis Cadet qui accueillit dans son établissement le 24 juillet 1851, 5 jeunes qui chantèrent le chant du départ, la république rouge, Charlotte la Républicaine et la Guillotine.

Les chanteurs purent s'échapper avant l'arrivée de la police mais le limonadier accepta de les nommer. Ils furent donc retrouvés s (ce qui nous permet de les connaître) mais il n'y eut aucune condamnation.

Voici les cinq chanteurs :

— un ouvrier plâtrier de 23 ans de Beaumont

— un jeune sellier des environs

— un sabotier r

— et deux autres jeunes de moins de 18 ans.

Parmi leurs amis devait se trouver le menuisier fils d'un septembriste : Taupiac, dit Domanze.

Une interrogation : les aristos est une chanson en français; les chansons révolutionnaires n'étaient-elles jamais en occitan ?

Je ne trouverai mention d'une chanson révolutionnaire en occitan qu'une fois : à une manifestation de Montauban. Par contre un journal de Castelsarrasin publie des chansons en occitan qui sont de Ginestet mais qui restent loin de la politique.

Un point sur la presse

Ce point est tout aussi rapide que les précédents.

Chacun connaît maintenant *le Courrier du Tarn et Garonne*.

Chauvot l'étudiant qui avait dénoncé Sauriac en 1848 va revenir à Montauban. Il est assez riche pour acheter 12 actions à 250 F, le 19 avril 1849. Il mène campagne dans ce journal pour les législatives qui vont se dérouler en Mai.

Il est du côté des amis de l'ordre, comme il se doit et il présente ainsi les élections :

"La lutte entre ceux qui possèdent et ceux qui veulent les dépouilles".

Il finit par être propriétaire du journal à part entière en juin 1849.

Le Courrier évoluera donc rapidement. Orléaniste puis il faut choisir au moment des présidentielles et c'est Cavignac qui a les faveurs du journal mais très vite le journal se range du côté du nouveau président dont il acceptera le coup d'Etat en 1851,

Ces bons et loyaux services ne l'empêcheront pas de voir un de ses exemplaires brûlé en 1852 car il rendra compte des élections au tribunal de commerce où le démagogue bien connu Lacaze a été réélu,

C'est le journal politique le plus important du département.

On a vu *le Vigilant* et sa courte vie : 3 mois environ.

Un procès est évité de justesse en juillet 1848. Il était en rapport avec la Démocratie Pacifique de Victor Considérant (fouriériste) et le journal de Lamennais qui disparaîtra ou même moment. On veut faire taire les pauvres.

Par la suite surtout en Octobre 1851 on trouve trace d'une volonté de faire un nouveau journal républicain (voir l'époque 1851) mais le coup d'Etat réglera la question.

Il y avait aussi des journaux d'annonces légales : Le Messager à Castelsarrasin, L'Affiche etc...

Des journaux régionaux surtout républicains interviendront aussi : L'Emancipation, La Civilisation, Le Réformateur.

Anecdote :

Septembre 1848 : Violet le Duc vient de visiter les travaux de restauration de l'Hôtel de ville de St Antonin. Il se trouvait avec Lebrun. Il est toujours fortement question de reprendre le projet de translation du clocher de l'Eglise de Beaulieu à St Antonin.

1849 : première exposition à Toulouse de Daguerréotypes.

Je me disais aussi...

Cette rubrique qui clôt chaque chapitre a l'air de dire : il y a d'abord une présentation des faits puis- vient - avec cette rubrique- le commentaire.

Je conteste cette séparation.

II n'y a pas d'un côté les faits irréfutables et de l'autre les commentaires discutables.

Bien sûr le fait existe en lui-même mais pour les hommes il n'existe que dans un cadre et ne peut donc se présenter de façon vierge.

Faisons "reparler" les indiens.

Je l'avoue j'ai été étonné par Tocqueville. Il reconnaît sans peine les souffrances des indiens, leur extermination.

Ce fait n'a pas été toujours connu et accepté mais si Tocqueville le connaît c'est qu'il l'accepte très bien à partir de son idéologie.

Par la suite les défenseurs de la grande Amérique firent tout pour faire apparaître l'indien comme étant simplement fauteur de guerre. C'est parce que je veux le droit à la différence ou mieux l'égalité dans la différence que j'évoque la tuerie des indiens. C'est plus précisément parce que je veux défendre un certain sens (ou un sens certain) de la démocratie que j'évoque le fait.

Les faits existent pleinement mais pour nous ils existent dans le rapport constant à nos modes de pensée.

Le même fait peut provoquer deux réactions différentes.

D'où la fécondité inépuisable du pluralisme.

Et double fécondité:

-d'abord cerner au plus près le fait dans toutes ses dimensions (nos cadres idéologiques n'empêchent pas une connaissance réelle) -ensuite et en même temps, s'approfondissent les analyses.

Pour notre exemple : étudions le massacre des indiens et cherchons les raisons. (et il est entendu que déjà si on étudie cette question on a une idée quant aux raisons- idée qui peut se révéler fausse et qu'il faut avoir le courage d'abandonner).

Cette rubrique n'est pas un commentaire mais une interrogation. Pour ce chapitre j'aurais voulu savoir la place et le mode de diffusion des livres (Sesquières a dit avoir étudié les doctrines communistes : comment a-t-il pu le faire ?). De même qu'elle était la place de la faculté de théologie protestante et des autres établissements (Sauriac à fait scandale quand il était principal de collège vers 1831)...

Les aristos

J'ai trop souffert pour garder l'espérance
Mieux vaut mourir dans le fond des cachots
Que de glaner chaque jour sa pitance
Comme le veut l'ignoble providence
Des aristos

Un lampion projette sa pénombre
Dans mon logis et mal sain et mal clos.
Là, mon enfant, se fane comme une ombre.
Je dois son mal et ses douleurs sans nombre
Aux aristos

De tout bonheur, moi, je suis le tantale
Aussi, toujours je dresse des complots
Pour inviter la famille sociale
A extirper cette race infernale
Des aristos

Je n'entre point moi pauvre prolétaire
Chez ces gens là sans quitter mes sabots
Sans que mon cœur n'y reçoive un ulcère
Pourtant je suis et l'égal et le frère
Des aristos

Au capital je déclare la guerre
Il faut tomber à grands coups de marteau
Sur l'intérêt, sur l'obus délétère
De ce système appelé : laissez faire
Par les aristos

Sans nous donner un pays de cocagne
On pourrait bien amoindrir les impôts
Guérir la faim notre maigre compagne
Qui' pousse au vol et qui peuple les bagnes
Vils aristos

Je veillerai car l'aristo conspire
Contre mes droits, ma vie et mon repos
Et toi mon fils avant d'apprendre à lire
Apprends d'abord à haïr et maudire
Les aristos

Vienne le jour des vengeances finales
Qui doit tarir nos pleurs et non sanglots
Et mon fusil prodiguera des balles
En le chargeant, j'écouterai les râles
Des aristos

"Ne rions pas de ces héros obscurs,
ils valent les idoles officielles ;"
Léon Cladel

Chapitre 5

« Raspail, incarnation violente du socialisme et de l'émeute, non pas ce socialisme à l'eau de rose qui a séduit autour de nous quelques esprits généreux et qui n'est cependant pas autre chose qu'un matérialisme déguisé ; mais d'un socialisme agressif, destructif jusqu'en ses fondements de la société actuelle supprimant-la propriété, l'activité industrielle, la liberté humaine."

Il s'agit bien de Raspail décrit ainsi dans le *Courrier du Tarn et Garonne* du 30 Novembre 1848.

Mais revenons en avril 1848

Assemblée Constituante

Les journées de Février allèrent instituer définitivement-où presque-le suffrage universel. Le corps électoral passe de 200.000 à 9 millions de personnes.

Au départ la bourgeoisie voulait seulement élargir le suffrage censitaire mais elle a été dépassée par le mouvement populaire.

Les premières élections sont pour mettre en place une Assemblée constituante. Les révolutionnaires parisiens essayèrent ensuite de retarder ces élections mais finalement les 21 et 22 avril les électeurs se prononcèrent (pas les électrices).

Comme l'indique *Le Vigilant*, il a fallu attendre un peu pour avoir le résultat réel des élections. Les candidats ne représentaient qu'eux-mêmes et il était difficile de déterminer la coloration politique. On... l'a bien vu avec Détours.

Pour le Tarn et Garonne avec l'élection de deux anciens députés on sent que le vote est plutôt modéré.

Nous avons déjà présenté (chapitre 1) les élus. Maintenant il faut aller plus au cœur du débat électoral qui a été vif et riche.

Sur quelles bases se sont donc déroulées les élections de 1848 ?

A part l'aspect flou des candidats n'y a-t-il pas eu des thèmes importants dans ces débats ?

Du côté des républicains des revendications précises

40 candidats dans le département. La démocratie prend son envol.

Voyons du côté des professions de foi plus ou moins républicaines.

Plus d'écoles-

C'est un thème fréquent dans la bataille électorale. On comprend mieux l'importance du débat qui se déroulera ensuite (voir chapitre précédent).

Cette revendication s'exprime de plusieurs façons:

-"liberté enseignement" dit Chabrié

-instruction gratuite et obligatoire dit Michel Nicolas

-"éducation nationale gratuite" dit Laclaverie de Lavit

-"école gratuite pour tous" dit Capelle.

Les "petits candidats" sont souvent plus précis que les grands dans leurs revendications. On les comprend : ils ne peuvent espérer avoir des voix sur leur simple nom donc ils font valoir leurs idées. Les "grands candidats" au contraire ont besoin de vagues paroles généreuses mais creuses.

Pour l'école on trouve donc que gratuité et obligation sont souvent liées. Et il faut mesurer la complexité de ce lien.

Il me fait penser à la complexité de la revendication des 39 h. L'ouvrier veut bien faire 39 h mais il ne veut pas perdre sur son salaire et s'il ne perd pas il pense que c'est le patron qui perd puisqu'en 39 h il produit moins qu'en 40 alors pour ne pas foire de tord au patron il préfère dans certains cas en rester à 40 h. C'est là en 1982 et en 1848 voilà le problème de la gratuité : l'enfant est une source de revenu non négligeable pour la famille ouvrière. Si l'école est obligatoire elle va perdre de l'argent alors non seulement il lui faut la gratuité indispensable mais aussi une augmentation des salaires.

Voilà comment *Le Vigilant* tient à marquer l'importance de la question scolaire:

> "Si au lieu ce se disputer l'avantage impie de dominer brutalement les hommes, les politiques du gouvernement déchu avaient par des lois sages et un système bien entendu d'instruction populaire, fait l'éducation du Peuple, autant l'éducation des grands et des riches que celle des petits et des pauvres, nous serions arrivés aujourd'hui dans la terre promise, et nous n'aurions qu'à jouir en repos des conquêtes de nos aïeux."

Et *Le Vigilant* logique avec lui-même demande pour les ouvriers une augmentation de salaire pour permettre une scolarisation de tous.

Sesquières précise en ces termes la même revendication :

"éducation gratuite et commune à tous les citoyens".

Comme pour Laclaverie qui parle d'éducation nationale on sent une volonté de poser la question des contenus d'enseignement.

Passons au deuxième aspect du débat électoral.

Le droit au travail

Cette question a donné lieu à de grands débats à Paris.

En Tarn et Garonne seul Sesquières affirme de façon catégorique "le droit au travail pour tous les citoyens".

Généralement la position adoptée par les républicains (ne parlons pas des autres) est une position intermédiaire du genre de celle de Nicolas : "Je désire qu'on se garde des utopies donc pas de précipitation sur la question de l'organisation du travail".

Chabrié évoque la question en ces termes:

"lois sur l'organisation du travail industriel et agricole établies sur des bases justes et propres à concilier tous les intérêts."(il faut lire les intérêts des patrons et des ouvriers).

D'autres parlent "l'organisation progressive du travail", d'autres et en particulier l'ouvrier mécanicien Capelle disent : "il faut laisser au travail privé toute sa liberté et donc aux travailleurs une législation qui garantisse les intérêts des ouvriers et des patrons".

Epoque de la Grande Fraternité, il n'y avait pas à, craindre une Grande Peur des possédants.

Quant aux conditions de travail il est surtout demandé une amélioration pour les ouvriers agricoles.

Les résultats des élections

Les conditions de l'élection étant en partie décrites il reste à revenir sur les résultats.

D'abord le scrutin se fait au chef lieu de canton. Si généralement il n'y a pas eu d'incident, nous décrirons tout de même celui de Castelsarrasin qui fit un mort.

Les "grands candidats" sont 11 à avoir obtenu plus de 20% des inscrits.

Ces 11 premiers sont : 6 hommes de justice, un homme de lettre, un médecin, plus le vicaire général, plus un politicien professionnel et le commandant de la garde nationale.

A côté de ces notables, chez les "petits candidats" on retrouve les mêmes professions mais en modèle plus réduit : donc petits notables et petits bourgeois. Pour eux il y aura un vote local. On a, à l'extrême : Puylaroque qui est un candidat qui fait toutes ses voix à Lavit, Parezols à Lafrançaise et Gras dans le secteur de Lauzerte, Montaigu et Bourg de Visa.

Le vote se fait sur des noms et non pas sur des listes. Pour voter on inscrit donc six noms et le résultat pourra aboutir à des 80% sans que les autres aient les 20% qui restent.

Ce mode de scrutin va fonctionner l'année suivante de façon tout à fait différente. Les républicains en particulier vont comprendre qu'il ne faut pas laisser s'éparpiller les voix sur une dizaine de candidats mais qu'il faut au contraire pour gagner les concentrer sur ceux, que le comité souhaite voir élire. Lisons donc par canton le résultat de cinq candidats : Maleville (qui a eu le plus de voix), Détours (qui a été élu de justesse), Garrisson, Chabrié et enfin Sesquières (le plus à gauche)

Les résultats de Maleville

Orléaniste libéral s'il n'est pas la droite, il n'est pas la gauche.

Son plus mauvais score est à Castelsarrasin et il ne dut pas en être étonné. Inversement le meilleur score est à Montauban. Les pourcentages étant calculés sur la base des exprimés on peut remarquer que presque tous les votants du futur arrondissement de Montauban ont tenu à l'inscrire dans leur choix. Ils avaient ainsi la sécurité, la compétence, l'intégrité.

A côté de lui sur bien des bulletins de vote devaient se trouver des républicains.

Les résultats de Détours

Fils d'un maire, de Moissac et d'un baron d'Empire, on a déjà vu son flou électoral et sa position républicaine par la suite. Ce flou est aussi, valable pour bien d'autres candidats et comme les autres ses résultats irréguliers doivent tenir aux amis qu'il devait avoir dans certains cantons. Ses meilleurs résultats sont, dans la zone Moissac, Bourg de Visa, Montaigu mais aussi bonne réussite à Montauban.

[le tableau des résultats est un scan du texte original. On peut remarquer deux fautes d'orthographe aux noms de Maleville et Garrisson. Mais comment un candidat peut-il avoir 81% des voix ? Le vote est nominatif et non pas liste donc Maleville par exemple est présent avec des voix républicaines ou de droite.]

	Malleville	Détours	Chabrié	Garisson	Sesquières
Montauban	81,3	79,1	7,1	48,7	19
Caussade	69,7	29	3,9	13,9	9,6
Caylus	66,3	23,3	[illegible]3	1	3,9
St Antonin	71,7	21,8	6,6	29,4	3,1
Montpezat	77,2	15,3	0,1	6,4	6,9
Molières	74,7	25,2	12,5	27,1	10
Négrepelisse	41,8	34,8	0,1	21,4	3
Monclar	61,4	38,5	0,3	16,5	5,5
Villebrumier	71,6	23,2	33,8	17,4	13,6
Lauzerte	61	56,6	69,4	10,2	4,7
Montaigu	35,2	81,3	83,3	0,1	1,5
Bourg de Visa	59,5	69,8	87,6	3,1	0,3
Moissac	47,2	53,9	42,9	29,2	1,6
Lafrançaise	44,1	25,8	11,7	12,6	10,6
Valence	67,5	.4,9	39,7	16,2	10,6
Auvillar	66,8	14	13	4,9	3,3
Montech	57,3	42	3,3	27,6	4,7
Grisolles	58,6	16,8	11,8	18,1	3,9
Verdun	73,8	32,9	1,5	21,3	2,3
Beaumont	76,6	31	11,9	49,8	0,2
Lavit	62,4	10,2	3,9	27,3	1,1
Castelsarra	21,1	8,9	3	16,3	10
St Nicolas	55,3	7,2	3,5	14,8	1,1
Total	57,4	31,9	17,5	19,1	5,1

Ce qu'il faut savoir pour lire ce tableau

-les pourcentages sont calculés par rapport aux inscrits.
(les chiffres des inscrits sont ceux des cantonales qui auront lieu 5 mois plus tard)

-il faut avoir bien compris le mode de scrutin

-il faudrait connaître le nombre de voix qui est aussi utile que les pourcentages

-il faudrait connaître le taux de participation mais là les urc pourcentages sont tout de même une indication:quand on voit un candidat qui a 83% de voix par rapport aux inscrits c'est qu'il y a eu au moins 83% de votants

Les résultats de Chabrié

Pour lui aussi le vote local est important. Son échec est important à Montauban mais à, l'inverse son succès est étonnant dans la même zone que Détours : Lauzerte, Montaigu, Bourg de Visa. Remarquons Castelsarrasin qui ne lui donne que 3%. Les autres candidats ne sont d'ailleurs pas mieux servis. Mais où sont donc passé les voix républicaines de Castelsarrasin ? C'est qu'il y avait des candidats du lieu dont un républicain bien connu Constans, et Leygue maire.de la ville.

Les résultats de Garrisson

Bien sûr les Montalbanais le placent en bonne position. Ce républicain libéral n'arrive tout de même pas à être élu. Ses résultats irréguliers sont peu explicables aujourd'hui. Par exemple le bon score de Beaumont et le mauvais score de Montpezat alors qu'à côté à Molières il se défend bien.

Les résultats de Sesquières

Candidat presque socialiste (nous l'avons déjà vu) il obtient tout de même quelques bons résultats et le niveau d'ensemble (5%) dans une telle élection est appréciable.

Nous pouvons penser que ce résultat n'était pas au niveau de l'espérance des hommes de son courant de pensée qui après la révolution de 1848 avaient cru à un raz de marée révolutionnaire. Il a du y avoir un peu de découragement et des conclusions pratiques qui vont nous mener aux combats futurs.

Voici maintenant pour aller plus loin le résultat global des tous les candidats avec le nombre de voix et le pourcentage par rapport au total des votants :

Inscrits : 74128 Votants. 60 142

Maleville	42 641	71%
Faure-Dère	32247	53,6%
Rous Hippolyte	28283	47
Détours	23668	39,3
De Cazalès	22624	37,6
Delbrel	19732	32,8
Bardot ancien magistrat-	18424	30,6
Constans-Tournier avocat	17013	28,2
Gustave Garrisson-	14224	23,6
Chabrié	13018	21,6
Constans avocat Castel	12113	20,1
Delpech prof de droit	11207	18,6
Damas-Hinard	8428	14
Laborde de Beaumont	8226	13,6
Monbrisson	7903	13,1
Leygue de Castel	6184	10,2
Démolières bibliothèquaire	5561	9,2
Pagès docteur	5110	8,4
Manau secrétaire ministre	2390	3,9
Sesquières	3784	6,2
Nicolas	1817	3

Conclusion

Explosion démocratique du coté des candidatures.

Grande méfiance vis à vis de "toutes les utopies" du coté des résultats.

Large participation populaire du côté des votants.

Diversité des résultats suivant les cantons.

Naissance à mon sens d'une nouvelle ère politique.

Imaginons les difficultés des démocrates qui luttent pour le suffrage universel qui va les desservir !

Paris n'étant plus capitale politique il lui restera à être davantage capitale culturelle.

Les élections avaient lieu en deux jours au chef lieu de canton.

Les événements de Castelsarrasin au moment des premières élections au suffrage universel : un mort.

A Castelsarrasin devaient donc voter les Électeurs des communes de Castelsarrasin, Meauzac, Barry d'Islemande, Albefeuille-Lagarde, Labastide du temple et Les Barthes .

Les électeurs de Meauzac étaient convoqués le premier jour du vote c'est-à-dire le dimanche 23 avril... jour des pâques.

Arrivés à Castelsarrasin sous la pluie ils pensaient pouvoir voter rapidement. Mais encore à 3 heures de l'après-midi ils n'avaient pas été appelés à voter ce que beaucoup allaient faire pour la première fois. Chacun s'impatientait et c'est à ce moment là que le crieur public muni de sa trompette est venu annoncer que pour les communes de Meauzac et Lagarde le vote était reporté au lendemain. II s'en suivit une bousculade.

La garde nationale réussit de justesse à empêcher l'entrée du bureau de vote.

De cette bousculade résulta un mort. S'il y a un fait clair c'est bien celui-là.

Il s'agit du citoyen Pelligry journalier à Barry d'Islemade.

Mais qui a tué ?

Ceux qui l'ont poussé sur les baïonnettes pour entrer voter ?

Ceux qui ont montré les baïonnettes pour exécuter un ordre ?

Ceux qui ont donné l'ordre de reporter le vote ?

Ceux qui ont excité la foule pour l'inviter à ne pas respecter l'ordre ?

La justice ne tranchera pas.

Si d'autres personnes furent condamnées c'est pour les évènements qui suivirent.

Après cette bousculade les électeurs de Meauzac partirent et ils furent poursuivis par la Garde Nationale qui avait peur qu'ils fassent des dégâts en ville.

Le collège électoral se tenait faubourg St Louis (actuelle avenue de Toulouse) et pour aller retrouver la route de Lafrançaise ils se dirigèrent vers le centre ville.

Ils ne firent aucun dégât et la poursuite s'arrêta, au pont sur le canal. Seuls deux gardes nationaux continuèrent : Achille Philip que nous retrouveront et Jean Lannes. Ils rattrapèrent les fuyards, et... blessèrent gravement Jean Capeyron bordier à Labastide-du-Temple et Descazeaux Etienne de Meauzac.

Achille Philip et Jean Lannes seront arrêtés.

L'histoire pourrait se terminer ici et rien n'aurait été dit.

En effet se retrouve aussi en prison le "desservant" de la commune de Meauzac: Pierre Brel. C'est cette arrestation du curé de Meauzac qui permet de saisir la dimension de l'affaire qui était très politique comme nous allons le voir.

Les défenseurs du curé ne cacheront pas cet aspect politique de la bousculade. Ils donneront au contraire beaucoup de détails car ils jugent qu'ainsi ils plaident en leur faveur, et en faveur du curé.

En effet les responsables de la commune de Castelsarrasin sont tous des républicains et à leur tête Isidore Constans qui a obtenu le poste de maire des nouveaux pouvoirs de la république. Il va d'ailleurs être destitué, suite à la bousculade, pour être remplacé par un autre républicain : Leygue.

Les Constans sont une famille réputée. Le frère du maire Constans Jeune membre de la commission administrative est d'ailleurs candidat à l'élection en question. Ce dernier Constans Léopold est avocat auprès du tribunal de première instance de Castelsarrasin et l'autre est avoué.

Avec la révolution de 1848 ils avaient donc installé leur pouvoir à Castelsarrasin. Ils avaient nommé un nouveau juge de paix et une nouvelle garde nationale. Le maire lui-même présidait le club où, disent leurs adversaires, le mot riche remplaçait celui d'aristocrate de la première révolution. « Les riches y étaient la cause de tous les maux ».

Voilà donc le contexte de la ville, le contexte des évènements.

Et si le curé Brel est arrêté c'est qu'il est accusé d'avoir poussé à la révolte. Il était en effet un adversaire connu des Constans."Au mens cal t e n i cop", C'est ainsi qu'est transcrite dans les rapports du tribunal l'expression qu'on lui a souvent : entendu à l'annonce du-report du jour de vote.

Il aurait même appelé plus directement à la révolte en disant: "il faut entrer".

Le curé ne cache pas que son indignation fut grande en apprenant la décision du maire mais il se défend d'avoir été sur les lieux des évènements et par conséquent d'y avoir poussé à la violence. Il était dit-il avec Marseille directeur de l'usine de Lagarde et avec Isidore Delbreil qui est un notable montalbanais. Ce curé était un curé combatif. A Meauzac du temps du suffrage censitaire seuls les protestants (ou presque) pouvaient voter et de ce fait le conseil municipal comprenaient des protestants et un catholique. Le curé s'opposait donc fréquemment à la municipalité qui va se transformer avec la révolution: moitié de protestants et moitié de catholiques. Au moment de planter, sur la place, l'arbre de la liberté, le curé plante une croix sur la place. Et le curé bénira la croix ce qui lui vaudra une lettre de condamnation du l'évêché.

Voyons maintenant les résultats de la bousculade:

- Le maire est révoqué comme nous l'avons dit
- Le juge de paix aussi
- Une journée d'élections en plus est donnée le vendredi suivant

Ce sont là les décisions du nouveau commissaire Laroche (qui remplace Sauriac). Les accusés resteront en prison jusqu'au procès et d'ailleurs le curé Brel y mourra le 12 juillet 1848 à l'âge de 43 ans. L'autre accusé qui avait poursuivi les fuyards Achille Philip sera acquitté. Il sera défendu par ses amis de la garde nationale qui l'éliront unanimement capitaine pendant qu'il est en prison. Nous reparlerons d'ailleurs d'Achille Philip à deux occasions. Passons à l'autre coin du département, St Antonin.

Ceux du Cuzoul contre ceux de Castanet

Le soir de l'élection qui a lieu à St Antonin, au retour deux groupes se suivent : ceux du Cuzoul qui sont de la commune de Castanet et les autres électeurs de cette même commune. Chaque groupe est conduit par son propre drapeau.

Le drapeau du Cuzoul est tenu par le maçon Hébrard.

Celui de Castanet tout aussi tricolore est tenu par Coffinhal.

Une première version indique que Coffinhal aurait demandé à Hébrard de lui donner son drapeau pour réunir en un seul groupe l'ensemble des électeurs « cela étant juste puisqu'en fait tous font partie de la même commune ».

Une deuxième version indique que cette demande n'avait rien d'aussi poli mais qu'elle était faite sous les injures et avec lancement de cailloux.

Le résultat est simple. Hébrard a accepté de donner le drapeau mais ce don a été accompagné de ...deux coups de couteau. Coffinhal n'en mourra pas mais Hébrard goûtera aux joies de la prison du moins jusqu'au procès qui tarda. Enfin le 25 novembre 1848 la cour d'assise du Tarn et Garonne acquitte Hébrard.

Un lecteur du *Vigilant* donne son opinion sur les élections

(Cette lettre est datée du 10 mai 1848 et donne un aperçu de la façon de s'exprimer politiquement pour un républicain.)

> "Nous sommes tombés ici de Charybde en Scylla. Lors des élections des représentants, St Antonin a vu se réunir publiquement plusieurs individus sous les yeux même de l'autorité locale, et se permettre, contre les décrets du gouvernement provisoire de contraindre les électeurs des communes de Verfeil, de Ginals etc, etc, de livrer leurs bulletins et d'en recevoir d'autres forcément où n'étaient point portés les noms des citoyens Nicolas et Sesquières, mais bien ceux de MM Cazalès, Détours, Delpech, Barbot etc...
>
> Des hommes connus par leur fortune seulement, se plaçant au dessus de la loi, et aidés d'un certain individu de Montauban venu tout exprès, n'ont pas hésité de se déclarer champions des légitimistes.
>
> Le second volume est celui-ci. Les élections de la Garde Nationale se firent le 27, 28, 29 toujours par le même parti, et par le même principe. Vous savez que la loi veut que tous les citoyens âgés de 21 è 55 ans soient compris sur les rôles de la Garde Nationale et que les mêmes citoyens nomment le commandant, les officiers, les sous-officiers des compagnies : tel est le principe.
>
> Ici ce principe fut audacieusement mis à l'écart ; voici comment une coterie se forma chez un limonadier de cette ville, homme de tous les partis, dans l'intérêt du commandant nommé : pour faire réussir l'intrigue, on invita par écrit un certain nombre d'individus à la dévotion du même commandant, formant à peu près le 10éme des électeurs : tout le restant des citoyens appelés par la loi fut mis de côté.
>
> C'est ainsi que furent nommés les officiers de cette Garde Nationale.
>
> Est-il possible aujourd'hui de croire à la validité de telles élections ?
>
> Comment pouvoir espérer que le char de la République, lancé naguère par des hommes aussi courageux, aussi vertueux que les membres du Gouvernement Provisoire, puisse arriver sans secousse réactionnaire au but que l'on se propose, en présence de provocations aussi manifestes ! La souveraineté populaire, le principe sacré de la liberté des élections, sont-ils donc un vain mot à Saint-Antonin ? Combien de temps encore serons-nous sous le poids humiliant de l'école doctrinaire ?
>
> Mêmes autorités, même conseil municipal que sous le régime du bon plaisir !
>
> Pour peu que Saint Antonin ait des imitateurs, craignons les désordres, craignons les réactions ! Je sais bien que les idées républicaines triompheront, puisque c'est par la force de ces mêmes idées que sera régénéré le monde ; mais je voudrais, comme tous mes amis, une victoire dégagée de toute effusion de sang."
>
> Salut Fraternel.

Notes sur le conseil municipal de Saint-Antonin

C'est seulement le 21 Mai 1848 que le maire nommé sous "le régime du bon plaisir" démissionnera. Bromet sera remplacé par le notaire Berry. Les adjoints seront le médecin Jean Viguié et l'orfèvre Agricole Vaissié.

Avant cette date le conseil municipal avait délibéré sur un point important : la suppression des droits d'octroi sur la viande de boucherie comme cela, avait été décidé à Paris.

L'impôt de remplacement avait été un impôt sur les voitures, sur les chiens, sur les laquais et sur les loyers de 800F et au-dessus.

Voici la décision pour St Antonin:

"Le conseil après délibérations décide à l'unanimité que de semblables mesures ne sont pas applicables dans la commune, que les impôts somptuaires pour élevés qu'ils soient seront tout à fait improductifs pour la raison toute simple que la matière imposable manquerait tout à fait, que les droits d'octroi sont la principale et presque seule source de revenus et qu'il convient de ne pas y toucher."

Qui aurait pu imaginer que les riches de la commune allaient trouver un moyen de se faire payer des impôts !

Alors les pauvres paieront !

Le commandant de la garde nationale est Caste. Il est conseiller municipal.

Autre décision pleine de signification.

L'institutrice Jeanne de Just présente une pétition pour avoir un peu d'argent. Elle se livre depuis plus de 30 ans à l'instruction des petites filles pauvres et elle ne reçoit qu'une aide très modeste. La municipalité ne peut rien donner.

Et la sage femme qui demande de l'aide pour accoucher gratuitement les femmes pauvres, aura elle aussi toutes les difficultés pour avoir quelque chose. Le combat républicains/royalistes n'est pas simplement un combat pour la liberté.

Les évènements de Juin 1848 : la Grande Fraternité devient la guerre civile

Ce furent des évènements considérables : au canon on fit taire le peuple de Paris.

«Le bourgeois» pour se soulager massacra 3000 prisonniers.

Il y avait eu d'ailleurs avant ce règlement de compte au canon une provocation pour éliminer les grands chefs parisiens dont Blanqui. C'était le 15 Mai 1846. Une manifestation pour la Pologne dégénéra et l'Assemblée constituante fut envahie (un peu trop facilement semble-t-il).

Dès l'ordre rétabli les sanctions tombent. Blanqui, Barbes et Raspail n'animeront plus leurs clubs respectifs.

Et notre député Détours se distinguera dans cette affaire.

Nous l'avons déjà évoqué et nous allons y revenir avec plus de précisions.

Voici comment il vécut la journée du 15 Mai:

> "J'avais pendant deux heures couru en voiture dans Paris, n'ayant reçu aucun avis sur le lieu de la réunion et de refuge assigné aux représentants, j'ignorais absolument à ce moment les évènements qui avaient suivi la coupable dissolution de l'Assemblée..."

Il eut donc l'audace de monter à la tribune pour demander des explications sur les faits qui étaient reprochés à Barbès.

Il était persuadé que Barbés reculerait enfin devant l'énormité et la folie de l'attentat.

C'est donc cette intervention qui lui vaudra une attaque en règle dans *le Courrier du Tarn et Garonne*. Il enverra une lettre où il se plaindra qu'on veuille toujours faire de lui : «tantôt un absolutiste rétrograde, tantôt un démagogue terroriste.»

Je retiens de la description des évènements que fait Détours que cette journée à bien été une immense provocation.

Barbés, Raspail, Blanqui représentaient une force considérable : non seulement parce qu'ils pouvaient rassembler 200.000 personnes mais parce qu'ils portaient avec eux

l'intelligence d'une grande expérience révolutionnaire. Ils avaient d'ailleurs tout essayé pour ne pas tomber dans le piège de ce 15 Mai (en particulier Blanqui). En revoyant à la télévision ce 7 octobre 1981 la vie de Raspail et cet évènement du 15 Mai on se met à rêver à un échec de cette provocation ignoble et au grand rôle politique que ces trois grands révolutionnaires auraient pu jouer.

La provocation fut la suivante : on détourna vers l'Assemblée constituante la manif sur la Pologne, on laissa entrer dans l'Assemblée les manifestants, on les laissa croire à une victoire, on les laissa aller jusqu'à la décision de dissoudre cette Assemblée et on remit de l'ordre.

Résultat : nos trois révolutionnaires en exil.

Et juin peut arriver plus tranquillement...

Car une épine est encore dans les pieds des bourgeois. Ce sont les ateliers nationaux. Ils ne correspondent pas à l'idée des ateliers de Louis Blanc mais ils représentent un moyen de travail pour les chômeurs.

Le travail y est un travail sans intérêt (surtout terrassement). Mais ces ateliers nationaux aussi minables soient-ils provoquent des allergies chez les bourgeois, alors la décision est prise : il faut les supprimer. C'est la révolte et le canon en réponse. Finies les illusions sociales.

Et *le Courrier du Tarn et Garonne* ne cache pas sa satisfaction :

« La République est sorti plus forte. Elle a reçu le baptême général."

Une nouvelle grande peur va être lancée : à Lapenche on arrête 4 ou 5 individus et aussitôt il s'agit d'insurgés de Paris. Pensez donc !

La rectification viendra quelques jours après et la campagne caussadaise pourra dormir tranquille !

Le pasteur de Caussade donne justement un peu d'argent pour... aider ceux qui "par leur mort nous ont préservés de l'anarchie, du pillage et du plus épouvantable malheur."

Le prolétariat venait de se créer en ce 25 juin 1848 un adversaire à sa mesure.

Il s'agit bien sûr du prolétariat parisien mais parmi les insurgés se trouvait au moins un homme de notre département : Olivet Jean. Il fut parmi les 15.000 "transportés" et quitta la France par le Havre le 24 août 1848.

Le Vigilant dans cette tourmente essaie de défendre quelques positions.

Concernant les massacres de Juin il se tient au départ à égale distance des insurgés et des soldats. Mais la pression était telle qu'il se rapprocha des thèses du pouvoir.

Si au mois de février les républicains surent exploiter leurs premiers morts, la réaction en ce mois de juin sut faire l'inverse.

Voici donc l'opinion du *Vigilant* :

> « Nous avons le cœur navré : pendant ces trois cruelles journées chaque coup de fusil, chaque coup de canon a retenti douloureusement dans nos entrailles, car chaque homme qui tombait était un citoyen français. Ces luttes acharnées, ces morts, ces blessés, ces terribles représailles ces sièges de rues, ces scènes de carnages nous déchiraient l'âme. Mais nous ne distinguons pas entre les victimes. Nous les confondons toutes dans une commune douleur. Nous les plaignons toutes. Nous les admirons sincèrement ces gardes nationaux, ces soldats, ces gardes mobiles qui se sont fait tuer courageusement pour défendre la cause de l'ordre et de la famille. Mais ne sont-ils pas également dignes de pitié ces malheureux ouvriers qui croyaient combattre et mourir pour le droit que tout homme à de vivre du fruit de son travail, sous le soleil de la patrie ? Ah ! c'est la misère qui leur a mis un fusil entre les mains..."

A Montpezat Hippolyte Bertal justice de paix très républicain tient le langage suivant:

"Honneur à la garde nationale de Paris qui a repoussé l'anarchie ! Mais aussi guerre, guerre acharnée à tous les ennemis du juste développement de la conquête nouvelle qui est celle du droit et de la justice, L'égalité on le sait bien ne sera jamais au niveau absolue mais elle doit ouvrir à tous par le travail une voie large et féconde,"

Cet Hippolyte Bertal a été accusé d'être un arriviste par *le Courrier du Tarn et Garonne* et voici sa réponse:

"Depuis 10 ans que je vis dans l'université je suis arrivé par mon seul travail aux emplois assez peu aristocratiques, je pense, de régent dans plusieurs collèges, de maîtres d'étude et de professeur à Toulouse. Dans ces dernières années je me suis livré à l'étude du droit avec la volonté d'embrasser une carrière plus indépendante de toute hiérarchie."

Il démontre ainsi que ce n'est pas sa famille qui l'a aidé et il montre aussi qu'en acceptant la place de justice de paix à Montpezat il le fait "au détriment de son avenir personnel." (il ne pouvait pas mieux dire).

Et il précise pour terminer:

«Aujourd'hui comme par le passé, j'ai la douleur de ne pas avoir obtenu l'assentiment de ma famille. »

On constate donc que cet homme reste un modéré par rapport aux évènements de Juin et pourtant il fait trembler même les républicains modérés de son canton. Il ne restera pas longtemps justice de paix.

En fait son opposition aux évènements parisiens porte plus sur la forme que sur le fond. Comme pour *Le Vigilant* ce qu'il conteste c'est la prise des armes par rapport aux moyens démocratiques.

Quant au fond voici comment *le Vigilant* présente le socialisme:

"Le socialisme sagement expliqué et compris avec intelligence peut devenir un heureux correctif aux inégalités de l'ordre social. Mais lorsqu'il est traduit en actes subversifs, de violence et de révolte, que des ambitieux trainent à leur suite une multitude aveugle ce n'est plus qu'une odieuse tentative de pillage et de spoliation qui soulève tout ce qu'il y a d'honnête et de raisonnable dans le pays. Cependant tout en protestant énergiquement contre le désordre et l'insurrection nous n'en persistons pas moins à réclamer des réformes urgentes".

C'était le 8 juillet et le journal n'aura plus l'occasion de redemander ses réformes urgentes. Notons tout de même son action en faveur de la lutte contre l'esclavage.

Il publiera à cet effet le 6 mai le décret du 27 avril qui dit :

Art 1 :L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret..."

On peut lire les 9 articles de ce décret où Victor Schœlcher a pensé à tout.

Et sur ce point comme sur les autres, *le Vigilant* ne manquera pas d'avoir la réponse du *Courrier*:

"Il ne fallait être ni homme d'Etat, ni devin bien habile pour prévoir que l'annonce de l'émancipation des noirs amènerait dans nos colonies françaises de malheureuses collisions. Depuis bien des années l'opinion publique protestait contre l'esclavage et poursuivait avec une charitable ardeur la loi de l'affranchissement. Mais il n'entrait dans l'esprit de personne que la mesure put être accomplie sans de grandes précautions."

(et surtout pas dans l'esprit de Tocqueville ai-je envie d'ajouter).

Le cas des ateliers municipaux de Montauban

S'il fallait encore le démontrer nous aurions cet exemple des ateliers municipaux de Montauban qui prouve que les journées de juin furent fatales aux ouvriers de TOUT le pays.

A Montauban dès les premiers jours de la révolution le nouveau conseil municipal régla le prix des salaires pour les ouvriers employés sur les chantiers communaux qui avaient été ouverts. Et *le Courrier* rend compte ainsi de la question:

> "Un sentiment fort louable sans doute arrêta des bases [de salaire] mal entendues et même contre l'intérêt des travailleurs. Les prix dans toutes ces proportions épuisèrent rapidement les ressources communales, enrayant l'industrie particulière, le travail agricole, et aurait fini par tarir la source de travail."

Pensez donc !

Les bases du salaire, le prix du salaire étaient si hauts que les ouvriers risquaient de ne vouloir travailler que pour la mairie ! Vous le voyez honnêtes gens, il est mauvais que les ouvriers gagnent trop d'argent et c'est mauvais surtout pour eux n'est ce pas ! Et ne nous dîtes pas que cela a changé!

Ces ateliers municipaux comme les ateliers nationaux étaient le résultat de la revendication du droit au travail.

On peut constater concrètement comment derrière cette revendication il y a la mise en cause radicale du pouvoir des patrons. Si le chômeur pouvait trouver un emploi à un salaire décent mais que deviendrait le pouvoir du capital !- Voilà pourquoi les ateliers ne durèrent que le temps d'une révolution. Voilà comment cette révolution sût prouver son caractère nouveau sans pouvoir le défendre.

Donc le 10 Mars 1848 le conseil municipal avait fixé les tarifs suivants : 1 F 10 pour les hommes et 0 F 75 pour les femmes.

Ils sont en deçà des chiffres de Théophile Lourde (1F70 et 0F90). Pourtant en Mai les tarifs commencent à baisser : 0F90 et 0F50. L'enrichissement des ouvriers n'était pas pour demain !

En juillet vient l'heure du démantèlement avec ménagement des ateliers municipaux. Ces ateliers municipaux étaient la continuation des ateliers de charité de 1847. A l'époque ils avaient fonctionné du 4 janvier au 13 juillet avec 78 ouvriers à la journée et 532 pour des tâches partielles. Parmi ces 532 il y avait 103 enfants. Le salaire des hommes était de 90c.

Le premier février 1847 il y eut une révolte des ouvriers qui travaillaient au pavage de la place de la Cathédrale. Le lendemain 5 centimes sont donnés pour transporter 5 corbeilles au lieu de 12. Le 26 février nouvelle manifestation avec défilé aux cris : Du Travail ! Du Pain ! Ils cassèrent les carreaux de la maison du maire.

Et au lendemain de la révolution les ouvriers demandent dans une pétition que les travaux municipaux ne soient pas donnés en bloc sinon ce sont les entrepreneurs qui sont avantagés et non les ouvriers ce qui montre que le mot ouvrier a plutôt ici le sens d'artisan.

Donc à la suite de Juin 1848 avec l'été les ateliers municipaux se finissent. C'est vrai les taxes sur le pain ont diminué de moitié.

Mais la loi qui limitait le travail à 10 heures est abrogée.

Mais la prison pour dette est rétablie...

Les illusions sociales furent les premières à être balayées.

Qui peut s'en étonner !

Maintenant au dernier ministre républicain de quitter la scène !

La fin d'Hippolyte Carnot

Le général Cavaignac qui dirige le nouveau pouvoir a conservé un républicain comme ministre de l'éducation. Il s'agit du célèbre Hippolyte Carnot (surtout célèbre par son père).

Mais début Juillet le député Bonjean propose un amendement qui vise à réduire le crédit attribué à ce ministère de 1 million à 500 000 F. Cet amendement vise à blâmer le ministre pour un manuel (réédité aujourd'hui) de Charles Renouvrier qui attaque la propriété et que pourtant le ministère a acheté à 15.000 exemplaires.

314 votèrent l'amendement

303 votèrent contre. Parmi eux Détours et encore une fois on va le lui reprocher.

Carnot était donc tombé à son tour.

Maintenant toujours 1848 mais les municipales et les cantonales

Les municipales auront lieu le 31 juillet et les cantonales le 27 août (on ne connaissait pas la trêve politique de l'été). Ces élections soulèvent peu l'enthousiasme, (peu de candidate et peu de débats). Peur les municipales nous n'indiquerons que le succès légitimiste à Montauban et le succès républicain à Castelsarrasin.

Pour les cantonales sur 24 postes à pourvoir 16 sortants ne se représentent pas. Sur les 8 autres, 6 sont réélus.

Pour les républicains, un moment ils furent battus à Castelsarrasin par Delpech mais les élections furent cassées et un an après Constans est élu. Chabrié est le conseiller général de Bourg de Visa et son neveu Pierre (futur maire de Moissac) l'est à Montaigu. A Montauban De Scorbiac et De Gironde sont toujours là et confirment leur victoire des municipales.

Mais à Caussade De Maleville est battu par le docteur Limayrac,

Les électeurs ont-ils jugé que l'on ne pouvait être conseiller général et député en même temps ? C'est possible car Détours est lui aussi battu à Moissac par le notaire Fieuzal. Cette victoire de Fieuzal a aussi un caractère politique car la lutte était là avec plus de clarté : la droite contre la gauche. Et la forme des élections a aussi joué. Il fallait choisir un homme et un seul.

Deux : anecdotes

Cette expression d'abord trouvée dans *le Courrier du Tarn et Garonne* :

"le canton Est a élu en 1839 M De Gironde. Pourquo1 ne voteraient-ils pas en 1848 M. De Scorbiac ? D'ailleurs n'est ce pas bonnet blanc et blanc bonnet?".

Maintenant cette revendication à Grisolles:

"riches et pauvres sur le même banc d'école : gratuité au primaire, secondaire et supérieur."

Qui sont les conseillers généraux ?

Le candidat le plus jeune a 25 ans (Chabrié neveu) et le plus vieux Chabrié père a 70 ainsi De Scorbiac est l'autre candidat né avant la révolution de 1789 : il a 62 ans.

Entre ces extrêmes la moyenne tourne autour de 50 ans.

Les professions sont essentiellement celles d'avocat, avoué, justice de paix, (11 sur 24) puis deux docteurs, deux propriétaires, trois notaires et 6 divers.

6 élus sont aussi des maires.

L'élection présidentielle de décembre 1848

La nouvelle Constitution indique qu'il faut un président de la république élu au suffrage universel. Les électeurs allaient donc revenir encore une fois voter.

Il ne s'agissait plus d'élire un élu local que l'on avait pu voir sur la place du village mais il s'agissait d'élire un président.

Dans le cadre de la préparation de ces élections surgirent deux favoris : Cavaignac l'homme en place et Bonaparte.

Les autres petits candidats devaient essayer de bien figurer.

Le meilleur figurant sera Ledru-Rollin.

Dans le département l'élection se limitera à ces trois candidats et même au niveau national les trois autres Raspail, Lamartine et Changarnier n'arriveront pas ensemble à 1%.

Le Courrier du Tarn et Garonne fait campagne pour Cavaignac.

C'est lui qui en juin 1848 avait dirigé les massacres que Louis Philippe n'avait pas osé faire 3 mois plus tôt. Il était le républicain d'une certaine république.

Voici comment le journal le caractérise:

"Cavaignac c'est l'affermissement de l'ordre, c'est la modération dans la politique...."

Pour Bonaparte le même journal rappelle la phrase de Thiers :

"Si la France le nommait se serait la honte du pays. "

Bonaparte élu il ne faudra pas trois mois au journal pour changer d'opinion.

«Quant à Ledru-Rollin c'est le chemin de l'anarchie pour arriver au despotisme, c'est la guerre au travail, c'est la ruine du pays.»

On peut aussi dire c'est le chaos.

Les légitimistes ont choisi Bonaparte comme "planche" pour amener Henri 5.

Ils ne désespèrent pas d'en revenir à la royauté !

Toutes ces questions ont déjà été évoquées et en particulier l'opinion que *le Courrier* sur Raspail.

Au banquet de Moissac Chabrié fils prend position pour Ledru-Rollin en disant:

> "Rappelez-vous l'état de siège et les concessions faites aux hommes de la monarchie et dîtes moi si Cavaignac et Bonaparte ont droit à nos sympathies."

Finalement les électeurs se prononcèrent sur un nom bien connu : celui de Bonaparte.

Les résultats de l'élection présidentielle

Les voix obtenues par Ledru-Rollin se concentrent autour des villes dans les cantons de Castelsarrasin, Moissac et Montauban avec en plus les voisins de Montech et St Nicolas.

Ledru-Rollin apparaît donc comme l'homme de la petite bourgeoisie des villes tandis que Bonaparte l'emporte dans les campagnes.

Avec le changement de type de scrutin on peut avoir des résultats par ville:

Moissac : 11,5% et dans l'ensemble du canton 0,8%

Castelsarrasin : 55,7% et dans l'ensemble du canton 39,3%

Caussade : 5,8% et dans l'ensemble du canton 4%

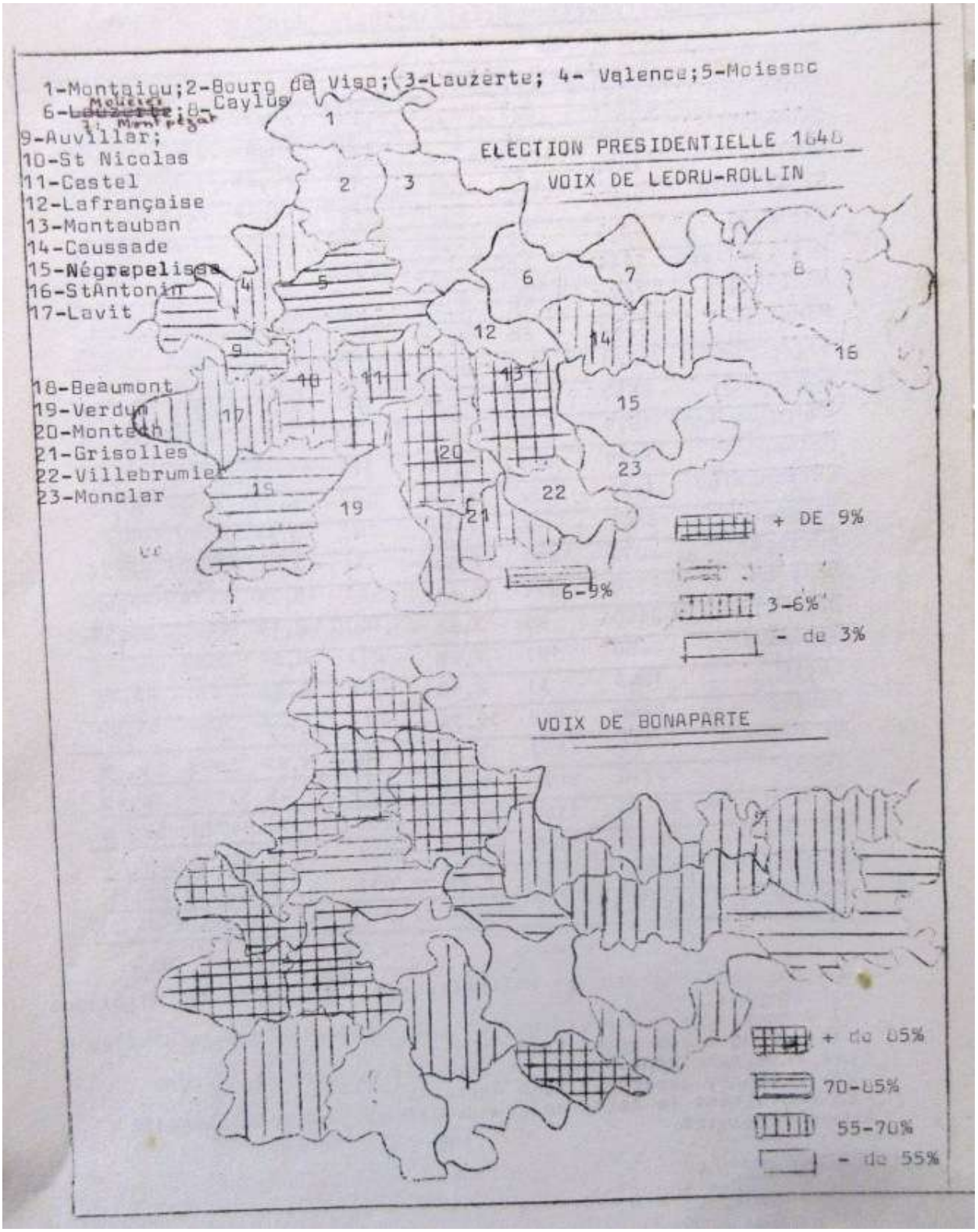
Dans l'ensemble la candidature de Ledru-Rollin a échoué.

On est soulagé du côté du *Courrier*:

> « La république rouge n'est autre chose que la négation de toute liberté et de toute justice ; c'est le mépris de tout ce qui est généreux par le cœur et grand par l'intelligence. C'est l'orgueil à la place de la raison, c'est le principe du bouleversement, la ruine du travail, la mort de toute émulation, c'est en un mot l'égalité dans la misère."

Dans l'ensemble les résultats du département correspondent aux résultats nationaux. Même pourcentage pour Bonaparte(74%) et dans le département perte de 2% de Cavaignac au profit de Ledru-Rollin qui a donc eu 7% en Tarn et Garonne au lieu de 5% au niveau national.

Concernant le type de campagne électorale on a vu avec Moissac que le principe des banquets continue et on trouvera trace d'un autre banquet en 1850 à Beaumont. Il était organisé par le citoyen Ducom et il était sous la présidence du citoyen Détours (3 Novembre 1850). Ces banquets sont une façon de tourner les institutions qui malgré la révolution interdissent les réunions politiques comme ont été interdits les clubs, avec une liberté de la presse… réduite



Résultats de l'élection présidentielle de 1848

Cantons	Exprimés	Ledru-Rollin		Cavaignac		BOnaparte	
Montauban	5612	801	14,2%	1445	25,7%	2366	42,1%
Caussade	3050	125	4 %	962	46,9%	1963	64,3%
Caylus	2155	15	0,6%	655	30,3%	1485	68,9%
St Antonin	3252	18	0,5%	565	17,3%	2669	82 %
Molières	1351	12	0,8%	382	28,2%	957	70,8%
Négrepelisse	2224	66	2,9%	976	43,8%	1195	53,7%
Montpezat	1578	46	2,9%	499	31,6%	1033	65,4%
Monclar	1367	28	2 %	380	27,7%	959	70,1%
Villebrumier	1221	6	0,4%	151	12,3%	1064	87,1%
Lauzerte	2657	63	2,3%	273	10,2%	2321	87,3%
Bourg de Visa	1679	30	1,7%	50	2,9%	1599	95,2%
Moissac	3210	283	8,8%	362	11,4%	2563	79,9%
Lafrançaise	1426	32	2,2%	382	26,7%	1012	70,9%
Valence	2909	96	3,3%	101	3,4%	2712	93,2%
Auvillar	2073	173	8,3%	71	3,4%	1829	88,2%
Montech	2570	274	10,6%	481	18,7%	1815	70,6%
Grisolles	2600	96	3,6%	160	6,1%	1444	55,5%
Beaumont	2488	197	7,9%	213	8,5%	2078	83,5%
Lavit	1045	31	2,9%	93	8,8%	921	88,1%
Castel	2464	969	39,3%	231	9,3%	1264	51,2%
St Nicolas	2710	252	9,2%	159	5,8%	2299	84,8%
Total	53715	3090	7,2%	9369	17,4%	39969	74,4%
Ar Montauban	22258	1151	5,1%	6395	28,7%	14712	66 %
Ar Castel	16645	1980	11,8%	2043	12,2%	12622	75,8%
Ar Moissac	14333	767	5,3%	931	6,4%	12635	88,1%
France	7312073	370.119	5,06%	1448107	19,8%	5434226	74,2%

Des comparaisons peuvent s'établir avec le tableau des élections précédentes.
Il manque deux cantons:Bourg de Visa et Verdun que je n'ai pu trouver dans mes recherches.
Les résultats proviennent du Courrier du Tarn et Garonne et il peut y avoir quelques erreurs.
En consultant la carte on peut avoir une autre physionomie du département.

-56-

Je me disais aussi...

J'écris, dans l'actualité. Je trouve par exemple dans le journal de Pif une présentation d'indiens iroquois qui construisirent les buildings car ils n'avaient pas le vertige. Cette qualité bien connue - et utilisé encore de nos jours pour laver les glaces extérieures de ces gigantesques bâtiments - est vraiment extraordinaire et je la rappelle pour dire que s'il y avait besoin de symboliser les cultures indiennes je mettrais ce phénomène largement avant la hache de guerre. J'y tiens vous ne trouvez pas !

Dans le même temps je trouve une critique sur un livre qui est une sorte d'introduction à la lecture de Tocqueville.

"C'est le grand mérite de Tocqueville de nous rendre avec ses difficultés, toute la saveur de la démocratie."

Car voyez-vous : "La réflexion sur la démocratie est en train de prendre dans les préoccupations de nos contemporains la place tenue naguère par les spéculations sur le socialisme."

Vous remarquez comment d'un côté il y a les réflexions et de l'autre les spéculations.

Je le dis nettement : dans ce cas je préfère me trouver du côté des spéculations et tant pis si ce travail passe à côté de l'essentiel qui est la lutte contre la Barbarie.

Si je réfléchis sur la démocratie c'est pour aller au socialisme étant entendu que le socialisme n'est pas seulement la société qui suit le capitalisme mais la société qui se construit dans la crise même du capitalisme. La révolution n'est pas l'anéantissement du capitalisme pour le remplacer par le socialisme mais le capitalisme porté jusque dans ses extrémités créant par lui-même la société socialiste qui ne lui est pas extérieure mais d'abord intérieure. Et il ne s'agit pas de voir là un quelconque fatalisme de l'histoire (le combat à l'issue incertaine est une donnée de la société capitaliste elle-même). C'est de là que naît la conception d'un socialisme à la française. C'est de là que naît ce livre (du moins il s'y essaie). D'une part nous avons des ressources, des moyens dans notre histoire (encore inemployés) qui doivent nous aider à inventer la société socialiste nouvelle.

D'autre part nous avons à œuvrer chacun concrètement pour réussir cette société qui se fera avec tous ou qui ne se fera pas. Bien sûr l'expérience d'autres pays est aussi très utile et en particulier celle des pays socialistes.

Enfin dernier domaine de l'actualité : un jour férié va être accordé dans les départements français d'autre mer pour célébrer l'abolition de l'esclavage. De la tragédie à la comédie. Qui sait !

Mes doutes quant à l'utilité de ce travail sont plutôt du côté de sa qualité en rapport avec ses objectifs. A connaître on voudrait tout savoir avant d'écrire mais ce qui me pousse tout de même c'est qu'à vouloir atteindre trop la perfection on prend le risque de ne rien faire. Je ne désespère pas de faire mieux (ni de faire plus mal).

Loi sur les clubs du 2 8-07 -1848
-interdiction d'utiliser les édifices publics,
-affiliation de club à club interdite
-annoncer la séance 48 heures à l'avance
-tenir la réunion en présence d'un représentant de l'autorité
-pas de femmes ni de mineurs dans l'auditoire etc...

Chapitre 6

Incontestablement, en 1849-1850 nous sommes encore loin des partis politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui. Vers l'organisation politique ne peut donc signifier la mise en place proche de tels partis. Pourtant, en peu de temps, un certain nombre d'éléments, qui donneront ensuite leur spécificité aux organisations politiques françaises, vont surgir des luttes de l'époque. Au niveau national c'est au moment des présidentielles à la fin de 1848 que Ledru-Rollin met en place pour défendre sa candidature la première organisation : Solidarité Républicaine. Elle sera dissoute en 1849.

Avec ce premier élément on saisit aussitôt trois choses :
-l'organisation politique est liée au suffrage universel
-l'organisation politique est mal vue par les pouvoirs en place
-l'organisation politique est le fait de la petite-bourgeoise démocrate.

Le comité électoral

Par le suffrage universel la vie politique électorale ne peut plus se dérouler en petits cercles fermés mais elle se glisse sur la place publique. Les notables locaux aux premières élections de 1848 pourront y jouer de leur large influence. Pourtant à droite comme à gauche il faut s'organiser pour présenter des candidats susceptibles de se faire élire.

C'est le comité électoral qui se crée.

Le 30 Novembre 1848 *Le Courrier du Tarn et Garonne* indique: "le comité électoral ce mode d'organisation généralement adopté dans d'autres. villes".

Ces comités électoraux sont parfois reliés à des comités nationaux, et parfois ils sont uniquement départementaux. Le lien comité national et comité départemental ne se fait pas dans le système que nous connaissons aujourd'hui. Ce sont généralement les comités parisiens qui se donnent d'eux-mêmes une dimension nationale et essaient ensuite d'avoir des relais dans les départements. De la même façon les comités des chefs-lieux de département essaient de pousser à l'organisation de comités cantonaux. L'impulsion va du haut vers le bas.

Pour les élections législatives de 1849 nous avons en Tarn et Garonne divers comités.

Chez les républicains c'est le comité central électoral républicain démocratique.

Dans une déclaration mise au point on peut lire :

> "Les membres ci-dessus comptent sur vous pour provoquer soit personnellement soit par l'intermédiaire de vos amis, la formation d'un comité analogue dans votre canton, comité qui nous ferait immédiatement connaître son existence."

Et les membres ci-dessus sont bien sur des Montalbanais.

Il ne nous a pas été possible de retrouver plus de détails sur l'activité de ce comité mais ce que nous savons c'est qu'il a dû mettre au point la liste des candidats.

Et cette liste montre bien qu'il a fallu arriver à des compromis. Entre les républicains de Montauban, Castelsarrasin et Moissac les débats devaient être importants.

Pour les mêmes élections, à droite c'est aussi le rassemblement sous l'étiquette des comités des amis de l'ordre.

Mais dans le département l'union ne se fera pas. D'un côté il y a donc un comité surtout orléaniste et de l'autre un comité surtout légitimiste.

Un troisième comité fera son apparition pour essayer de proposer une conciliation.

Le comité électoral des amis de l'ordre de Montauban a envoyé une lettre aux membres des comités électoraux du département. Ils tiennent à préciser :

"En provoquant la formation des comités électoraux des amis de l'ordre sur tous les points du département nous avons annoncé l'intention de n'arrêter la liste des candidats à l'Assemblée législative que dans la réunion générale et avec le concours de vos délégués ; nous nous sommes réservés l'initiative que pour les mesures préparatoires qui nous paraissaient utiles."

(L'initiative vient d'en haut mais avec l'intention de respecter la base.)

Quant au comité électoral républicain bonapartiste constitutionnel du Tarn et Garonne (appréciez le nom à rallonge et l'adjectif constitutionnel!) il se contente, dans sa proclamation, d'appeler les électeurs à la réflexion.

> "Faites que dans les intérêts populaires les élections mettent en harmonie les deux grands pouvoirs de l'état."

Pour terminer ce tour d'horizon des comités électoraux du département nous indiquerons que deux Tarn et Garonnais sont membres de comités nationaux (à base parisienne et non pas nationale). Il s'agit de Léon de Maleville qui est au comité électoral de la rue de Poitiers avec Hugo, De Morny, De Persigny, De Montalembert et Achille Fould, et de Détours qui est l'un des 55 a avoir signé le programme commun démocrate socialiste.

De tous les comités, celui républicain appelle le plus clairement à l'action politique:

« Il est du devoir des républicains sincères et dévoués de s'opposer à leurs machinations et de dépenser pour défendre la République la même énergie que l'on emploie pour la renverse. De l'activité donc ! Défendons sans relâche nos doctrines fraternelles contre leurs calomnies... »

Les clubs

Les clubs sont avant tout des clubs de discussion.

Ils se forment dans la lancée de la révolution de Février.

Qui dit club dit club républicain. Là aussi nos connaissances sont partielles. Les clubs se formèrent dans les villes et dans les chef-lieux de canton.

Mous savons qu'il en existait un à Castelsarrasin, Montauban, Monclar.

A Montauban nous avons trouvé par hasard l'existence d'un club ouvrier qui aurait prêté sa salle de la bourse du travail à un comité électoral.

Se pose ainsi tous les rapports entre clubs et comité électoraux.

Le plus souvent les clubs se réunissent dans les cafés.

Un club s'adresse au *Vigilant* et au *Courrier* fin 1848 pour dénoncer les calomniateurs qui disent que ce club est communiste:

> "Quelques citoyens, honorables ouvriers, se sont cotisés et réunis pour recevoir le Peuple Constituant (ils ne pourront le lire longtemps puisque ce journal de Lamennais va disparaître). Naturellement ils ont voulu se choisir tous républicains éprouvés non par esprit d'exclusion mais de Paix, pour éviter les altercations, et des disputes toujours fâcheuses."

Le commissaire du quartier, le journal le *Courrier* et aussi le *Vigilant* se portent garants de l'auteur de la lettre. Le *Courrier* ajoute même : "il pourrait aussi se porter garant pour d'autres membres de cette société si injustement accusée. Ces honorables ouvriers sont connus depuis 1830."

Par contre une autre société d'ouvriers est jugée différemment par *le Courrier du Tarn et Garonne*. Il s'agit de la société des ouvriers en bâtiment qui s'est réunie le 4 avril 1848. Une foule de citoyens étrangers à la corporation a envahi la salle.

Cette foule demande que les architectes ne fassent plus partie de la société.

La chose est facile à comprendre. Les architectes dirigent cette société et ils n'étaient pas le type même de l'ouvrier en bâtiment surtout quand le président est Lebrun et les vice-présidents Brécy et Fragneau. Quant au secrétaire c'est un entrepreneur : Rey fils.

Les autres professions : maçons, charpentiers, serruriers, plâtriers, ferblantiers, tailleurs de pierre, fondeurs, marbriers, forgerons, peintres-vitriers, resteront donc dans la même société après des évacuations de la salle et des reports de réunion.

(Les ouvriers sont le plus souvent des artisans indépendants).

Concernant le club de Monclar (trouvé lui aussi par hasard) il se réunit chez le limonadier Bessières Léopold qui a 33 ans.

Le chef du club est le boucher Fabre François tandis que le médecin devait lui succéder. Agé de 65 ans il s'appelle Miramont.

Ces clubs vont avoir dès 1849 les pires difficultés pour vivre, (difficultés qui viendront des lois). Quant au *Courrier du Tarn et Garonne* il note que les clubs n'ont jamais été bien vivants à Montauban. C'est dire qu'il ne les aimait pas. Trop populaires sans nul doute !

Les cercles

Dans nos recherches nous avons trouvé deux exemples intéressant Dunes et Moissac.

A Dunes nous allons vivre les lendemains de l'élection de 1849. Joseph Ribaut a tout juste 30 ans. Il est marié et a deux enfant Il vit à Dunes et devient le concierge et le vice-président du cercle des travailleurs. Profession : marchand tailleur.

Il se retrouve dès le départ avec 11 à 13 personnes et le président est le citoyen Charles métayer chez Saramiac.

Tournayre le chapelier est le secrétaire et le trésorier.

Ils reçoivent l'Emancipation et le National.

Ils possédaient trois bustes : Ledru-Rollin,(2) et Barbés.

Les bustes étaient plus révolutionnaires que les journaux. Le club avait le contact avec Castelsarrasin et Moissac.

Il est donc né dans la foulée des élections de 1849 et comme activité on trouve la participation à une souscription en Avril 1850. Il s'agissait de venir en aide aux instituteurs révoqués et qui "souffrent des persécutions à cause de leurs opinions républicaines."

Le comité de Montauban en était à l'origine (pour le département).

Le comité de Montauban était dirigé par : Poumarède, Martin, Précontal, Lacaze et Lasserre. Cette initiative était aussi une forme d'opposition à la loi Falloux .

Le comité de Dunes ira en se développant jusqu'à avoir 30 membres au moment du 2 décembre.

Moissac et son cercle.

Les documents que nous avons trouvés sur celui de Moissac complèteront et ajusteront ce que nous écrivons sur Dunes.

Comme celui de Dunes il se crée dans le mouvement d'espoir qui suit les bons résultats démocrates en 1849 dans notre département.

Les cercles devaient déposer pour autorisation leurs statuts et celui de Moissac a tout fait dans les règles.

Aussi dans son article 19 il est écrit:

"Toute discussion politique est interdite."

C'est la condition pour obtenir l'autorisation mais on a vu ce que dit Ribaut concernant le cercle de Dunes...

C'est un article de façade car on comprendrait mal qu'à Moissac se retrouvent dans un cercle les républicains les plus acharnés et qu'ils n'y discutent pas de politique.

Le cercle de Moissac est aussi abonné à des journaux mais nous ne savons pas lesquels.

L'article 21 indique : "'Le choix des journaux est déterminé dans l'assemblée générale annuelle. Si l'état des fonds de la société permet dans le cours d'une session d'ajouter de nouveaux journaux la commission fait provisoirement les abonnements à ceux qui lui semblent convenables."

Et par mesure de précaution aucune feuille ni brochure ne pourront être emportées hors du local du cercle.

C'est Chabrié Père qui demanda l'autorisation au sous-préfet et au maire. Dans sa lettre du 17 Novembre 1849 il indique le nom du cercle : Cercle de l'Union et l'adresse est maison Massip rue Malaveille.

Parmi les délégués qui s'adressent au sous-préfet on retrouve des noms connus: Delthil J-Pierre qui est brasseur et déjà conseiller municipal, Grabié l'avocat et Capgras le négociant également conseiller municipal.

Ce club visait entre autre l'organisation des futures élections municipales de Moissac.

Il est formé de 78 membres et Bousquet (que nous retrouverons) est l'administrateur. Chabrié père est le président et Chaubard (officier en retraite) le vice-président.

Et enfin Grabié est secrétaire avec Delbert Junior comme trésorier.

De tous ces noms apparaissent deux constations :-

-le caractère populaire et nombreux des membres du club

-le rôle dirigeant dans le club de la petite bourgeoisie démocrate

Les statuts font aussi apparaître un fonctionnement démocratique du club.

Chaque année il y a des élections pour élire la commission qui administre le club.

Le président est celui qui obtient le plus de voix.

Le cercle est ouvert c'est à dire que pour en devenir membre il faut être proposé par deux membres et il faut l'accord de la commission. Il est possible de passer outre cet accord avec 3/4 des suffrages de l'assemblée générale.

Le côté financier est tout aussi bien précisé. La cotisation est de 6 francs par an et peut-être payée par trimestre (pour ceux qui ne la paient pas tous les mois).

On peut supposer que ces deux exemples s'inscrivent dans un ensemble plus vaste de petites organisations indépendantes mais déjà vivantes et qui ont un objectif directement politique.

A Moissac par exemple on peut penser que l'activité du cercle n'est pas étrangère à la victoire aux municipales.

(victoire qui aboutira à la nomination de Chabrié comme maire).

La Franc-maçonnerie

En restant à Moissac on peut essayer de voir le rôle d'une partie de la Franc-maçonnerie dans la mise en place d'organisations politiques.

Cette interrogation est légitime à partir du fait que la Franc-maçonnerie est l'exemple de base d'une organisation et que des hommes politiques s'y retrouvent parfois en grand nombre. A Moissac donc, Chabrié père est le vénérable de la loge.

Avec Chabrié à sa tête on comprend que cette loge est plutôt républicaine.

Il faudrait inscrire cette question dans un historique des loges à Moissac mais pour cela, je renvoie à une étude de Daniel Ligou.

Concernant la période 1848-1851 ce que nous savons c'est qu'en Août 1850 le préfet juge bon d'interdire cette loge qui s'appelle La Parfaite Union.

Cette période de l'année 1850 est mouvementée à Moissac.

On a vu les problèmes du cercle de l'Union et son rôle dans les nouvelles élections municipales qui aboutissent à la nomination de Chabrié, père à la mairie de la ville et cette nomination ne durera que deux mois car l'affrontement est dur entre démocrates et les anti-démocrates.

L'interdiction de cette loge fait donc partie d'un plan d'action contre le pouvoir des démocrates. Le prétexte de l'interdiction est une visite que doivent faire à la loge le 19 août les deux représentants Détours et Delbrel. Détours était déjà membre de la loge et son père en avait lui aussi été un dirigeant.

Pour justifier cette interdiction auprès du ministre de l'intérieur le préfet précise que pour donner plus d'éclat à cette réunion ils avaient informé toutes les personnes affiliées résidant dans l'arrondissement de Moissac et de Castelsarrasin et professant les opinions républicaines les plus avancées.

Par cet acte de répression en apprend un certain nombre de chose

-la loge est établie sur le port à la maison Thial

-le vénérable est Chabrié père

-Courtes Jean est le détenteur des clefs : cordonnier à Moissac

-Mességué Jean Joseph est là au moment de la pose des scellés.

Il est maître bottier à Castelsarrasin. Ces deux hommes seront poursuivis après le coup d'Etat.

La décision du préfet est contestée avec l'argument suivant:

"A aucun moment la loge ne s'est détournée de sa mission de bienfaisance au profit des maçons dans le malheur ou de familles frappées d'indigence."

Le Grand Orient de France volera au secours de la loge de Moissac mais sans résultat. Le ministre de l'intérieur fera même des reproches au préfet et demandera la réouverture de la loge en Novembre 1850 après le départ de Détours et de Delbrel. Mais le préfet n'en fera rien puisqu'encore en avril 1851 il y a encore des demandes de réouverture.

En quittant Moissac et Castelsarrasin on peut se tourner du côté de Montauban où il y a au moins deux loges. Celle présidée par Nicolas « dont les principes démagogiques étaient notoires » et qui est composée de 49 membres discutait beaucoup de paupérisme, crèches pour enfants etc... et celle de Brécy "Les Arts Réunis" plutôt, tournée vers l'anti-démagogie.

Le rôle politique des loges est donc important (encore un exemple en 1863 la parfaite Union de Montauban aura Gustave Garrisson comme Vénérable) à la fais par l'activité qui s'y mène et par le modèle d'organisation qu'elles représentent.

Bien sûr, la nature du recrutement influe sur l'orientation de la loge.

A Moissac la loge de Chabrié est composée de la manière : suivante : 5 cordonniers, trois fondeurs, trois serruriers, trois tailleurs, un négociant, un messager, un avocat, un propriétaire, un maître de danse, un voyageur, un menuisier, un coiffeur, un forgeron, un marbrier, Au total 25 personnes avec Chabrié.

Pour terminer sur cette question citons plus largement la chanson maçonnique de Victorin Chabrié composé de 6 couplets. En voici deux:

"Aimons-nous bien: l'amour c'est la science
Qui rajeunit les mondes décrépits,
Amis, formons une sainte alliance,
Et dérobons les clés du Paradis.
Si dans nos cœurs, il fallait que la haine
Vint remplacer l'amour quelques instants,
Dans les anneaux d'une mystique chaîne,
Nos bras nerveux étreindraient les tyrans...

Fraternité, doux songe de la vie,
Descends sur nous des hauteurs du ciel,
quand la vertu de ce monde est bannie,
Ne serais-tu qu'un mirage éternel ?
Non, tu n'es pas une vaine chimère,
Que dans l'orage on aperçoit du port,
Viens établir ton règne sur la terre,
Et nous aider à défier le sort.

De la franche maçonnerie,
Suivons les fraternelles lois,
Fondons une chevalerie
De tous les fils des vieux Gaulois."

Je me disais aussi

En écrivant ces lignes je n'oublie pas que les guerres sont déclenchées par des enjeux qui dépassent les combattants. Je n'oublie pas que ce sont des groupes sociaux puissants qui envoient à la boucherie les soldats...et ils y vont.

Quand ils partirent pour la deuxième guerre mondiale tout le monde connaissait la célèbre phrase qui dit, au sujet de la première guerre : "ils croyaient mourir pour la patrie, ils sont morts pour le capital".

C'est que si des intérêts de classe commandent, ils commandent en se servant de réalités.

L'agressivité des hommes existe tout autant que la volonté des groupes sociaux dominants. Il y a seulement une différence de taille : l'agressivité des hommes est visible, l'action des capitalistes est cachée. Et il y a un ordre dans tout cela : c'est le pouvoir qui commande aux hommes (aux hommes du peuple cela s'entend).

Pour combattre ce pouvoir l'homme seul ne pouvait suffire. La nécessité de l'organisation politique apparaît donc tout d'abord du côté des républicains.

Cette orientation à gauche se double dans les quelques petites organisations qui existent d'une présence populaire réelle.

Et l'existence du suffrage universel est un stimulant pour cette organisation étant entendu que seuls les républicains voient plus loin que le simple comité électoral.

Nous avons donc commencé par les hommes et nous en venons à l'organisation.

Au nom de l'efficacité l'organisation politique a pris parfois le pas sur les hommes- et cela surtout si l'organisation a des objectifs révolutionnaires. C'est compréhensible.

Forger un parti c'est à dire un groupe d'hommes organisés, tirant dans le même sens pour arriver au but fixé n'est pas chose simple.

Avec cette époque 1848-1851 c'est l'enfance des partis en France. Viendra ensuite après 1870 la Constitution réelle et aujourd'hui s'annonce à mon sens l'âge d'or des partis politiques.

Le combat politique et social de Détours est porté aujourd'hui partout et ce combat doit maintenant être porté par tous.

Les partis peuvent rater le coche mais telle n'est pas mon impression.

Une nouvelle civilisation est en train de naître. Plus que toutes les autres organisations ils seront les accoucheurs.

Bien sûr tous les partis ne sont pas sur le même plan.

L'enjeu de la politique étant l'orientation de la société toute entière on comprend qu'aux forces de gauche luttant pour que cette évolution soit profitable à l'humanité toute entière s'opposent les forces de droite qui n'ont jamais pu constituer des partis politiques dignes de ce nom mais qui sont obligées vu la nature du combat de faire des efforts dans ce sens.

Et dans la gauche s'est établie une diversité depuis l'époque vaguement républicaine. Trois forces politiques se constituèrent : le parti radical, le parti socialiste (le premier) dont une partie donnera le parti communiste.

En tant que parti le radicalisme en a fini avec les beaux jours. Mais les trois forces ne font pas que se suivent, elles ont reconsidéré et retravaillé "l'héritage".

Cette genèse des partis intéresse donc tous les partis et elle a lieu de façon différente suivant les lieux.

Les remarques de ce chapitre restent très limitées et pour en apprendre davantage je renvoie au livre de Raymond Huard : "Le Mouvement Républicain en Bas languedoc".

"Assurément, les démocrates croient aux trompettes
dont les sonorités renversèrent les murailles de Jéricho."
Marx

Chapitre 7

La France a un président.
L'Assemblée constituante a fait son œuvre.
Elle a voté une Constitution sans y inscrire le droit au travail. Elle est dissoute.
Procédons aux élections pour mettre en place l'Assemblée législative.
Conditions générales de l'élection C'est pour le 12 et 13 Mai 1849.
Le débat entre les rouges et les blancs est maintenant assez connu des lecteurs.
C'est avec cette élection que commence le livre.
Et tout au long des chapitres est mentionnée l'évolution du combat politique.
Les expressions de rouge et de blanc ne sont pas de moi mais de l'époque.

Conditions en Tarn et Garonne

Nous ayons aussi évoqué la division particulière de la droite dans notre département.
Il y aura cinq élus soit un de moins qu'en 1848.
Voici les listes pour aller vite (à la place des candidatures individuelles de 1848):
-républicains : Détours, Delbrel (déjà élus) avec Chabrié pour Moissac,
Constans-Tournier pour Montauban et Constans Léopold pour Castelsarrasin.
-orléanistes avec Maleville
Pour les autres listes : rien de précis

Les résultats:

« Le scrutin a parlé. Les hommes d'ordre sont battus.

On voudrait en vain cacher la vérité, dissimuler la défaite. A quai bon? Nous n'avons pas peur du socialisme. Avec du courage et de la résolution nous en viendrons à bout."

C'est *le Courrier* qui s'exprime ainsi et c'est dire que la victoire n'est pas du côté des blancs mais de là à dire qu'il s'agit, d'une victoire du socialisme...

La victoire est celle de Détours et Delbrel qui sont réélus et qui trouveront avec eux Constans-Tournier. Chabrié et Constans Léopold ne sont battus que de justesse.

CES résultats surprennent la droite. Ils montrent que le vote républicain et démocratique a gagné les campagnes. Comme il se doit ce sont les arrondissements de Castelsarrasin et Moissac qui ont le plus voté à gauche.

Dans les cantons suivants c'est la liste républicaine qui arrive totalement en tête : Lavit, Montaigu, Lauzerte, Molières, Montech, Moissac, Castelsarrasin, Bourg de Visa.

Et la façon dont les résultats des candidats républicains se suivent ça montre que le vote a gagné en sens politique puisqu'on vote plus pour une liste que pour un candidat.

En effet entre Delbrel qui a eu le plus de voix et Léopold Constans qui en a eu le moins dans la liste on compte seulement 3000 voix d'écart sur les 20000 de moyenne. On comprend l'étonnement des réactionnaires qui dénoncent depuis plus d'un an le caractère extrémiste des républicains et qui voient comme résultat la montée républicaine.

L'impôt des 45 centimes un des thèmes de l'élection

En avril 1849 le sous-préfet de Moissac a besoin d'une compagnie armée cour faire respecter l'ordre dans son arrondissement.

Il s'agissait cette fois de Roquecor qui ne souhaitait pas payer l'impôt extraordinaire. Mais le 18 avril le sous-préfet peut écrire au préfet:

« Je ne prévois pas monsieur le préfet que la force publique puisse redevenir nécessaire dans cet arrondissement. La rentrée de l'impôt extraordinaire s'effectue maintenant avec quelques retards peut- être, mais à coup sûr sans nouvelle résistance."

Il nous faut donc préciser cette question qui souleva d'ailleurs des résistances déjà un an avant. La question de l'impôt est toujours au centre des révolutions. Par deux aspects: qui va payer ? que va-t-on faire de l'argent des impôts ?

Moins d'un mois après la révolution de 1848 cet impôt extraordinaire est décidé par le gouvernement provisoire. De quoi s'agit-il?

Chaque franc d'impôt à payer au titre des quatre contributions directes (contribution-foncière, nobiliaire, patentes et portes et fenêtres) était grevé de 45 centimes supplémentaires.

La contribution qui rapporte le plus est la contribution foncière et le bourgeois Garnier-Pagès voulait peut-être frapper ainsi l'aristocratie financière. Ne savait-il pas que La France était peuplée de petits propriétaires déjà dans une situation très difficile ?

Quant aux aristocrates ils trouvèrent mille et une ficelles pour échapper à cet impôt.

Notre département par sa structure sociale était donc très couché ce qui explique les nombreuses révoltes.

Elles eurent lieu surtout dans les cantons de Montaigu et Bourg de Visa.

Cette opposition est de deux sortes:

1- celle des légitimistes qui correspond à celle de l'aristocratie foncière et qui veut transformer cette opposition à l'impôt en opposition à la république;

2- celle des démocrates qui comme Ledru-Rollin, Barbés et même Détours ont compris dès le départ l'enjeu et la nature de cet impôt et ont pris fait et cause pour les paysans parcellaires. Ils proposaient à la place avec Louis Blanc 150 centimes sur les riches en général.

Détours va donc faire sa campagne électorale en demandant l'abolition de cet impôt. *Le Courrier du Tarn et Garonne* lui en fera reproche car le journal sait que déjà au moment des élections présidentielles cette question était apparue comme importante. Le 2 décembre un lecteur de Moissac s'exprima ainsi dans ce journal:

> "Les paysans qui devraient être les plus dévoués partisans et les plus fermes soutiens de la République ont adopté spontanément la candidature de Louis Bonaparte. L'impôt des 45 centimes sanctionnés par l'Assemblée Nationale doit être accepté par nous comme un patriotique sacrifice et religieusement acquitté [on dirait en 1982 un effort de solidarité] Mais il est permis de dire que la République n'a pas assez fait pour les paysans et ne s'est pas encore révélées à eux par ses bienfaits. On leur a même refusé cette justice si souvent réclamée: l'allègement de l'impôt foncier. Les charges les plus lourdes pèsent sur la terre, les paysans ne peuvent plus s'enrichir."

Voilà donc comment la question est traitée par ce lecteur du Moissac et voyons maintenant comment elle est traitée par les petits paysans de Miramont et de St Nazaire de Valentane qui sont dans les environs de Moissac.

Cette affaire est mentionnée dans *le Courrier* du 19 juin 1848 (nous revenons en arrière). C'est le percepteur qui publie une lettre (ou à l'inverse : on publie une lettre du percepteur). Il décrit les évènements et il se plaint d'avoir été calomnié. Cette affaire étant passée, devant les tribunaux voici quelques détails pris dans les dossiers.

L'affaire de l'impôt des 45 centimes à Miramont et St Nazaire

A St Nazaire de Valentane le 12 juillet vers Midi c'est la plantation de l'arbre de la liberté. Mais cette plantation n'est pas ordinaire. Devant tous les habitants sur le foirail de la commune, avec l'arbre, va apparaître accrochées à celui-ci une potence avec un drapeau noir au bout, à la hauteur de 5 m, et avec 4 crochets, destinés à pendre ceux qui paieraient l'impôt des 45 centimes.

L'affaire est sérieuse. Vite les gendarmes sont sur les lieux. Personne ne connaît les coupables, pas même le maire, "qui n'ose pas ou qui ne souhaite pas faire enlever cette potence". Par conséquent 260 hommes armés qui sont d'abord passés à Miramont passent à St Nazaire. Quand ils arrivent ils n'aperçoivent plus le drapeau noir mais le drapeau national et les crochets avaient disparu.

Jean Grasset le premier à avouer, déclare avoir fourni le bois de la potence et prêté la scie. Comme l'indique son action dans l'affaire : il est menuisier. Il a même fait l'entaille dans l'arbre pour accrocher la potence.

Jeanne Lagardelle avait prêté son tablier noir mais rassurez-vous elle ne connaissait pas l'usage que l'on allait en faire. Elle a 29 ans et est boulangère.

Et les gens sur la place, qui les a convoqués ?

Jean Lacoste (garde-champêtre) prétend qu'il a été obligé de prendre le tambour pour appeler la population à participer à la manifestation.

En fait deux propriétaires Bernard Garrigou 39 ans et Raymond Ducasse 46 ans semblent être à l'origine de l'affaire.

Il m'est impossible de dire leur tendance politique.

On a confirmation quand on sait que c'est Garrigou qui est passé faire la quête avec un plat à barbe de Lacoste. Il fallait bien payer les divers accessoires dont l'arbre qu'ils avaient pris de force chez Birou, et les crochets qu'ils avaient réalisés chez le forgeron Marchet.

Enfin un écriteau avait été prévu. Il fut retrouvé chez le menuisier. En belle écriture et sans faute d'orthographe on pouvait lire:

"République Française. Liberté, Egalité, Fraternité."

Nous nous opposons au payment des 45 centimes

jusqu' à ce que le gouvernement soit bien assis."

Comme pour Miramont, tous passèrent devant la cour d'assises du Tarn et Garonne et tous furent acquittés.

A Miramont la scène fut la même. L'écriteau fut accroché mais il était plein de fautes d'orthographe et il visait davantage le percepteur que l'on se proposait de pendre.

Le prétexte aussi était différent : c'était le jour de la foire.

Quant aux personnes participantes c'est le même schéma.

Deux propriétaires : Jean Sardois et Anselme Gras, la boulangère, le cordonnier.

L'acquittement eu lieu le 23 Novembre 1848.

Le motif d'inculpation avait été le suivant : provocation par la désobéissance aux lois par des discours, attroupements, expositions d'instruments de supplice.

Au bout du compte *le Courrier* reconnaît que 8 paysans sur 10 refusent d'acquitter une contribution d'autant plus pesante que les produits du sol sont tous à très bas prix et trouvent peu de débouchés.

Nous avions déjà évoqué la question des impôts au sujet des impôts locaux de St Antonin où les riches du conseil municipal eurent l'intelligence de décréter qu'il n'y avait pas de riches à imposer dans la commune.

A Montauban pendant la période de la commission provisoire il en fut autrement.

C'est dans la séance du 8 juin 1848 que le conseil municipal prit des dispositions nouvelles concernant les droits d'octroi- que les marchandises devaient payer en entrant en ville.

Ces droits nouveaux concerneront plus particulièrement les objets consommés par les gens aisés de la ville et qui sont donc des objets de luxe. Sans les citer tous nous indiquerons : truffes, perdrix, bécasses, lapins sauvages, cailles, lièvres, grives, huîtres, café, chocolat, orange, limones et citrons...

Et dans le même temps les droits sur les sardines et harengs sont supprimés.

Vous savez ainsi qui mange quoi !

La question de l'impôt se pose donc à tous les niveaux et à toutes les époques.

C'est le seul thème du débat électoral que nous évoquons à avoir été marquant.

Pour en finir avec cette élection revenons aux résultats.

Ils seront une nouvelle fois présentés avec une carte et un tableau et nous prendrons quatre candidats avec les pourcentages. Ces résultats furent donnés avec moins de précision qu'en 1848 par *le Courrier du Tarn et Garonne* et comme pour les présidentielles il peut y avoir quelques erreurs.

Parmi les problèmes en voici un qui est apparu à Verfeuil:

"C'est mal à propos que le bureau du collège électoral de Verfeuil n'a pas tenu compte de 173 bulletins pour le motif que la particule De qui précédait le nom de divers candidats renfermait une qualification inconstitutionnelle."

Au niveau national les républicains auront 200 à 210 députés sur 715.

Il n'y eut pas à attendre les débats parlementaires pour arriver à ce chiffre tellement à l'inverse de AB les opinions étaient tranchées.

Cette élection législative de 1849 sera une élection de référence à plusieurs titres.

-C'est la première élection au suffrage universel à être vraiment politique au niveau du pays tout entier et après une année d'affrontements qui constituèrent les éléments du rapport des forces

-Cette élection ne sera suivie par une autre authentique que plus de 20 ans après.

Depuis on constate des données qui ont persisté à travers le siècle, d'autres ont évolué.

Du côté des persistances : Caylus toujours aussi peu à gauche et à l'inverse le coin de Castelsarrasin, Moissac toujours à gauche.

Du côté des évolutions (moins nombreuses semble-t-il) : Molières et Montpezat qui sont passés de gauche à droite,

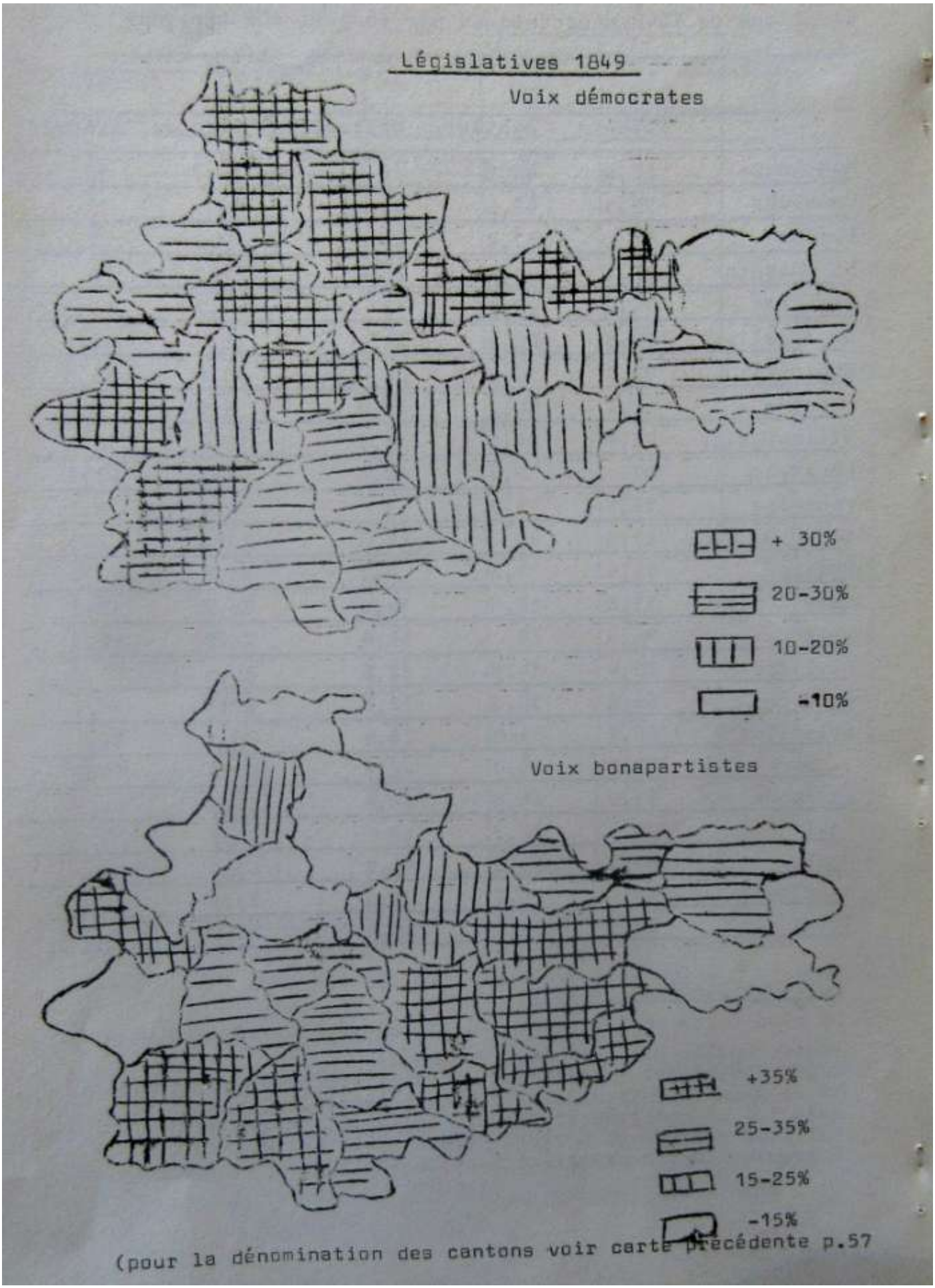
Elections de 1849:pourcentages par rapport aux exprimés

	votants	Janvier	Malleville	Détours	Chabrié
Montauban	65,5	44,2	16,2	16,7	17
Caussade	72,5	46,6	35,1	16	14
Caylus	72	27,2	24,3	0,5	1,4
St Antonin	66,3	31,2	25,4	21,3	20
Molières	74,4	23,2	13	41,7	41,3
Negrepelisse	67,3	48,4	34,4	12,7	12,5
Montpezat	72,2	30,8	25,1	38,8	35,5
Monclar	68,4	58,3	36,7	6,9	4,5
Villebrumier	73,8	54,3	35,7	11,6	10,4
Lauzerte	67	9,4	10,3	46,7	45,3
Montaigu	77,5	5,7	9	35,6	38,5
Bourg de Visa	67,8	20	25,9	29,8	32,3
Moissac	74,6	7,2	9,2	51,2	42,6
Lafrançaise	71,6	18,8	15,8	21,9	13,1
Valence	74,5	19	44,6	21,9	20,6
Auvillar	80,4	14,9	32,2	26,4	25,8
Montech	66,8	30,3	12,8	29,9	27,9
Grisolles	66,9	34,4	28,4	20,7	14
Verdun	78,8	39,3	42,4	21,3	16,8
Beaumont	77,9	64,5	58,6	26,2	24,5
Lavit	70	22,3	18	32,9	29,9
Castel	81,5	25,5	18,2	41,7	40,5
St Nicolas	75	28,6	20,5	17,3	11,5
Total	71,9	31,1	24,4	25,9	23,7

Quelques lectures rapides

La plus forte participation électorale:Castel;et la plus basse Montauban.Qui dit que c'est étonnant!
4 candidats sont inscrits:un bonapartiste(Janvier),l'orléaniste et deux républicains.Mais où est passé le légitimiste!
Avec lui on comprendrait mieux les résultats de Caylus!
Meilleur score pour Détours:Moissac puis Castel.
Poursuivez votre propre lecture du tableau.

- 71 -


Législatives 1849
Voix démocrates
+ 30%
20-30%
10-20%
-10%
Voix bonapartistes
+35%
25-35%
15-25%
-15%
(pour la dénomination des cantons voir carte précédente p.57

Les évènements de Juin 1849

Les élections de 1849 marqueront la suite des évènements par ce double résultat:

-il montre la faiblesse des républicains démocrates

-il montre la poussée de ces mêmes républicains et cette poussée inquiète beaucoup la droite.

"Si le 23 juin 1848 fut l'insurrection du prolétariat révolutionnaire, le 13 juin 1849 fut l'insurrection des petits bourgeois démocrates, chacune da ces insurrections étant l'expression pure et typique de la classe qui l'animait."

Et on comprendra, sur cette présentation de Marx des évènements, que si le Tarn et Garonne ne trouva personne pour applaudir franchement l'insurrection populaire de juin 1848, il trouva au contraire beaucoup de militants pour essayer de donner une résonnance locale aux évènements parisiens de juin 1849.

Le commissaire de Castelsarrasin nous indique de quelles manifestations il s'agit:

"Vers 9 heures du soir je vis sur la place de la halle, une troupe d'individus au nombre de soixante environ. Ces individus étaient rangés par pelotons de 6 ou 7 de front et chantaient La Marseillaise, Le Chant du Départ, La Girondine et après chaque couplet faisaient retentir des cris : Vive Ledru-Rollin, Vive la Montagne, A Bas les blancs !

Ils ont parcouru la rue nationale, la grand rue St Jean, la rue St Louis, la place du château, Avant qu'ils ne fassent un second tour de ville nous les avons arrêtés et nous avons fait remarquer qu'il était 10 heures du soir et que leurs cris troublaient la tranquillité publique. Ils se séparèrent mais furent reconnus les personnes suivantes : Philip Achille, Bergé, Flamens, Rebel, Bas tard, Chamaison, Trémolières, Mésségué, Pasquier, Revel, Bordes, Lafforgue, Manié, Rey, Bayrou."

Rien d'autre ne se produisit.

Mais par la suite le pouvoir en place décréta que tout ce qui s'était produit autour du 13 juin 1849 faisait partie d'un complot national et il fit passer devant les tribunaux un certain nombre de personnes. Pour Castelsarrasin c'est encore Achille Philip qui va passer devant les tribunaux. Il est déclaré avoir été l'organisateur de la petite manifestation.

Le 16 juin 1849 il aurait été vu revenant de Moissac avec son tilbury et il aurait déclaré à des paysans : "Ce n'est pas ainsi que l'on porte les faux en ce moment. Il faut les mettre à rebours et le temps n'est pas loin où vous pourrez vous en servir."

Avec Philip passeront aussi devant les tribunaux pour avoir participé à ce grand complot : Victorin et Pierre Chabrié, et Jean Isidore Levet de Montaigu ce qui montre que d'autres manifestations eurent lieu dans le département.

Y-a-t-il eu vraiment obéissance à un mot d'ordre nations ?

Quoiqu'il en soit l'affaire échoua lamentablement et partout les manifestations se terminèrent comme à Castelsarrasin. On reviendra plus loin sur le cas d'Albi.

Philip sera une nouvelle fois acquitté mais la gauche sortira à nouveau affaiblie de l'épreuve. Ledru-Rollin s'exile, la Montagne est décapitée. L'affaire du 13 juin n'avait pas pour thème la Pologne comme en Max 1848 mais l'Italie.

L'armée Française sous les ordres de Bonaparte attaque Rome, chasse les patriotes et ouvre les portes au Pape qui s'était enfui après la révolution.

C'était là un acte contraire à la Constitution et les démocrates français ne pouvaient pas laisser sans réagir leurs camarades italiens dans le désespoir.

La riposte sera vraiment puissante à Lyon. Il y aura une dizaine de morts et de nombreuses arrestations. Est-ce dans le cadre du complot du Sud-est que Philip se préparait à se battre ? Tels sont les évènements qui marquent en France et en Europe le nouveau rapport de force.

Je me disais aussi...

Ah !cette deuxième semaine de Mai 1852 !

En 1849 Ledru-Rollin et ses amis sont battus mais attention! Pensez aux élections de 1852 ! A Mansonville le boulanger Vigneaux portait toujours une "carnassière" avec l'inscription 1852. L'année 1850 que nous allons étudier sera marquée par une restriction du suffrage universel ce qui aura pour effet contraire de renforcer le sentiment d'une victoire inévitable des démocrates en 1852.

A Moissac on avait inventé le Drim Drim de Moissac:

"Le beau soleil suit celui qui se lève
Jour de bonheur, triomphe plein d'éclat,
Homme d'argent votre régime s'achève...
...
Les insensés certains de la victoire
Aux montagnards ils prédisaient déjà
Cent voix au plus, mais hélas quel déboire !
Les urnes s'ouvrirent et leur nez s'allongea...

C'est par les urnes que le régime "des hommes d'argent" va s'achever, Cette idée est nouvelle. Quels sont ses rapports avec la question de l'insurrection populaire ?

La nouvelle révolution (peu claire aux yeux de l'époque) qui verra la prise du pouvoir de la majorité du peuple sur la minorité pourra-t-elle s'accomplir comme les précédentes ? Marx venait de publier le manifeste du parti communiste.....

"Le suffrage univers doit, être et sera l'instrument
de toutes les réformes sociales. "
Renouvrier

Chapitre 8

Petit abrégé des évènements de l'année
Mars-Avril : des élections complémentaires
Mars : vote de la loi Falloux (déjà traité)
Mai : début du débat pour la révision de la Constitution, Bonaparte cherche un moyen légal pour transformer une Constitution qui ne lui permet pas d'être candidat en 1852.
Mai : Restriction du suffrage universel par une loi de l'Assemblée.
L'attaque de la réaction ne s'arrête pas là.
Août : Mort naturelle de Louis Philippe.
Octobre : Arrestation des comploteurs du Sud-est.
En bref : la France fonce vers la droite,

Moissac à l'inverse de l'évolution nationale

La réaction est en pleine effervescence; elle cherche celui qui va remonter sur le trône. Pendant ce temps à Moissac les républicains gagnent les élections. Quelle indigestion pour les réactionnaires locaux ! La riposte ne se fera pas attendre !

La victoire aux élections municipales de mars 1850 est complète : tous les candidats de la liste républicaine sont élus. Celui qui a eu le plus de voix est Capgras Henri (1559) puis vient Chaubard Emmanuel et Delbret Junior et Delbrel représentant du peuple (médecin et non pas avocat comme je l'ai indiqué à tort au début) est là aussi puis vient Détours 1489, Chabrié père 1479 etc...

Le score le plus faible est de 1357 et le score le plus fort de l'autre liste conduite pas Massip maire sortant est de 958. Pour une victoire c'est une victoire !

Elle méritera un bel article dans l'Emancipation (journal toulousain).

Massip et Lagrèze-Fossat se sentiront diffamés par cet article.

Ils porteront plainte sans résultat.

Les élections avaient eu lieu le 17 Mars et l'article est paru le 23 Mars.

Il commençait ainsi:

> "Vous savez que la démocratie de Moissac vient de donner à nos incorrigibles réacteurs une rude et éclatante leçon... Laissons-les donc se rouler dans leur fange. Le peuple vient de rendre un arrêt souverain. Puissent leurs remords être notre vengeance."

L'article n'est pas signé et Chabrié père en blâmera le contenu.

(Concernant la vengeance il faut savoir que Massip redeviendra maire).

(Et pour la vengeance de la vengeance que Chabrié Pierre sera maire plus de 20 ans).

Revenons aux propos diffamants de l'article qui montre dans quelle ambiance ont eu lieu les élections:

> "Quelle audace et quels moyens n'ont-ils pas employés ! On a vu des candidats polluants une œuvre de charité faire l'aumône à des pauvres gens- à la condition de voter pour eux et sous la menace de plus recevoir aucun secours. La municipalité elle-même en envoyant les cartes d'électeurs aux habitants de la campagne par les garde-maires, les faisait suivre d'un bulletin électoral."

Par cette affaire on apprend qu'il y a seulement trois abonnés au journal L'Emancipation : Bousquet le cafetier, Massip (pas confondre avec le précédent) autre cafetier et Capgras Henri, négociant. Rappelons que Capgras est un personnage influent du cercle de l'Union, qu'il a eu le plus de voix aux municipales et que le premier député socialiste du Tarn et Garonne s'appellera Capgras (je n'ai pas encore cherché s'il y a vraiment parenté).

Les numéros de ce journal reçus dans les deux cafés républicains sont lus à haute voix et c'est de là que vient l'impact de l'article.

Le nouveau maire doit être choisi parmi les élus. Chabrié père sera proclamé maire le 21 Avril 1850.

Il s'exprime ainsi à cette occasion :

"Au milieu de l'agitation des partis, et dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, la tâche qui m'est imposée est peut-être au-dessus de mes forces. Mais je suis enhardi par le bon esprit de la population de Moissac et je compte sur les sentiments patriotiques qui l'animent pour accomplir mon œuvre de dévouement. Puissamment secondé d'ailleurs par d'honorables collaborateurs et soutenu par un conseil municipal sincèrement attaché à la République, j'ai l'espoir que l'administration répondra aux vœux du Peuple."

Mais les "réacteurs ne baisseront pas les bras.

Moins de 15 jours après la proclamation du maire, Bousquet, va être dénoncé parce qu'il expose dans des lieux publics des signes et des symboles propres à propager l'esprit de rébellion. Défendu par Détours il sera acquitté le 10 septembre 1850.

Mais pendant ce temps le maire aura changé.

L'affaire s'est déroulée le 4 mai 1850. A Moissac comme dans d'autres endroits a été organisée une fête en l'honneur du l'anniversaire de la proclamation de la République.

Bousquet crut bon d'illuminer son café. Des lampes et des globes sont donc allumés. Mais ils sont rouges "couleur sinistre". Et sur les vitres, imaginez! des bonnets phrygiens.

De là, une perquisition : trois bustes découverts, un de la liberté et deux de Ledru-Rollin. Et enfin autre élément du crime : cette inscription : "A la vieille et à la jeune Montagne de 1793 et de 1848." Bousquet est très poli. Il efface l'inscription, reconnaît avoir posé les lampes et globes. Mais la plainte qui le même devant les tribunaux concerne surtout une volonté du procureur de la République de faire interdire le Cercle de l'Union.

Cette interdiction est publiée le 7 Mai 1850 sous forme d'un arrêté du commissaire de police. Il s'agit là d'un exemple de l'accroissement de la répression d'Etat qui se développe.

Pensez ! il s'agissait de fêter la république alors que l'on était encore en république!

Les troubles de Montauban

De Moissac on passe sans transition à Montauban comme s'il s'agissait uniquement de visiter le département. En fait les éléments qui sont donnés visent à saisir le développement de la situation et du rapport de force entre "réacteurs" et démocrates dans le département et dans le cadre national.

L'exemple de Montauban apporte quelques nouveautés.

Comment Montauban, ville si calme, si paisible peut-elle être "troublée" ?

Les 2, 3 et 4 Mars 1850 c'est le tirage au sort à Montauban.

Et il est de tradition que les jeunes fassent la fête en ville. Rn 1850 elle prit un ton politique. Le 2 Mars le préfet fut salué aux cris de: "Vive la République! Vive la Montagne !". Dieu quelle audace !

Aussitôt crié aussitôt incarcéré, le jeune homme audacieux.

Puis devant la pression de la foule : aussitôt libéré.

Alors le soir, selon l'usage antique et solennel, ce sont les chansons qui apparaissent.

Mais la politique persiste. Pourquoi leur fallait-il un drapeau tricolore pour chanter?

Pourquoi chanter des chansons "engagées" ? (voir plus loin *le Bourgeois et le prolétaire*). Pour le maire de Montauban, tout cela est de trop.

Il publie un arrêté qu'il fait aussitôt afficher.

Vu la loi du 24 avril 1790 titre 2, vu la loi du 22 juillet 1791 titre 1 article 46, vu la loi du 18 juillet 1837, ensemble les arrêtés règlementaires de police rendus par nos prédécesseurs;

Considérant que depuis quelques jours il se forme sur divers points, des attroupements qui troublent la tranquillité publique ; que hier soir ces attroupements plus nombreux que précédemment, on parcouru la ville avec un drapeau pour signe de ralliement ; et qu'en outre les chants et cris proférés hier au soir par les allusions qu'ils renferment, pourraient provoquer une collision, qu'il est du devoir de l'autorité d'empêcher en prenant des mesures de prévoyance aussi promptes qu'énergiques.

Arrête :

Article premier : Tout attroupement est défendu.

Article 2 : Toute espèce de chants ou de cris sont défendus, soit de nuit, soit de jour.

Article 3 : Il est défendu à toute personne de porter dans les rues, établissements, ou lieux publics aucune espèce de drapeau sans la permission de l'autorité municipale.

Article 4 : Les contrevenants aux dispositions ci-dessus, seront arrêtés et poursuivis conformément aux lois.

Article 5 : Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement mis à exécution.

Et c'est signé à la date du 3 Mars 1850 par le maire Ch. Grosilhes avec l'approbation en ce même 3 Mars du préfet Auguste Taillefer.

(preuve que maire et préfet peuvent même travailler un dimanche).

Il nous fallait citer ce document en entier pour "l'objectivité des faits", pour faire mesurer jusqu'où allait déjà en 1850 la répression, pour montrer comment des lois de 1790 et 1791 pouvaient encore servir en 1850 etc.

Maintenant voyons ce qu'en dit le journal *l'Emancipation* :

> "De la sorte que dans la journée on était à se demander si on serait emprisonné pour avoir crié : Vive la République ! Cela pourrait bien se faire disait-on car monsieur le maire entend la liberté en ce sens : tout est permis contre la République, rien pour elle."

et le journal donne la merveilleuse riposte des jeunes montalbanais :

> "Ils ont dit : les chants, les cris sont défendus, nous sifflerons. Et le soir environ mille sifflets ont déchiré les oreilles des promeneurs. Que fait un comédien lorsqu'il est sifflé ? Il quitte la scène. Monsieur le maire fait tout autrement : il fallait montrer de l'énergie et ceint d'une écharpe il parcourt en Changarnier tous les quartiers de la ville."

Ce 3 mars il y eut quelques arrestés mais le maire dans son paternalisme les a relâchés. Malheureusement pour lui le lundi soir tout recommença comme la veille. Les groupes se formaient sur la Place nationale et partaient vers la place de préfecture. Dès que la police se montrait c'était la dispersion. Cette partie de cache-cache dura plusieurs fois jusqu'au moment où la police captura les jeunes : Eugène Carman 27 ans, perruquier, Antoine Audibert carrossier, Grenié Jean ouvrier, Français Lannes 22 ans chaisier.

On peut remarquer le caractère populaire des arrêtés qui étaient accusés d'avoir crié : « A bas le préfet, Vive la Montagne, à bas les blancs, vive les rouges. »

Finalement les inculpés sont acquittés.

A croire que la justice est moins réactionnaire que le maire et le préfet.

Anecdote

Un jeune témoin avoue, après avoir été interrogé, qu'il a reçu d'une personne se promenant avec sa femme au bras a eu 4 sifflets. Il s'est alors permis d'en revendre trois à 50 centimes (ils valaient 1 Franc à l'origine et tous les marchands de la ville avaient été dévalisés). Il avoua aussi avoir chanté «une chanson patoise» mais nous n'en avons pas retrouvé les paroles par conséquent le lecteur se contentera en fin de chapitre de la chanson française : *Les Bourgeois et les prolétaires*.

Deux affaires à Lavit et Auvillar

Nous continuons ce petit tour du département par une affaire qui touche le pharmacien de Lavit "le plus actif membre du parti démagogique".

Il s'est fait remarquer pour avoir fait signer des pétitions dont une dans l'intérêt de Détours et une autre pour demander la réduction de l'impôt sur les boissons.

Cette fois la pétition s'inscrit dans une campagne nationale des forces démocratiques.

Elle arrive par hasard entre les mains de Bach (tel est le nom du pharmacien). C'est en lisant *la Presse* chez le chef receveur de l'enregistrement qu'il découvrit la pétition lancée par Emile de Girardin créateur de ce journal. Emile de Girardin est donc républicain député du Bas-Rhin mais un républicain sans plus. D'ailleurs après un bref exil suite au 2 Décembre son journal reparaîtra.

Voyons cette pétition lancée fin avril 1850 :

"Le mandataire qui anéantit le droit de mandat détruit son mandat. Voilà le principe tirez-en les conséquences. Sachez-le, voter le projet de loi électorale qui vous est présenté c'est voter la loi sur laquelle on s'appuiera demain pour proposer votre dissolution. C'est une nouvelle proposition Rateau."

Ce texte de pétition appelle à s'opposer à la proposition de loi qui vise à restreindre le suffrage universel. Le corps électoral repasserait avec cette loi de 9 à 6 millions. Comment ?

Pour être inscrit il fallait 3 ans de domicile continu, pas de condamnation même infime, et être inscrit au rôle de la taxe personnelle.

Les exclus sont donc les pauvres, les chômeurs, les petites gens qui ont eu un problème avec le garde-champêtre.

L'Assemblée de 1849 n'étant plus représentative du nouveau corps électoral Emile de Girardin craint une dissolution et la réélection des amis de l'ordre.

Bach trouvant cette pétition va s'écrier:

"Voilà bien notre affaire. Il faut que chaque localité fasse sa pétition".

Bach va donc faire signer la pétition. Reçue ensuite à l'Assemblée législative elle va être étudiée comme toutes les autres (c'est un ordre) par le ministère de l'intérieur et on découvrira pour celle de Lavit que les signatures ne sont pas toutes vraies.

Pour s'expliquer Bach répondra qu'il avait mis la pétition dans son magasin et qu'on la lui a volée pour ensuite le discréditer, on y a mis des fausses signatures.

Défendu par Manau "avec son habileté et son éloquence habituelle "(propos *du Courrier*) il sera acquitté.

Par rapport à la question de l'organisation des républicains posée par ailleurs, nous pouvons noter au sujet de cette affaire deux choses.

D'une part elle ne fonctionne pas puisque Bach apprend l'existence de cette pétition par un journal alors qu'il est un républicain notable.

En même temps nous pouvons noter de la part des républicains une volonté de s'appuyer sur les masses populaires pour mener leur action politique. Cette volonté n'est pas et ne peut pas être immédiate car il faut penser au parlementarisme.

La nouvelle loi électorale sera tout de même votée par l'Assemblée malgré les 500.000 signatures rassemblées par les républicains. Pour 443 et Contre seulement 241.

Cette loi infâme du 31 mai 1850 aura de nombreuses conséquences et en particulier on enregistrera à ce moment là le passage définitif de Victor Hugo dans le camp républicain.

Concernant maintenant Auvillar nous partons un peu à l'étranger. En effet l'arrestation d'un jeune vendant des bustes de Barbés et de Ledru-Rollin est celle d'un Italien. (Vraiment où sont donc passé aujourd'hui tous ces bustes !).

Il s'appelle Nagliansi et il est figuriste. Il habite Montauban avec sa femme. Il a fallu le garde-champêtre d'Auvillar pour mettre un terme à son commerce. Comme pour Bousquet il est arrêté car voilà des signes et des symboles propres à propager l'esprit de rébellion, à troubler l'ordre public, la paix publique.

La tranquillité publique à bon dos ! Vous ne trouvez pas !

Il était en France depuis 1843 et comme tous les étrangers il était sous surveillance "au cas où il aurait abusé de l'hospitalité qui lui était donnée».Nous dirions aujourd'hui "au cas où il mangerait trop le pain des Français". Cette arrestation dont nous ne connaissons pas les suites s'était produite le 15 octobre 1850.

Donc avec ce prétexte nous allons partir pour l'Italie qui n'est pas encore l'Italie. Garibaldi s'y était fait remarquer en 1849 au moment où est proclamée la République romaine et la France se fera donc remarquer puisqu'elle va voler au secours du Pape et fait reculer Garibaldi et les autres républicains romains.

Alors que les combats en France sont des combats "internes" autour de l'orientation de la politique nationale, en Italie il s'agit encore de savoir comment constituer la nation italienne encore éparpillée et pour une partie sous domination autrichienne.

Les républicains italiens furent très souvent obligés de s'exiler et en particulier Mazzini avec qui George Sand eut beaucoup de contacts.

Aussi bien par les dirigeants que par les petites gens comme Nagliansi en Tarn et Garonne, les démocrates français et italiens sont très liés. Mazzini montre à George Sand une différence entre démocrates français et italiens : alors que les français veulent en 1848 s'en tenir aux limites de la France (ils ne veulent pas affronter la guerre qui marqua la première révolution) Mazzini et ses amis ne rêvent que de révolte européenne car pour lui l'Italie ne peut se sauver que par l'Europe. Ce trait reste présent dans l'esprit italien et peut-être le nombre important d'Italiens qui quittèrent leur pays, a joué.

D'autres révolutions se produisirent dans les autres pays d'Europe en cette période du siècle (je renvoie à des histoires générales de la révolution).

Nous terminons ici ce tour d'horizon de l'année 1850 à travers le Tarn et Garonne. Comme partout retenons un climat de répression.

Quelques faits de 1851.

Ce sont les derniers efforts de Bonaparte pour arriver à faire modifier la Constitution. Il fera poser la question devant les conseils généraux.

La révision avait été proposée à l'Assemblée législative en 1850 mais elle n'avait pas obtenue la majorité des 3/4 nécessaire constitutionnellement.

Devant les Conseils généraux la question est reposée pour faire céder les députés.

En Tarn et Garonne les Républicains pour contrer la demande utiliseront la stratégie mise au point par Marie. Les Conseils généraux ne sont que des organes administratifs, ils n'ont pas à se prononcer sur cette question politique.

Marie s'exprime ainsi dans le journal *Politique Nouvelle*:

> « Je n'aime pas, dans ses excès surtout, la centralisation administrative mais j'aime jusqu'à l'absolu la centralisation politique. L'unité de la France sous cet aspect ne date pas de la Constitution de la République. Elle est née le jour où se débarrassant

des dernières entraves de la féodalité et de la monarchie, elle s'est posée fièrement au sommet de la spirale immense qui enveloppe de ses contours fermes et indivisibles le peuple tout entier. Elle a fait ses preuves. C'est plus qu'une vérité s'est un dogme. Diviser cette force c'est l'affaiblir et l'affaiblir c'est un attentat."

Donc pas question d'affaiblir le pouvoir de l'Assemblée législative sous peine de diviser le pouvoir politique du pays.

Chabrié est donc intervenu au Conseil général en posant la question préalable pour empêcher toute discussion de la révision de la Constitution. Il obtient 10 voix contre 13 à ses adversaires. Ensuite sur le vote de la révision Chabrié obtient 6 voix sur son texte. C'était là les voix républicaines.

On peut mesurer le rapport de force qui règne dans le Conseil général. Et au bout du compte le Tarn et Garonne sera un des rares départements à voter pour la révision de la Constitution.

C'était là le mois de Septembre 1851 et le mois suivant Détours revient dans le département pour préparer la campagne électorale de 1852.

Le 2 Octobre 1851 il est à Sainte Thècle dans le canton de Moissac. C'était jour de fête et *le Courrier* prétend que "leurs phrases et leurs lieux communs moisis vinrent se briser misérablement contre le bon sens et la raison qui domine encore dans nos campagnes" (parce que dans les villes...)

Un conservateur s'opposa à nos "avocats sans cause".

Et dans cette fête patronale il sût faire entendre un langage "conforme aux habitudes d'ordre et de travail."

Ensuite le 4 octobre ils partirent pour "la patrie de ce fameux apothicaire qui naguère l'échappa belle devant notre cour d'assises". Et *le Courrier* prédit que là à Lavit comme ailleurs "leur charabia sera bafoué et conspué et leur phraséologie patoise obtiendra un magnifique succès ... négatif."

Voyez nos conservateurs savent faire de l'humour !

Et le 6 ils sont à Montech. De "rapsode socialiste" Détours deviendra "le plus pur montagnard". Il avait avec lui deux de ses adeptes en herbe qui sont deux notabilités de Lavit dont Bach le pharmacien.

Cette réunion de Montech provoquera une polémique.

La Civilisation et l'Emancipation donneront un compte-rendu. Victorin Chabrié signe l'un d'eux. Il indiqua que le commissaire de police avait eu une attitude modérée et celui répond qu'il ne pouvait y avoir trois cents personnes, qu'il y avait aussi beaucoup de curieux et qu'en fait 30 à 40 personnes seulement étaient là pour leurs sympathises républicaines ce qui est peu vu le rappel « à la grosse caisse ». Il reconnaît avoir donné l'autorisation de réciter certains vers d'une tragédie restée inédite de 93 et il ne pouvait faire autrement ne connaissant pas la contenu de ces vers qui était au demeurant assez modéré. »

Enfin le 12 Octobre 1851 « les gros bonnets de la démocratie » se réunirent à Montauban pour mettre au point la publication d'un journal. Les 5 ou 6 convives se mirent d'accord pour considérer que ce journal devenait indispensable pour répondra les idées démocratiques.

Cette indication du *Courrier du Tarn et Garonne* nous est confirmée par une convocation trouvée chez Ribaud à Dunes au moment de la perquisition qui suivit le coup d'Etat. C'est Flamens de Castelsarrasin qui dit:

"Vous êtes prévenus que la réunion générale des actionnaires pour la fondation du journal républicain démocratique est définitivement fixée au 15 courant à 6h du soir à Montauban. Salut et fraternité »

Signé : Lagravère, Rigal de Lastours, Chabrié Victorin, Calas, Bertal, Marty, Martin.

Pour Montauban, tous les noms figuraient déjà dans la liste des membres du comité central républicain démocratique. Il s'agit de Lagravère, Calas, Lacaze et Marty.

Dans cette période Détoura sera passé à Caylus, Nègrepelisse, Caussade etc.

Anecdotes

Changement à Castelsarrasin et Moissac de l'inspecteur primaire. *Le Courrier* est heureux de communiquer cette information à ses lecteurs. Pensez ! "les instituteurs primaires vont rester maintenant dans les limites de leur rôle et de leur devoir. Ils ne pourront plus être des agitateurs politiques et le socialisme peut renoncer à ce moyen de propagande qui lui a été naguère si utile pour répandre les mensonges et les calomnies."

C'est exagérer l'action des instituteurs de Castelsarrasin et Moissac car si deux furent révoqués après le coup d'Etat aucun ne furent victimes de peines les plus grandes.

En septembre passe à Moissac un ancien membre du gouvernement provisoire. Cette personnalité, Crémieux est accompagnée de Détours. Ils viennent d'Agen où a eu lieu un procès important. Ils arrivèrent en calèche vers 9h du soir et ils parcoururent les rues de la ville pour faire appel aux démocrates qui étaient disséminés en particulier dans les rues de l'hospice, ou rue du Chapitre, ou rue Malaveille.

Lagrèze-Fossat n'a compté que 50 personnes qui se soient rassemblées autour de la chaise de poste. Comme il se doit tout le monde entra dans le café de la Montagne et là Crémieux fit un discours plein de modération. Cette modération causa une certaine émotion dans l'auditoire. Quelques uns firent des remarques dans l'idiome patois ! comme quoi il aurait mieux fait de ne pas venir. Ces remarques venaient des personnes les plus démunies.

Il ne manque plus à ce livre que l'essentiel : le coup d'Etat.

Je me disais aussi....

Au moment des troubles de Montauban il y a bien sûr affrontement avec l'armée et la police. Et l'auteur de l'article de *l'Emancipation* indique:

"Partout la troupe a été accueillie aux cris de Vive la ligne ! Vive l'artillerie ! Et pour qu'elle ne se trompe pas sur le sens des sifflets, on lui criait sans cesse : Ce n'est pas contre toi que sont les sifflets."

La question de la tactique politique et de la stratégie révolutionnaire se posera toujours. Et dans cette question il y a les rapports avec l'armée. Au San Salvador en 1981 et en France en 1850 rien n'est comparable. Les révolutionnaires français même à Montauban ont appris que tout affrontement violent avec les forces de l'ordre est néfaste à leur cause et que ce sont les amis de l'ordre qui provoquent à l'affrontement. C'est ainsi qu'après les arrestations des gens voulaient délivrer immédiatement les prisonniers."Mais on leur a crié: Ne faîtes pas comme à Albi ! Ne tombez pas dans le piège!"

A Albi de juin à juillet 1849 il y eut de fréquents rassemblements aux cris de Vive la République Démocratique et Sociale. Le 8 juillet il y eut des arrestations. Les manifestants essayèrent alors de s'emparer de la préfecture, mais ils ne savaient pas que l'armée était prête à en finir avec la révolte. Alors la question est là. La révolution moderne peut-elle s'opérer par un coup de main ? Entre le grand soir électoral de 1852 et le coup de main qui consiste à prendre des préfectures l'hésitation ne sera plus présente après le coup d'Etat mais sinon on voit encore que les questions de l'époque sont aussi les questions d'aujourd'hui et c'est en ce sens qu'elles méritent d'être étudiées. Car en fait le monde a évolué et les questions avec mais pour poursuivre dans le bon sens cette évolution (pour aller vers le socialisme) l'étude de ce passé peut apporter et c'est le seul sens de ce travail.

LES BOURGEOIS ET LES PROLETAIRES AIR: le bon temps s'en va
Bourgeois à qui la République
Donne si souvent la colique;
Pourquoi, tremblant, répètes-tu :
A bas Ledru, A bas Ledru.
Et pourquoi le peuple au contraire
Que ton injustice exaspère,
Répète-t-il soir et matin:
Vive Ledru-Rollin, Vive Ledru-Rollin.

Bourgeois en toi c'est l'égoïsme,
Dont l'impudent charlatanisme,
Crie en feignant d'être perdu :
A bas Ledru, A bas Ledru.
Tandis que la reconnaissance
Dicte au peuple dans sa souffrance
Ce démocratique refrain :
Vive Ledru-Rollin, Vive Ledru-Rollin

Ledru vaudrait qu'à l'exercice
Comme l'ouvrier, s'assujettisse
Le fils du bourgeois parvenu.
A bas Ledru, A bas Ledru.
Mais dis-nous donc, aristocrate,
Dieu forma-t-il d'une autre pâte
Une portion du genre humain ?
Vive Ledru-Rollin, Vive Ledru-Rollin

Pour dégrever le prolétaire,
Ledru-Rollin veut encore faire
Payer l'impôt au revenu.
A bas Ledru, A bas Ledru.
Mais le capital, mais la rente
Peut bien remplacer la patente,
L'impôt du sel, l'impôt du vin.
Vive Ledru-Rollin, Vive Ledru-Rollin

Il veut l'instruction gratuite,
L'influence est alors détruite
Son pouvoir pour nous est perdu
A bas Ledru, A bas Ledru.
Oui, Ledru veut que la science,
A toute haute intelligence,
Des honneurs, ouvre le chemin.
Vive Ledru-Rollin ...
Qui donc en veut à la richesse ?
Pourquoi donc redire sans cesse,
Bourgeois gorgé de superflu :

A bas Ledru, A bas Ledru
Garde bien ce trésor qui t'enchante
Mais respect au peuple qui chante
Pour qui veut apaiser sa faim,
Vive Ledru-Rollin...

Vraiment le peuple déraisonne
Qui donc lui refuse l'aumône
Ajoute le bourgeois repu.
A bas Ledru, à bas Ledru.
Droit au travail, point d'assistance
Car du peuple la conscience
Veut sans mendier gagner son pain.
Vive Ledru-Rollin...

Du pain pour celui qui travaille !
Arrière donc vile canaille
Dit le bourgeois d'un ton bourru
A bas Ledru, à bas Ledru.
Quand dîne l'opulence oisive
Arrière toute voix plaintive
Car ces cris troublent son festin
Vive Ledru-Rollin...

Enfin c'est la démocratie
Luttant contre la bourgeoisie
Qui craignant de perdre un écu
Honnit Ledru, Honnit Ledru.
Mais le bourgeois aura beau faire
L'avenir est au prolétaire
S'il persiste dans ce refrain :
Vive Ledru-Rollin, Vive Ledru-Rollin

"Ce qu'il faut c'est permettre à une bourgeoisie sortie de la crise, mais encore nerveuse et hésitante, d'aller plus loin dans l'organisation du capitalisme, de l'exploitation, de la production, de la répartition des richesses, pour un meilleur profit. "Emile Tersen

Chapitre 9

Deux Décembre

En ce jour anniversaire Louis Bonaparte avait quelque chose à faire.

Et pour reprendre la parole d'Espinasse:"jusqu'au bout, jusqu'aux boues".

Anniversaire du sacre de Napoléon (1804), anniversaire de la victoire d'Austerlitz (1805), ce 2 Décembre devait être un jour faste. En effet la France se réveillait en république mais sans Assemblée. L'affiche annonçait le rétablissement du suffrage universel mais sous la surveillance de l'Armée.

Comment?

Réussir un coup d'Etat n'est pas à la portée du premier venu.

Et dans l'ordre des brigands Louis Napoléon n'était pas le premier venu.

Aussi il a réussi.

D'abord rassembler le personnel de base.

Mois après mois il s'y était employé soigneusement.

Avec ce personnel préparer un plan.

S'assurer le soutien d'une partie importante de l'armée.

Au jour J provoquer les arrestations (78 en tout à Paris).

Dans de telles circonstances il serait grave de laisser la presse libre par conséquent muselons la presse. Et pour compenser cette désinformation ne pas oublier de faire placarder des affiches pour intoxiquer l'opinion publique.

Reste à voir

Les plans sont des plans. Ils laissent prévoir une réaction. Qu'allait-il se passer?

Paris d'abord. D'abord pour les républicains le 2 Décembre est une journée de réflexion pour ne pas dire d'hésitation. On le comprend l'opposition n'a pas de plan de riposte. Alors, chercher la riposte légaliste ou la riposte armée ?

Le Mercredi 3 avec le froid de saison, les premières barricades vont apparaître. Le député Baudin mourra sur l'une d'elles. Un autre député V. Hugo se distinguera dans l'organisation de la résistance. Le jeudi 4 au matin c'est l'espoir du côté républicain. C'est le canon qui répond du côté bonapartiste.

Parisiens, parisiennes le canon vous fera taire et le 5 les républicains survivants chercheront à éviter l'arrestation.

Rapide résumé des évènements parisiens sans lesquels on ne peut suivre ni comprendre les évènements locaux.

Nous savons que les forces républicaines parisiennes n'en étaient pas à affronter leur première répression et nous savons aussi que ceux de juin avaient été frappés par ceux-là même qui les appelaient aujourd'hui au combat...

En Tarn et Garonne

Nos républicains actifs en 1848, 1849, 1850 ne vont pas rester en ce mois de Décembre les deux pieds dans le même sabot.

Ils vont eux-aussi réagir comme dans la plupart des départements voisins. Avant de venir aux réactions les plus importantes de Castelsarrasin, Moissac, Montauban citons quelques réactions dans les villages.

Ces évènements restent difficiles à connaître. Nous les évoquons sur la base d'articles du *Courrier du Tarn et Garonne*, sur la base .de rapports de police, sur la base des témoignages recueillis au moment des procès des inculpés. Nous citerons chaque fois les sources qui dans tous les cas doivent être prises avec des pincettes.

Ce qui est sûr pour Septfonds c'est qu'on a arrêté l'ancien citoyen J. Pierre Cantecor, mais il fut relâché par manque de charges suffisantes.

Dans un article du *Courrier* on accuse les républicains d'avoir voulu rôtir les gendarmes de Caussade et d'avoir voulu fusiller le curé de St Antonin.

A Bourg de Visa *le Courrier* annonce dans son numéro du 6 :

"J'ai à vous annoncer des Nouvelles fort graves : la démocratie a fait une manifestation. Tout est ici en révolution. Les gendarmes se trouvent enfermés dans la maison commune sans pouvoir en sortir. On nous annonce un renfort qui doit arriver de Valence .Les esprits sont très agités."

Puis viendra le démenti. Alors...

Montauban

Aussitôt le coup d'Etat connu Poumarède jeune part pour Toulouse. Il va pousser les chevaux au maximum pour faire le trajet en 4 heures. En vitesse, il rencontre son ami Sesquières (le revoilà). Que vont-ils se dire ? Il va rentrer de suite faire son compte-rendu à Montauban. Le club se réunit le 3 décembre. Diverses propositions d'actions sont faites. Voici celles qui seront retenues:

-envoyer des émissaires dans les chefs-lieux des cantons (ce sera fait pour St Antonin, Caussade, Bourret et Montpezat-nous ne savons pas pour le reste)

-envoyer une délégation chez le maire de Montauban et chez le préfet pour demander l'armement de la Garde nationale.

Au même moment le maire et le préfet avaient fait connaître leur position par des affiches. Affiche du maire du 3 décembre :

« Montalbanais !

La situation politique est des plus graves ; le conflit élevé depuis quelques jours entre la chambre et le pouvoir exécutif a eu hier une fin inattendue sous le régime de notre Constitution.

L'autorité municipale dans ces circonstances a de grandes obligations à remplir ; la tranquillité publique peut dépendre de son énergie à tenir la main à la stricte exécution des lois ; elle comprend que c'est son devoir, elle saura le remplir; c'est son droit, elle saura le tenir. Connaissant l'esprit d'ordre qui règne dans cette cité, sur du loyal concours de ses habitants, le maire aidé du conseil municipal fera ses efforts pour remédier aux éventualités qui pourraient porter atteinte à la tranquillité des citoyens. Montalbanais soyez calmes et confiants. Plus la position est difficile et plus nous devons redoubler d'amour pour la patrie faire taire nos divisions et nous réunir autour du drapeau de l'ordre et des lois. »

Les politiciens soucieux d'apprendre à nager entre deux eaux ont là un exemple intéressant de déclaration. Se réunir autour du drapeau des lois, pour la stricte exécution des lois, de quelles lois s'agit-il ? de celles inscrites dans "notre Constitution" ou de celles que Bonaparte veut imposer ?

Voyons maintenant Pardeilhan Mezin préfet du Tarn et Garonne :

"Un grand évènement vous est annoncé : les circonstances vous demandent plus que jamais l'ordre, la paix, l'union. Vos intérêts les plus chers et les plus sacrés vous y convient. Cependant la conscience a des appréciations souveraines et des lois inflexibles. J'ai donc demandé un successeur..."

Nous venons de citer longuement les déclarations des pouvoirs locaux car elles sont importantes. D'un côté un maire hésitant -il le démontrera encore plus- d'un autre un préfet démissionnaire ; c'est une situation favorable pour les républicains avant les entrevues décidées.

Le lendemain de la réunion du Club (4 décembre) le maire reçoit la délégation républicaine mais il demande, avec eux des représentants du courant légitimiste. Légitimistes et orléanistes marqueront une opposition au régime nouveau mais une opposition sans poids, sans force, sans danger.

Par le compte-rendu qui sera fait à la réunion du club nous connaissons par recoupement de témoignages la teneur de la réunion.

Manau fera ce compte-rendu devant 700 à 800 personnes. Le maire se propose d'armer la garde nationale mais pas de suite (il faut attendre samedi : pourquoi ?) et il ne précise pas trop au profit de qui (républicains ou légitimistes). Alors !

Dans la salle du club, plus que pleine, la discussion va être vive. Delpech étudiant à la faculté de théologie protestante demande: "qu'on en finisse avec toutes les tergiversations."

Il ajoute : "Le club doit se porter immédiatement à la préfecture pour obtenir sur le champ l'armement des citoyens."

Et Manau aurait répondu :

«Il ne faut pas agir trop légèrement. Il faut attendre. Nous ne savons pas encore ce qui se fait à Paris et dans les départements voisins."

Nous sommes le 4 et nous avons vu ce qui se passe à Paris ce jour là.

Les départements voisins sont dans des situations diverses. La révolte a déjà échoué à Toulouse où le préfet était un personnage de choc correspondant à l'importance stratégique de cette ville. Chez les républicains de l'Aveyron c'est encore l'optimisme. Il y a une marche de paysans armés qui parcourt le département. Le Gers et le Lot et Garonne sont traversés par des révoltes puissantes, organisées.

A Montauban le débat du club se poursuit.

Un choriste employé au théâtre prend la parole:

"Il ne faut pas attendre demain pour agir."

Les interventions du choriste et de Delpech sont accueillies aux cris de "Aux armes ! Vive la République Démocratique et sociale." Les modérés l'emportèrent et les républicains montalbanais n'eurent pas à prendre les armes. **Au moment de la répression le pouvoir ne sera pas plus tendre pour ceux qui prêchèrent la modération**.

D'après *le Courrier* cette réunion du club fut interrompue par l'armée.

"La force armée s'est transportée au local où le parti démocratique tenait une séance et elle a voulu faire évacuer la salle. Une résistance s'étant manifestée plusieurs chefs du parti ont été arrêtés et conduits en prison à travers un immense concours de population. Ces arrestations ont occasionné une vive émotion et sont en ce moment le sujet de toutes les conversations."

Le Courrier avait noté que les deux journées précédentes s'étaient passées tranquillement avec "de nombreux groupes qui stationnaient sur tous les points mais qui se bornaient à causer des évènements."

La délégation qui était allée voir le maire comprenait 10 républicains et 6 légitimistes, Le même journal mentionne que le 3 décembre "un groupe assez nombreux s'était formé

sur la place de la préfecture où il a stationné jusqu'à onze heures de la nuit. L'ordre n'a pas été troublé un seul instant."

Le 5 décembre 1851 l'ordre règne à Montauban,

Il s'en était trouvée pour crier. "Bonaparte doit être pendu". Mais le peuple ne sera pas armé et Bonaparte ne sera pas pendu. Nous avons maintenant à aller visiter les prisonniers.

D'abord Pierre Manau qui est le chef du parti démocratique.

Ensuite Hippolyte Bertal de Montpezat que nous avons déjà rencontré en juin 1848.

Poumarède sera lui aussi à ce triste rendez-vous. Puis la "force armée "attendit le 8 décembre pour arrêter : Delpech, Ansas, Pagès. Et le nouveau préfet qui a fini par arriver dira : "Le coup d'Etat étouffe jusque dans les germes les détestables espérances de l'anarchie".

Jusque dans les germes ! Monsieur Dufay de Launaguet il ne vous servira à rien d'avoir voulu être si prétentieux !

Moissac

Au moment où Poumarède part pour Toulouse Bousquet part pour Agen. Ce petit département plus jeune que les autres n'est pas encore très uni et qui dit division dit manque d'efficacité. Le 3 décembre Bousquet fait son compte-rendu dans son café.

Le lecteur connaît déjà le rapport des forces dans la ville. Pendant les évènements qui vont suivre, vont apparaître la plupart de ceux qui se distinguèrent les années précédentes. Grâce à l'étude du chanoine Pierre Gayne il est possible de préciser qui est ce Jean Bousquet, personnage central parmi les républicains militants.

Il a 30 ans, il tient un café (rue de la place). Il est fils de propriété ire. Il a un côté plus populaire que tous les autres dirigeants républicains. En ce 3 décembre il se retrouve devant son public. La réunion va décider semble-t-il de prendre la mairie de Moissac. Décision plus musclée que celle de Montauban qui correspond d'une part aux républicains de Moissac et aux liens qu'ils ont avec Agen.

La foule se dirige donc vers la mairie. Elle va essayer d'entrer en force mais grâce à l'intervention du maire et de l'adjoint cette action ne réussit pas. Les portes sont fermées.

Le procureur de la république déclarera:

"Le 3 décembre à 7 heures du soir des individus parcouraient les rues de la ville en criant : Aux armes ! au feu ! "

Il ajouta : "Un rassemblement considérable et très menaçant s'était formé et les meneurs étaient rentrés dans l'établissement du sieur Bousquet."

Le Courrier nous informe ainsi:

"On nous écrit de Moissac que le pouvoir municipal s'est vu un moment presque forcé d'abandonner son poste pour faire place à un mouvement qui s'était porté vers la mairie; cependant un appel a été fait à tous les hommes d'ordre et grâce à un concours inespéré la municipalité a conservé ses pouvoirs. "

Quel concours inespéré ?

Le plan des républicains apparaît être le suivant:

-prendre les mairies et armer les gardes nationales

-puis prendre les préfectures.

Les ripostes plus ou moins fortes suivront ce schéma.

Et le pouvoir d'en face s'appuyant sur l'armée passera aux arrestations.

A Moissac on arrête d'abord Bousquet. On ferme son café, on poursuit les arrestations et Moissac deviendra calme.

Il n'y aura plus de café de la Montagne.

Pour réussir en affaire vaut mieux se taire !

Avec Bousquet est arrêté un jeune ouvrier de 29 ans : Racio.

Fils d'un pauvre tailleur d'habit qui travaille à la journée il est tailleur lui-même.

Il n'est rentré de son tour de France qu'après la révolution qu'il aurait vécue à Paris. C'est là qu'il aurait connu Proudhon et sa manie de parler de son ami le fait surnommer Racio Proudhon. Recueilli au café de la Montagne, il remplissait souvent le rôle de garçon de café et pouvait ainsi raconter. Comment il vit Proudhon roi de France ? Au moment où furent prises les Tuileries Proudhon s'est assis sur le trône du roi.

Pour la police cet homme "n'aimait pas le travail mais aimait la bonne chère."Allez savoir ce que pensaient ces mêmes policiers du brigand qui dirigeait la France:

Avec Bousquet et Racio le troisième à rejoindre la prison est Leygue Jean, célibataire, ayant le même âge que les deux autres et tailleur d'habit de son état.

Dans la rue son nom était Casse-Miroir.

Dans les fichiers de la police il est connu comme "aspirant à la fortune d'autrui".

D'ailleurs nos policiers de talent savaient même le lot qu'il s'était réservé dans le cas d'une victoire de la république : "le magnifique château de Volvenc près de Moissac."

Et enfin le journal du 9 décembre annonce que Bousquet pourra saluer en prison une vieille connaissance des lecteurs : Victorin Chabrié. Delbert Junior qui se trouve avec eux est patron d'une minoterie qui occupe 60 ouvriers.

C'est "un chef des plus déterminés de la démagogie et d'un orgueil sans borne, " (nous vous laissons deviner les sources). Le jour des évènements du 3 décembre ce dernier semblait porter un fusil et il serait allé chercher un tambour de la garde nationale pour lui annoncer que le lendemain au point du jour on allait avoir besoin de ses services.

La liste des emprisonnés s'allonge encore : Joseph-Paul Manau (frère de l'autre), Lambert Guillaume 45 ans (ses capacités à soigner les porcs le font passer pour un sorcier).

Ce dernier propage dans les campagnes une idée "simpliste" : prendre la terre à ceux qui ne la travaillent pas et la distribuer à ceux qui la travaillent.

Deux jours après viennent. Doucet et Seizedouzaines. Ce sont les deux premiers à avoir des enfants comme si nos policiers avaient eu des scrupules.

Doucet Pierre est revendeur de volailles et a 25 ans et Seizedouzaines (Bessières Etienne) est revendeur de fruits et a 30 ans.

Ce dernier avait déjà été condamné par le tribunal de Moissac à 25 F d'amande. Nous avons donc là au moins 3 emprisonnés politiques. Détours n'est pas parmi eux. Il était à Paris au moment du coup d'Etat.

Fini le désordre, fini l'anarchie.

Castelsarrasin

Ici la mairie n'est pas à prendre. Elle est déjà républicaine. Mais la sous-préfecture...

Ce n'est pas *le Courrier du Tarn et Garonne* qui nous dira ce qui s'est réellement passé dans cette ville. Il faut en effet attendre le 12 décembre pour savoir "qu'après l'agitation fébrile de quelques heures a succédé la tranquillité la plus parfaite. "

Mais les arrestations seront là à Castelsarrasin aussi, pour confirmer l'existence d'une protestation. D'après les témoignages produits devant les tribunaux on peut reconstituer de la manière suivante les évènements.

Le 3 décembre sur l'initiative de Bordes adjoint (le maire Leygue est réellement empêché) le conseil municipal est réuni. Une lettre est envoyée au sous-préfet pour avoir toutes les dépêches qui arrivent de Paris. Cette réunion où participe Constans Léopold se déroule dans la grande salle de la mairie autour du feu de la cheminée.

Elle va être troublée par l'arrivée de jeunes, dirigés par Flamens. Ils sont partout et demandent la constitution d'un comité révolutionnaire provisoire permanent (il devait être provisoire et siéger en permanence).

Ils montrent une proclamation du journal de Toulouse l'Emancipation qu'Antoine Monié a ramenée et qu'il a distribuée dans la ville. Devant cette attitude la plupart des conseillers municipaux se retirent. Ils se considèrent comme les seuls capables de diriger les affaires de la commune puisqu'ils sont élus.

Par la suite Bordes va envoyer une nouvelle lettre au sous-préfet qui va servir d'argument pour la répression. Elle est "injurieuse" et prétend "dicter des conditions " au sous-préfet. Donc dès le 6 décembre la plupart des républicains de la ville sont sous les verrous. D'abord Constans Roch Isidore, dit Constans l'ainé et qui a 51 ans au moment du coup d'Etat. Il est avoué près du tribunal de première instance de Castelsarrasin et son étude était la plus importante de la ville. Il est même président de la chambre des avoués du tribunal de Castelsarrasin en 1851. Depuis 1830 il a constamment fait partie du conseil municipal et il a été deux fois maire de la ville : au moment des révolutions en 1830 et en 1848.

Son frère un peu plus jeune est le premier juge suppléant ou tribunal. Il est membre du conseil général et s'appelle Constans Léopold. De l'avis même de Constans l'ainé paie 3000F d'impôt et son frère paie d'après l'enquête pour la candidature au conseil général 5000F d'impôt. Ce sent des sommes relativement importantes.

On peut comparer cette famille Constans à la famille Manau ou à la famille Chabrié. Même statut social, même combat politique.

Après cette arrestation de poids suivent celles de Flamens Pierre avocat ex.substitut, en 1848 qui se veut un théoricien du socialisme et qui était lieutenant de Leygue, puis Monié Jean Eloi 46 ans que l'on accuse d'avoir fait fortune avec les dépouilles des victimes de 93, Bordes Jean-Maffre 19 ans maitre d'hôtel ancien boucher et Sergé Roch a qui l'on reproche d'avoir dicté la lettre au sous-préfet. Il est employé de Constans et présidait le club. Viennent s'ajouter Leygue Armand le maire dont nous ne savons rien, Mességué le cordonnier (déjà, vu chez les francs-maçons qui a 37 ans et qui devait être le futur bourreau de la République "Rouge ", et enfin Bayrou Henri vétérinaire.

Certains ne furent pas inquiétés - comme Rey le limonadier qui ne recevait pourtant que les rouges ou Philip Achille qui s'était si souvent fait remarquer.

En tout 8 arrestations.

Et Maintenant que va-t-on faire des emprisonnés?

On les questionne et ils nient tout avec une belle unanimité et de bien belles paroles.

Prenons Bousquet. On lui demande : Où avez-vous passé la soirée du 3 décembre ?

Il répond: «JE n'en sais rien. Je ne crois pas pouvoir me rappeler les incidents de cette soirée."

Et à la même question Leygue de Moissac répondra plus précisément : "J'ai dîné à 5h du soir, après je suis entré en fumant ma pipe dans le café Bousquet, il pouvait être alors 6h moins le quart. J'ai vu beaucoup de monde puis j'en suis ressorti en fumant ma pipe. Puis je suis rentré chez moi pour préparer du travail pour une ouvrière jusqu'à à peu près 8h du soir. J'allais et venais alors entre mon magasin et le café. Quand ils partirent vers la mairie j'ai fait le curieux comme tout le monde."

Il est donc rentré dans le café et n'a même pas consommé. Un autre fera un aveu important : il avouera avoir bu une bière. Chabrié a un autre genre de réponse plus sophistiqué :

"Où avez-vous passé la soirée du 3" "Je demande des questions plus particulières" répond-t-il. Et il faudra tour à tour lui demander s'il était chez lui, au café etc.et au bout du compte Chabrié comme les autres n'a rien fait.

Dans ce type de réponses Bertal se distinguera aussi.

On lui reproche d'avoir accueilli chez lui des émissaires du parti démocratique de Montauban. Il répond qu'il a bien reçu deux personnes mais qu'il ne peut dire leurs noms car si eux le connaissait lui ne les connaissait pas. Il accepta tout de même d'aller à Montauban avec eux mais il ne se souvient pas de l'endroit où il s'est arrêté si ce n'est qu'il a dormi à l'hôtel de l'Europe. Il a tout de même offert de l'eau de noix à ses invités anonymes. C'était peut-être la dernière eau de noix qu'il servait.

Tous nièrent mais tous furent condamnés

Les deux plus grosses peines : déportation à Cayenne et en Algérie ne furent pas prononcées en Tarn et Garonne.

La première peine est l'expulsion.

Ensuite l'éloignement qui apparaît comme une mesure plus temporaire, puis l'internement et enfin la surveillance.

Voici le tableau qui représente par lieux les nombres de condamnés :

	Expulsion	Eloignement	Internement	Surveillance	Total
Montauban	1	3	2	1	7
Moissac	2	3	10	1	16
Castels	2	3	2	1	8
Total	5	9	14	3	31

Près de la moitié seront donc des expulsés ou des éloignés.

Ce sont incontestablement les chefs du mouvement républicain, ceux qui ont le plus d'influence. Le plus souvent ce ne sont pas les hommes du peuple qui, aux yeux du pouvoir, ne sont pas dangereux car sans influence.

Parmi les expulsés on retrouve : Bertal, Bousquet, Lambert, Constans et Mességué.

Parmi les éloignés on retrouve : Ansas, Manau, Poumarède, Courtes, Chabrié, Serres, Flamens, Leygue Armand et Monié. Quant aux internements ils seront assez vite, transformés en surveillance. Mais cette surveillance était un véritable quadrillage de la population.

Surveiller Surveiller…

Un document concernant notre département donne une liste de 280 noms de personnes qui sont susceptibles d'être dangereuses. On est en droit de se méfier d'un tel document de la police. Les renseignements sont fournis par les juges de paix et on imagine aisément que dans certains endroits suivant leurs propres idées politiques ils vont surestimer ou sous-estimer les personnes dangereuses.

Une fois les précautions d'usage prises on peut consulter ce document,

36 communes sont citées ce qui fait assez peu et beaucoup à la fois.

Les plus citées sont Montauban (81 personnes), Caussade (23), Monclar (219), Lauzerte (16), Moissac (14), Molières (13), St Antonin (12), Castelsarrasin (10) et Caylus (11).

L'âge moyen de la personne surveillée est 40 ans. Les personnes entre 30 ans et 50 ans sont plus de 200.

Et enfin on peut étudier les professions.

Les cultivateurs et propriétaires sont en tête avec 32 noms mais les tanneurs-teinturiers(18), les cafetiers aubergistes et limonadiers (14), les menuisiers (14) et j'oubliais ceux qui à travers l'histoire semblent avoir marqués le mouvement républicain démocrate : les cordonniers (22).

Du côté des professions libérales (médecin, pharmacien, vétérinaire, avocat, avoué, notaire) il y a 21 noms.

Derrière cette description générale on peut regarder deux villages.

D'abord Monclar de Quercy

On trouve 21 personnes à surveiller alors que rien ne semble s'y être produit. Avec les indications fournies en face de chaque nom on peut s'apercevoir qu'un club a existé en 1848. La liste des noms n'est établie qu'en fonction des événements de 1848 et non pas en fonction d'une résistance en 51.

Le club se réunissait chez un limonadier B.

Le chef est un boucher F.F. et le futur chef devait être le docteur (médecin du pauvre sans nul doute!). Pour les autres noms on trouve 6 journaliers. C'est la seule commune où est citée cette profession. Par contre on n'y trouve pas de propriétaires ou de cultivateurs.

Ensuite c'est la liste des petits métiers du village : l'immanquable cordonnier, le menuisier, le maçon, le chiffonnier, le perruquier et même le carillonneur.

Maintenant St Antonin.

On trouve deux chapeliers E.et M., un ferblantier, un maçon, un épicier, un employé de chemin de fer, un serrurier. Le plus dangereux serait le chapelier M.

Ce courant républicain est donc villageois avant tout et toujours petit-bourgeois.

La liste des hommes à surveiller contait à la fois des légitimistes et des républicains et vraisemblablement ceux de Caylus sont plutôt à chercher du côté des légitimistes qui dans l'ensemble sont peu nombreux et vraiment peu dangereux pour le régime.

Dans ces conditions se tient le plébiscite.

Le plébiscite

Nettoyer d'abord. Voter ensuite. Morny ministre de l'Intérieur s'exprime ainsi :

> "...Partout où l'insurrection n'aura pas été réduite vous ajournerez les élections au 27 et 28 décembre... Vous comprendrez la loyauté du sentiment qui me guide en vous donnant ces instructions, vous, en userez donc avec une parfaite justice et une extrême réserve."

Et pour montrer que l'on peut être brigand et malin voici cette note du 7-12-51 :

> "Jaloux de protéger la libre expression de la volonté populaire et de prévenir jusqu'aux doutes qui auraient pu s'élever sur la sincérité et l'indépendance des suffrages, le prince Louis Napoléon a voulu que le vote ait lieu à bulletin secret... au sein même de la commune pour avoir la plus sincère expression de la volonté du peuple."

V. Hugo dit : " Feu ! Feu ! tu voteras ensuite ô peuple roi !"

Ce dernier plébiscite de 1851 laisse chaque ville s'exprimer suivant sa personnalité compte-tenu de la répression. Montauban se distingue par le record de l'abstention et Moissac par le record des non.

Avec un vote global plus défavorable à Bonaparte que dans le reste de la France le département reste fidèle à lui-même.

Pour la première fois on a le vote de villages puisqu'il n'y a pas rassemblement au canton (n'est ce pas M. Morny!) et Vazerac étonne à moins que les chiffres ne soient faux; Cayrac est plus à l'image des petites communes du département qui ont dû voter massivement oui pour compenser les non des villes.

Quoiqu'il en soit Mesdames et Messieurs le coup d'état est officiel.

Ce livre n'a plus aucune raison de se poursuivre.

Dernière minute

P.S. Nous apprenons à l'instant le décès de Chabrié Père dit aussi Chabrié J. Baptiste Nous sommes le 9 juin 1854 et l'enterrement aura lieu le 11 juin. Nous vous invitons à y participer nombreux. Si le chiffre de 300 personnes pouvait être atteint nous ferions encore trembler nos adversaires. Son fils ne pourra pas être là. Il avait bien obtenu des plus hautes autorités le droit de rentrer au mois de janvier 1854 mais il se fait expulser à nouveau le 15 février et ne rentrera que très tard : le 10 Novembre 1859. Même sans Victorin nous marquerons notre volonté d'aller plus loin dans le sens de la révolution, d'aller ensemble jusqu'à la victoire de la république démocratique et sociale.

Chabrié Jean Baptiste que j'ai trouvé sous le nom de Joseph Baptiste (qui se trompe?) et que j'ai trouvé père du futur maire de Moissac (alors que le maire futur n'est que le neveu mais qui se trompe ?) avait 76 ans au moment de sa mort. Elle s'est produite à son domicile rue Malaveille à une heure de l'après-midi et son épouse toujours là s'appelle Jeanne Boissières.

Que les imperfections de noms, de parentés ne peuvent se modifier que par un travail de recherche. Alors au travail.

Chapitre 10

Des lecteurs se disaient aussi…

La parole à trois lecteurs imaginaires.

R : Comment as-tu pu lire ce livre ?

S : C'est simple, avec tout le battage, avec toutes les sollicitations, avec tous les rappels, avec toutes les pubs, avec nette ambiance j'ai pensé : il faut que moi aussi je lise ce livre.

R : C'est vrai, encore une fois le tapage a réussi. Je ne suis pas dans ton cas. Je n'ai lu que les articles des journaux qui en parlent par conséquent, je n'ai pas eu à faire les frais de l'achat. C'est mieux non ?

S : Je me demande ! L'auteur n'a rien inventé. Il se contente d'écrire les évènements passés avec des commentaires plutôt prétentieux. On devrait interdire l'écriture de tels livres qui trompent des acheteurs naïfs comme moi ! C'est d'accord?

R : En fait l'auteur le reconnaît lui-même. Il vaut mieux lire Hugo. Plutôt que d'interdire il faudrait tout faire pour couvrir d'ombre ces publications mal venues. *Le Tarn et Garonne n'a QUE faire de démocrates* qui n'étaient en fait que des piliers de mauvaises mœurs, des déclassés, des pervers, des pouilleux, des farfelus, des affreux jojos, des fainéants. Ce n'est pas qu'une écriture des évènements du passé, parce que quel parti pris mes amis !

S : Tu as bien qualifié ce livre ! C'est un attrape-nigaud au sujet d'attrape-nigauds. Mais on ne m'y reprendra plus !

R : Vous êtes dans l'erreur. Ce livre est sérieux même s'il est inutile. Vous ne l'avez pas lu et vous en parlez à votre aise. Vous n'êtes pas de ceux qui combattent les démagogues. Vous ne convaincrez personne avec votre propre parti pris car question parti pris, vous vous posez un peu là! Soyez plus intelligents!

R et S en cœur : Vas y, fais ta démonstration. De quel côté es-tu vraiment ?

A: Il ne suffit pas d'être d'un côté pour lire. Ce livre n'est pas fait pour vous, il n'est pas fait pour vous faire enrager. Aujourd'hui nous nous trouvons avec une campagne monstre autour de ce livre et il faut se méfier, vous dénigrez les hommes qui sont cités. C'est bien. Allons plus loin. Il faut dénigrer le principe même d'une telle recherche ; il faut faire rayer le passé au nom du présent. Il faut se donner nous aussi une idéologie adaptée aux conséquences. Il faut gagner maintenant sur deux tableaux. D'abord dire que toutes les revendications des démocrates ont finalement été acceptées et ensuite dire que tout ce qu'ont fait les démocrates n'a jamais servi à rien. C'est contradictoire et c'est bien ainsi.

R et S : Heureusement que nous t'avons pour nous recycler !

A : Pensez aux jeunes d'aujourd'hui : ils ne se promènent plus en trottinette !

R : Mais de quel livre parlons nous ?

S : Il s'agit du livre : *Un Tarn et Garonne sans démocrate* qui montre que les quelques révoltés de l'époque n'étaient même pas des démocrates. Ils étaient sans parti, sans organisation, sans journaux. Ils ne représentaient rien.

A : Mais non je parlais de l'autre livre : *Des démocrates pillent le Tarn et Garonne*, qui montre des démocrates s'enrichissant de pillages dans notre département et pouvant ainsi donner envie aujourd'hui à tous ceux qui veulent s'enrichir par le vol (vous savez bien ces chômeurs qui ne veulent rien faire !).

R : Je n'ai pas acheté le livre mais je sais tout de même qu'il s'agit d'un autre : *Le Tarn et Garonne pue le démocrate*. Le tapage m'a tout de même appris le titre mieux qu'à vous ! Dans ce livre ce que je conteste c'est qu'on laisse supposer qu'en Tarn et Garonne en 1848-1851 il y ait pu y avoir des démocrates. Ces êtres puants n'infestèrent pas vraiment notre coin si tranquille et ce rappel risque de faire revenir les mauvaises odeurs.

S : Tu dois vivre dans une tour d'ivoire. Les mauvaises odeurs sont toujours là. Elles empestent même...

R, A, S, continuèrent longtemps leurs discours imaginaires sur un livre qui l'était tout autant...

Et l'auteur ajoute un mot tout de même

J'avais besoin de ce chapitre 10 pour faire 100 pages d'un livre tiré à 100 exemplaires.

J'avais besoin des citations parce que je n'aime pas les citations. En tête de chaque chapitre elles sont des contre-citations car elles n'ont rien à voir avec les chapitres et sont tirées d'auteurs peu connus. Je ne parle pas bien sûr des citations qui sont dans le texte et qui ont une autre fonction.

Je n'ai pas besoin de dire que les fautes d'orthographes ne sont pas toutes des fautes de frappe. C'est que ce travail m'a pris 5 ans et qu'une relecture et correction aurait risqué de me décourager. Par conséquent lisez avec en main un crayon et corrigez !
Et puis pour ne pas avoir de faute, ça se paye !

Je savais à l'avance que relier, taper, tirer, écrire tout seul ce livre était au-dessus des forcés d'une seule personne mais c'est ainsi.

Et des obsessions...

La première celle de la révolution.

Qu'est ce qu'une révolution ? En 1848 c'est un changement brusque de pouvoir politique : le roi contre le président. En 1830 c'était le roi contre un autre roi.

La deuxième celle du particulier. Pour rejoindre le point précédent : la révolution pouvait-elle venir de Moissac ?

Non, alors fallait-il se révolter le 2 Décembre ?

Hugo a prononcé un discours mortuaire sur la tombe d'un Tarn et Garonnais : Jean Bousquet.

La troisième celle du passé :

Je ne suis pas historien et j'ai écrit dans l'actualité.

Je condamne toute utilisation "utilitaire" de l'histoire.

Quelle est la marge entre une utilisation "utilitaire" et une utilisation scientifique?

La quatrième : celle de la vérité.

Ce que m'apprend l'histoire c'est que notre société est en mouvement.

La vérité est donc elle aussi en mouvement.

Elle est vérité "vraie" et en même temps relative.

Et je sais qu'il s'en trouvera par conséquent qui me feront dire l'inverse de ce que j'ai voulu dire (et sans que ce soit dû à une question de clarté du texte même si ce problème peut être réel).

Ce sera normal et je penserai aux autres.

Pour conclure : un personnage représente ces obsessions : **Victor Hugo**.

Il ne me hante pas à moi seulement. Ce jeudi 18 septembre 1980 j'apprends que "les Misérables" sont au Palais des sports et Robert Hossein auteur de cette tragédie musicale écrite sur la base du texte de Hugo, dit qu'il n'a fait que mettre en forme les propos

centenaires de Hugo dont il avoue "épouser complètement les idées". Et dans un autre livre je lis que les syndicalistes de Decazeville avaient ce même livre dans leur bibliothèque...

Avec *les Misérables* en trouvait aussi de V. Hugo : *La légende des Siècles, Hernani, Napoléon le petit*, etc. En tout 43 titres sur 250 volumes. C'était en 1905 dans la bibliothèque de ces syndicalistes (voir le livre de Rémy Cazals).

Et des exemples de la place qu'a occupée et qu'occupe Hugo, il y en a des mille et des cents. Pourtant Hugo n'est pas simple !

Ma dernière obsession.

Pour que les gens comprennent il faut des choses simples donc schématiques et je prouve que trop souvent cette volonté de simplification éloigne de la réalité.

Par exemple : Quand on dit Hugo de quel Hugo parlons-nous ?

Quand on dit droit à la différence de quel droit parlons-nous ?

D'un droit à la mode qui peut servir à développer l'acceptation d'une différence comme ouvrier/patron ?

D'un droit qui signifie non roulement sa reconnaissance en droit mais avec l'égalité ; (mot pas à la mode du tout car on veut le faire ressembler à uniformité) dans la différence ?

Et cet autre schéma : 1851 c'est la révolte de l'Occitanie contre Paris et le pouvoir qu'il représente.

A regarder une carte des révoltes on peut le penser mais c'est ainsi cacher l'essentiel : la lutte EN Occitanie entre les blancs et les rouges. Donc la question n'est pas de transformer le mouvement contre le coup d'Etat en mouvement occitan mais de chercher comment s'inscrit ce mouvement dans l'ensemble de la réalité française.

Je l'ai dit ailleurs ; ne baissons pas les bras devant la réalité. Qu'il faille trouver les moyens de rendre accessible la connaissance d'accord, mais avec sérieux et avec effort pour celui qui veut comprendre. Effort du texte dans tous les sens.

A ça je m'emploierai car vous comprenez que pour moi, approfondir la connaissance de la réalité française est une affaire stratégique. Et il manque des éléments même dans 100 pages.

Ex : je devais raconter la tentative d'assassinat sur le commissaire de la république à Lamagistère. Ce n'est pas fait. Et De Maleville qui est passé, je devais le présenter en tant que ministre de la république et en tant qu'exilé après le coup d'Etat (deux périodes qui sont courtes). Ce n'est pas fait. Et enfin n'ayant pas davantage développé la réflexion sur un point qui me tient à cœur je termine par cette citation de Marx:

"En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun [que Détours signa note de JPD] on créa des comités électoraux communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie." (p.50 18 Brumaire de L. Bonaparte).

Sources :

(celles d'un historien du dimanche : elles manquent de précision)

Livres :

Marx : Les luttes de classes en France et le 18 Brumaire de L Bonaparte E. Sociales

J. Dautry: 1848 et la deuxième république E. Sociales

Histoire de la France contemporaine tome 3 E. Sociales

La classe ouvrière française et la politique E. Sociales

Hugo Victor : Histoire d'un crime, Napoléon le Petit,

Hugo Victor : Les Châtiments

Hugo Victor : Choses Vues 1849-1869.

Agulhon Maurice : 1848 ou l'apprentissage de la république et les Quarante-Huitards

Renouvrier : Manuel Républicain de l'homme et du citoyen (annoté par Agulhon)

Emile Tersen : Quarante-Huit

Erignac Louis :Trois siècles de luttes populaires en Bas- Rouergue

Gayne P. Un proscrit de Tarn et Garonne (article)

La révolution de 1848 à Toulouse

La crise économique de 1846-1847 en Tarn et Garonne Valmary (aux archives départementales)

Les Francs-maçons de Moissac et les évènements politiques (1762-1852) Daniel Ligou (article)

Journaux

Le Courrier du Tarn et Garonne Le Vigilant Le Moniteur Universel Des articles de *l'Emancipation*

Recueil agronomique : celui de juillet-Aout 1847 contient l'article de Théodore Lourde.

La Franc-maçonnerie du Tarn et Garonne Victor Malrieu

Les questions de population Docteur Raynaud

Dossiers des archives départementales du Tarn et Garonne

Série U : affaires judiciaires

Série M : dossier sur le coup d'état et sur les élections

Série S : quelques données économiques

(des documents cités parmi les livres et journaux sont aussi aux archives).

J'ai aussi consulté une après-midi les archives communales à St Antonin (délibérations du conseil municipal) et Moissac (état civil).

Tels qu'ils sont présentés les dossiers des archives représentent trois lignes mais en fait il représentent au moins 30 dossiers.

J'aurai aimé consulter:

R. Tranpé (ou Rolande Trempé). Le Tarn et Garonne sous la deuxième république D.E.S. Histoire Faculté de lettres Toulouse 1942

Le journal *l'Emancipation* en entier

Et des dossiers des archives nationales.

Participation aux frais : 30 F-Achevé le 5 août 1982